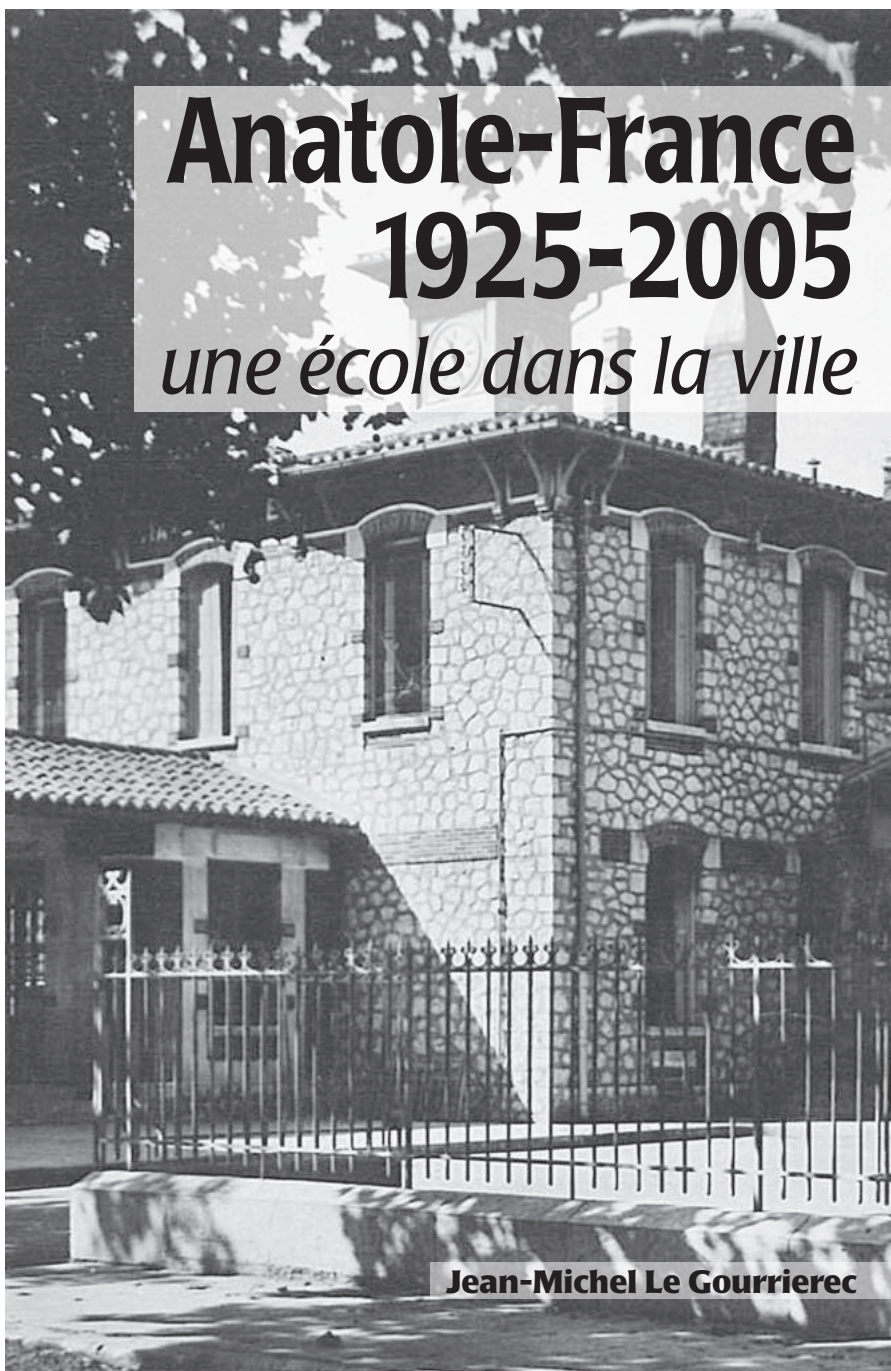


# Anatole-France 1925-2005

*une école dans la ville*



**Jean-Michel Le Gourrierc**

# **Anatole-France 1925-2005**

*une école dans la ville*



**E**n 1925, l'école Anatole-France ouvrait ses portes pour la première fois, dans un quartier alors éloigné du centre de Frontignan, au cœur des vignes.

Depuis, l'extension de la commune a rapproché *la grande école*, comme on la nommait à l'époque, du centre-ville. Et aujourd'hui, chaque matin, les écoliers ouvrent encore leurs cahiers là où, il y a près d'un siècle, d'autres écrivaient leur prénom pour la première fois.

Presque un siècle d'alexandrins, de tables de multiplication, de règles de conjugaison et de grammaire récités d'une voix enfantine : ce sont en effet des milliers d'élèves qui ont pu accéder à la connaissance sur les bancs de cette école.

En 2007, l'imposante bâtisse de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a été entièrement rénovée, après trois ans de travaux et 2,7 millions d'euros d'investissement, dans le respect de son histoire et afin de l'ouvrir sur le nouveau siècle.

Pour mieux envisager l'avenir, un individu, une collectivité, se doivent de toujours tisser les liens entre le passé et le présent. C'est ainsi qu'en 2005, une exposition célébrait l'école octogénaire. C'est également pour cette raison qu'aujourd'hui cet ouvrage lui est consacré, trace essentielle de l'histoire humaine, architecturale et politique de la première « grande » école de Frontignan la Peyrade.

Au fil des pages, destins individuels et pans entiers de notre histoire collective s'entremêlent et, entre les lignes, émerge une grande et belle idée, toujours forte malgré les affronts sans cesse subis : l'école de la République.

Merci à l'auteur, qui a su trouver les mots justes pour raconter cette histoire à la fois si particulière et si universelle.

Merci aussi à tous les habitants de cette ville qui, même s'ils n'ont pas fréquenté cet établissement, en sont aujourd'hui les meilleurs ambassadeurs.

**Pierre Bouldoire**

Maire de Frontignan la Peyrade  
Conseiller général



# Sommaire

Introduction.....	p.7
Chapitre I : Pourquoi bâtir une école ? .....	p.11
1. Le privilège et la charité.....	p.11
2. La naissance d'un droit.....	p.15
3. L'école pour tous.....	p.21
Chapitre II : Treize années de travail et d'attente .....	p.27
1. L'acquisition du terrain .....	p.27
2. Le choix de l'architecte .....	p.32
3. Les aléas du projet « <i>Muscat</i> ».....	p.35
4. La construction .....	p.39
Chapitre III : L'inauguration d'un « <i>palais scolaire</i> ».....	p.43
Chapitre IV : L'école pour tous d'une commune en expansion (1925-1967).....	p.53
1. Vingt ans de croissance contenue.....	p.53
2. Vers un doublement des effectifs.....	p.59
Chapitre V : Une grande école dans la ville (1967-2006) .....	p.71
1. Changement de temps .....	p.71
2. Changement d'échelle .....	p.76
Conclusion.....	p.79
Sources et bibliographie.....	p.81



## Introduction

Au-delà des garrigues du massif de la Gardiole, le pays du muscat s'offre au soleil du Midi et à la Méditerranée par un étroit cordon littoral, jalonné de lagunes où se mêlent la terre, le sable, le sel et l'eau. Aux mois les plus chauds de l'année, ses plages, son port de plaisance et ses étangs en font une destination privilégiée pour de nombreux vacanciers. On y trouve le soleil et la mer, des touristes par milliers. Mais derrière le décor sucré salé des jolis mois d'été, il y a le paysage nécessairement tourmenté d'une cité exposée aux vents d'une histoire multiséculaire.

Aux abords de l'agglomération, et dans quelques recoins de quartiers, se dressent encore les vestiges d'une importante activité industrielle, les témoignages archéologiques d'une époque moderne au regard des venelles du centre ville au charme et au tracé moyenâgeux, de quelques bribes de remparts et d'une église héritée du XII<sup>e</sup> siècle. Les petites rues du pentagone originel se coupent et s'entremêlent autour de l'imposant hôtel de ville, érigé en 1895 sur les ruines de ce que l'on appelait le château. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les remparts et les fossés ont peu à peu cédé la place à des boulevards, en bordure desquels se sont élevées les maisons de maître des négociants et la gare du chemin de fer, construite à deux pas du canal. Puis de nouveaux quartiers se sont développés, au-delà des boulevards et de la route nationale reliant Sète et Montpellier. Avec l'installation de la Compagnie du gaz, de la Compagnie bordelaise de produits chimiques et de la Compagnie industrielle des pétroles, la ville entra dans l'ère industrielle au seuil du XX<sup>e</sup> siècle. Les usines, les chais, les carrières de pierre et les salins offrirent du travail à une population de plus en plus nombreuse et métissée, une population d'employés et d'ouvriers constituée de «ventres bleus», mais aussi d'étrangers venus des villages et des campagnes avoisinantes, puis de régions plus lointaines et même d'Espagne et d'Italie ; une population de salariés largement acquise au pluralisme idéologique de la gauche républicaine, représentée par les diverses municipalités qui se sont succédées. Rythmée par le chant des sirènes de l'industrie, la vie quotidienne suivit le cours du temps des usines jusqu'aux années quatre-vingts, marquant profondément le paysage et la mémoire collective d'une cité qui compte aujourd'hui plus de 20 000 habitants. Il suffit d'écouter les souvenirs de la ville à travers l'architecture de ses monuments pour retrouver les indices de cette mémoire et, à cet égard, le plus grand bâtiment public de la commune ne peut manquer d'attirer les regards de tous ceux qui le découvrent.

Inauguré le 4 octobre 1925, le groupe scolaire Anatole-France est un élé-



ment essentiel du patrimoine historique de Frontignan. L'extension de la commune l'a rapproché du centre ville, dont on le disait parfois trop éloigné. Avec ses allures de petit village, il trône au cœur du quartier qui s'est progressivement édifié à ses côtés. Conservant, malgré ses dimensions imposantes, l'aspect tranquille et «riant» que souhaitaient lui donner les bâtisseurs de la Belle Epoque, il symbolise à la fois la richesse d'une commune en pleine expansion et l'esprit triomphant de l'hygiénisme en ce temps là. De splendides dessins témoignent de l'intense activité qui règne toujours derrière les grandes fenêtres aux volets bleus, mais il émane encore de ses bâtiments l'étrange parfum des édifices inébranlables de la III<sup>e</sup> République, l'odeur d'encre et de papier de l'école du peuple des républicains positivistes de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle, celle du temps où Pagnol apprenait *«avec une joie inépuisable, l'existence du lac Titicaca, puis Louis X le Hutin, hibouchougenou et ces règles désolantes qui gouvernent les participes passés.»*<sup>1</sup>

Depuis quatre-vingts ans, l'écho des récréations résonne au quotidien dans le quartier, qui s'anime aux heures d'entrée et de sortie de plusieurs centaines d'écoliers. A les voir filer de tous côtés, on imagine encore les rentrées surchargées des baby boomers de l'après seconde guerre mondiale, qui ont à leur tour confié à leurs enfants, puis à leurs petits enfants, le soin de régénérer la modernité du lieu.

Des dizaines de milliers d'élèves se sont succédés sur les bancs de cette école et aujourd'hui, les bâtiments sont restaurés, rénovés, réaménagés. Le grand groupe scolaire de Frontignan poursuit son œuvre et s'ouvre à l'avenir avec la cure de jouvence que lui offre sa commune. Avant même de tenter d'en retracer l'histoire, on songe inévitablement à tous ceux et à toutes celles qui ont été ses enfants, ainsi qu'à tous ces hommes et à toutes ces femmes qui l'ont servi. Sans être un éminent spécialiste de l'histoire locale, on se dit aussi qu'il porte bien son nom, qu'à l'instar de son héros éponyme, il peut étaler fièrement la grandeur de son œuvre au fronton de la grande épopée républicaine. Décédé le 12 octobre 1924, Jacques Anatole François Thibault ne fut pas seulement le grand écrivain qui obtint le prix Nobel de littérature en 1921. Signataire de la pétition des intellectuels en faveur d'Alfred Dreyfus avec son ami Zola, participant en 1904 au premier numéro de *L'Humanité* de Jaurès, il a pris part à toutes les grandes luttes politiques qui ont divisé la France à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Se proclamant *«socialiste par plaisir»*, il se fit l'avocat des causes humanitaires et sociales, l'ardant défenseur des libertés civiques, des droits du travail ou encore de l'école publique. Par la finesse de son esprit, par le raffinement de son langage et par l'étendue de sa culture, Anatole France a inventé une œuvre immense et

---

1 *La gloire de mon père*, Le Livre de Poche, 1957, p.77

impérissable, une littérature sérieuse au classicisme éclairé par le jugement d'un humaniste célèbre aussi pour son humour corrosif et ses attaques fustigeant les professionnels de la politique et contre le christianisme. «*On croit mourir pour la patrie et on meurt pour les industriels.*» «*Le Saint Esprit n'inspire pas les gens intelligents.*» Dans une cité «industrielle» largement dominée par un esprit laïque et volontiers anticlérical, un tel homme symbolisait les forces vives d'une modernité mesurée par les progrès d'une histoire économique et sociale tournée vers plus de justice et d'égalité.

Le groupe scolaire Anatole-France s'est édifié sur les fondations de «*l'école du peuple*», promue par les célèbres «*hussards noirs*» de Charles Péguy<sup>2</sup>, pour assurer sans interruption l'éducation de tous les enfants jusqu'à l'ère de l'informatique. Ses premiers élèves sont devenus d'honorables octogénaires et il s'ouvre aux petits du nouveau millénaire. Né du «projet Muscat» d'un architecte jeune et ambitieux, cette école, qui paraissait si grande à sa création, doubla ses capacités d'accueil pour compter jusqu'à plus de 1 200 élèves !

«*Pauvres d'esprits ceux qui disent que l'on va trop vite dans le domaine des réalités. Il faut faire large et ample. C'est votre sagesse, vous avez construit pour demain.*» L'hommage rendu aux élus et aux citoyens de la commune lors de l'inauguration du groupe, par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, Anatole de Monzie, honore à jamais le caractère visionnaire d'une entreprise si remarquable qu'elle s'est fondue dans l'air du temps. Le caractère immuable de l'institution s'est renforcé dans la croissance d'une ville en perpétuelle expansion. Pour quatre générations de Frontignanais, le «*groupe scolaire mixte, maternelle, primaire Anatole-France*» est un élément naturel du paysage.

Il est toujours très difficile d'apprécier l'ampleur des énergies qu'il a fallu mobiliser pour que soient érigés de tels monuments. Mais au-delà de leur histoire se pose naturellement la question des origines. Pourquoi et comment ont-ils été créés ?

---

2 Cf. *L'Argent* (1913), dans *Œuvres Complètes*, NRF, vol. III, p.403



# Chapitre I

## Pourquoi bâtir une école ?

Depuis les années 1880, tous les petits Français vont à l'école. C'est une obligation. C'est surtout un droit élémentaire. L'éducation nationale constitue le fondement même de notre démocratie. Elle est le cœur de la République. Elle assure la formation intellectuelle du citoyen. Elle offre l'instruction. Elle est aussi soumise au marché du travail. Elle est perfectible. Elle passionne. Elle évolue, tournée vers l'avenir, bien ancrée dans le présent, au terme d'une longue histoire<sup>3</sup>.

### 1. Le privilège et la charité

Le mot «école» est issu du grec «scholè», qui désigne le loisir, le temps favorable à la liberté de l'esprit, à l'acquisition d'une culture désintéressée. L'école antique formait également les élites dirigeantes, les prêtres lettrés, les techniciens de l'armée ou de la bureaucratie d'Etat, mais elle n'a toujours concerné qu'une minorité de jeunes gens bien nés. Elle n'était pas soumise à un impératif de socialisation. L'Etat n'était investi d'aucune mission de scolarisation.

A l'époque romaine, il y avait trois degrés d'enseignement : l'école primaire, tenue par le *primus magister* ou *magister ludi*, où les garçons et les filles de sept à onze ou douze ans apprenaient la lecture, l'écriture, le calcul et la récitation ; l'école secondaire, tenue par le *grammaticus*, pour l'élite des garçons et des filles qui étudiaient, jusqu'à quinze ans, la grammaire et les textes classiques ; enfin, les écoles supérieures, tenues par les rhéteurs, pour les jeunes Romains de quinze à vingt ans qui désiraient maîtriser l'art oratoire. Au I<sup>er</sup> siècle de l'ère chrétienne, les institutions scolaires s'érigèrent progressivement en service public, mais tout cela ne concernait bien sûr que les catégories sociales privilégiées et peu de choses subsisteront à la chute de l'Empire.

Aux IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles, les écoles antiques furent relayées par les écoles chrétiennes dans l'empire d'Occident, où brillait de plus en plus le prestige de l'évêque de Rome. Le premier objectif de l'Eglise romaine était de convertir les

---

3 Cf. M. Rouche, Fr. Lebrun, M. Venard, J. Quéniaut, Fr. Mayeur, A. Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, 4 vol., Coll. Tempus, Perrin, éd. 2004

«Barbares» qui affluaient de toutes parts et, à partir du VI<sup>e</sup> siècle, la pédagogie chrétienne, qui s'édifia dans un monde bouleversé par les grandes invasions, s'orienta essentiellement vers la formation des membres du clergé.

Le contexte historique du VII<sup>e</sup> siècle permit une reprise des échanges économiques et culturels et, en reconstituant l'empire d'Occident, Charlemagne (742-814) réalisa pour un temps l'unité politique du monde chrétien en favorisant nécessairement l'œuvre éducative de l'Eglise. Il fit aussi de sa cour un centre international de haute culture, en rassemblant de nombreux lettrés. C'est ainsi que s'organisa la célèbre Ecole du Palais, qui n'était pas, comme l'a longtemps soutenue la légende, une école primaire ouverte à tous les enfants du royaume. Cette Ecole Palatine était une sorte d'académie ambulante où de jeunes nobles venaient enrichir leur culture, en suivant les programmes d'instruction secondaire et supérieure qui couvraient le cycle des sept arts libéraux, constitué par le *trivium* (grammaire, rhétorique et dialectique) et le *quadrivium* (arithmétique, géométrie, astronomie et musique).

Après la mort de Charlemagne s'ouvrit une nouvelle période d'instabilité, liée à de nouvelles invasions, d'où émergeront les «*terreurs de l'An Mil*». La vie intellectuelle et le développement des institutions scolaires en pâtirent bien évidemment.

Aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, le haut clergé, dont les prérogatives s'étaient accrues en même temps que se consolidait le régime féodal, renforça le monopole de fait qu'il exerçait sur l'enseignement. L'administration scolaire releva dès lors de la compétence de l'évêque. L'Eglise multiplia les œuvres de charité. Elle ouvrit des écoles aux enfants pauvres. Favorisés par les croisades, les échanges intellectuels s'intensifièrent et la vie urbaine commença à se développer. Dans ce nouveau contexte apparurent des communautés de métiers, qui constituèrent progressivement un vaste mouvement d'organisation des corps intermédiaires face aux détenteurs de l'autorité. Ainsi, les premières corporations enseignantes, les premières universités<sup>4</sup>, qui se multiplièrent à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, échappèrent peu à peu à l'autorité de l'évêque en recherchant l'appui du roi.

Les premières universités étaient très spécialisées ; on allait à Paris pour la théologie, à Bologne pour le droit, à Montpellier pour la médecine... Puis une différenciation s'opéra au sein de chaque corps universitaire. Ainsi, à Paris, s'effectua, à partir de 1222, la division en quatre facultés : arts, théologie, droit et médecine. La faculté des arts rassemblait les étudiants les plus jeunes, parfois des enfants de sept ou huit ans ne sachant ni lire ni écrire. Numériquement la plus importante, elle était divisée en quatre nations, constituées selon l'origine géographique et les affinités linguistiques des maîtres et des étudiants. Elle

---

4 Cf. J. Verger, *L'essor des universités au XIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Cerf, 1997

dispensait un enseignement de niveau secondaire et supérieur, en assurant la préparation de trois grades : la détermination, pour les étudiants de quatorze à seize ans, qui prendra le nom de baccalauréat au XV<sup>e</sup> siècle ; la licence, pour les étudiants d'au moins vingt et un ans et six années d'études à la faculté ; la maîtrise ès arts, appelée plus tard doctorat, conférée peu après la licence pour autoriser le candidat à enseigner à son tour et à passer le baccalauréat des facultés supérieures (théologie, droit, médecine). L'enseignement comportait des études de grammaire et de logique, et des leçons de métaphysique, de morale, de mathématiques, d'histoire naturelle et d'astronomie pour les candidats à la licence. La forme des examens, dominée par la dispute, par l'art d'argumenter et de réfuter, reflétait l'esprit scolastique du Moyen-Âge, peu compatible avec le renouvellement pédagogique qui caractérisera le XVI<sup>e</sup> siècle. Celui-ci s'effectuera essentiellement dans les collèges, qui échapperont peu à peu au contrôle des universités<sup>5</sup>.

Cette rénovation pédagogique du XVI<sup>e</sup> siècle s'inscrit dans un ensemble de transformations socio-économiques, politiques, idéologiques et culturelles sans précédent, dans le contexte de la Renaissance, de l'Humanisme, des réformes et des luttes religieuses, des grands voyages vers les «*grandes découvertes*»... Le renouvellement des valeurs éducatives, fondé sur une imitation de l'Antiquité, visait à la formation de «*l'honnête homme*» de la Renaissance. Ainsi, François I<sup>er</sup>, en parfait gentilhomme, favorisa considérablement les lettres et les arts. Rappelons qu'il imposa officiellement la langue française dans les actes judiciaires, par l'ordonnance de Villers-Cotterêts de 1539, et qu'il institua le Collège de France en 1530<sup>6</sup>. Témoignant de l'effervescence mentale qui régnait au premier siècle des Temps Modernes, la fin de son règne fut marquée par les premiers affrontements entre catholiques et protestants, sur le terrain de l'enseignement notamment.

Luther est en effet le premier à avoir vu dans l'instruction obligatoire, la condition indispensable d'une authentique éducation chrétienne. De nombreuses écoles de l'Est et du Midi de la France étant touchées par la nouvelle religion, le Concile de Trente (1545-1563) décida de créer, dans chaque église, «*une petite école dont le maître, précepteur ou régent choisi par l'évêque, enseignera gratuitement aux enfants pauvres la lecture, l'écriture, la grammaire, le chant, le calcul*». L'enseignement primaire était ainsi conçu comme une œuvre de charité, mais aussi comme un instrument de prosélytisme dans un pays déchiré par les conflits religieux. Les petites écoles ne constituèrent d'ailleurs jamais un ensemble homogène quant à l'organisation et à la durée des études, aux méthodes

---

5 Avec la constitution des universités médiévales avait pris forme un enseignement supérieur au sein duquel se différencièrent les collèges d'enseignement secondaire. A l'origine, ces collèges, comme celui des Dix-Huit fondé en 1180 à Paris, étaient des *hospitia* charitables, créées par des ecclésiastiques ou des laïcs fortunés, pour héberger des étudiants. Peu à peu, ils se dotèrent de bibliothèques et de divers outils et moyens nécessaires à la poursuite d'études. Les universités n'ayant pas de locaux spécialement affectés à l'accueil des élèves, les maîtres finirent par se rendre dans des collèges pour dispenser leur enseignement.

6 Intégré à l'université en 1773

pédagogiques, aux programmes ou aux modes de formation et de recrutement des régent<sup>s</sup> ecclésiastiques ou laïcs. Leurs réalisations furent modestes. Leurs élèves avaient peu de chance d'accéder à l'enseignement secondaire dispensé, dès l'âge de neuf ans et pour un cycle de cinq à six ans, dans les collèges des facultés des arts ou des congrégations tenues par les Jésuites et les Oratoriens principalement. Il leur était encore plus difficile d'accéder à l'enseignement supérieur des universités, des académies, des écoles techniques et militaires, qui se multiplièrent sous l'Ancien Régime avec le développement des sciences et des techniques et l'influence grandissante des «*Lumières*» qui allaient illuminer le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Il est possible que Frontignan, qui a pris ses allures de petite ville dès le XIII<sup>e</sup> siècle, se soit dotée d'une «*petite école*», installée dans l'église ou dans l'une de ses dépendances, afin que l'on enseigne à quelques enfants les rudiments de la lecture, de l'écriture et du latin. Mais il faut attendre le XVII<sup>e</sup> siècle pour trouver les premières occurrences concernant l'histoire des écoles de la cité. Jusqu'aux années 1670, les Oratoriens, dont les biens s'étendaient entre la rue Carnot et la rue du Port, enseignaient le catéchisme, la lecture et l'arithmétique à des jeunes garçons. Chaque année, une vingtaine d'élèves payants suivaient leur enseignement, jusqu'à ce que les pères quittent la ville, avec la bénédiction de l'évêque et sans avertir les consuls. Ces derniers auront beau s'en plaindre, les Oratoriens ne reviendront pas et ils seront remplacés par les religieuses de Notre-Dame, qui ne resteront que peu de temps. Quant aux filles, elles purent recevoir l'enseignement des Ursulines, dans les années 1630-1640, afin surtout que leur soient inculqués les «*principes de la religion*»<sup>7</sup>.

En 1688, la situation évolua avec une ordonnance prise par l'intendant de la province du Languedoc, Nicolas de Lamoignon de Basville, qui imposa, dans chaque localité importante, la présence d'un régent et d'une régente, payés respectivement 150 et 100 livres par an et par la municipalité. C'est donc très probablement à cette époque qu'une salle de la mairie fut réservée à l'accueil de la population scolarisée. On sait qu'en 1689, le frontignanais Nicolas Fizes, ingénieur des armées, docteur en droit, titulaire en 1682 de la première chaire de mathématiques et d'hydrographie à l'Université de Montpellier et, en outre, précepteur du fils de l'intendant Basville, vint donner des cours d'hydrographie, de navigation et d'astronomie dans une salle de l'hôtel de ville que l'on rafistola «*en tapissant de neuf avec du drap de Lodève bleu et du cadis jaune, en apportant une table neuve supplémentaire au tiroir fermant à clé et le complément nécessaire à tout professeur, le tableau noir*»<sup>8</sup>. Destinée aux adultes, cette école s'ouvrit, faute d'élèves, aux enfants de dix à douze ans qui suivaient l'instruction du régent

---

7 Cf. *La petite encyclopédie...*, p.109-110 et Jean Valette, Frontignan en Languedoc, p.111-112 et 116-117

8 Cf. Lucien Albagnac, Contribution à l'histoire de Frontignan, p.72-75

Moulin, installé tout à côté. Elle compta jusqu'à une cinquantaine de jeunes garçons, mais elle disparut dès 1696.

L'instruction n'étant pas obligatoire, ces premières écoles publiques ne concernaient toujours qu'une minorité d'enfants issus des milieux aisés. Le petit nombre de régents en fonction, durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, témoigne du reste du petit nombre d'écoliers. Ainsi, le 5 janvier 1688 : «*il y a deux maîtres d'école, à savoir Philippe Moulin et Pierre Béliet, et une maîtresse Catherine Angloise (...) Les maîtres enseignent aux garçons et la maîtresse aux filles et vont avec leurs élèves à la messe les dimanches et jours de fêtes.*» En 1724, les consuls affirment qu'il y a si peu d'écoliers qu'un régent suffit pour «*donner l'education soit à lire, à écrire et l'erematique*». En 1755-56, ils signalent que Boyer ne fait classe qu'une heure par jour, pour cinq à six élèves. En 1769, la veuve Maynard n'a plus aucune fille dans sa classe, mais elle reste en fonction !

Comme le soulignait Lucien Albagnac : «*L'histoire de tous ces maîtres, Albert, Pintard, Moulin, Pagès, Vigaroux, Boyer, sœur Carrière, Delle Amadieu, Delle Teyre, Vve Germain, Vve Maynard, c'est celle des gens demandant tantôt le logement, tantôt une augmentation, la régente étant toujours payée au rabais, et menaçant de s'en aller en raison de la lourdeur de leur charge et de la faiblesse de leurs traitements.*»<sup>9</sup> Placés sous l'autorité de l'évêque, surveillés par le curé, ils étaient placés matériellement sous la dépendance de notables peu soucieux d'améliorer leurs conditions d'existence et la qualité de leur enseignement.

A la veille de la Révolution, Frontignan, qui a su traverser les épreuves du temps pour s'ériger en une petite ville d'environ 1 400 habitants, vit au rythme des activités agricoles. Dominée par la viticulture, l'économie locale offre des métiers qui ne nécessitent pas un niveau d'instruction particulièrement élevé. Les classes dirigeantes, qui ont les moyens d'offrir une éducation convenable à leurs descendants, se soucient peu de celle des gens du peuple. Ces derniers ne ressentent d'ailleurs absolument pas le besoin de s'instruire. Il en est ainsi partout en France et les choses ne vont évoluer que très lentement.

## 2. La naissance d'un droit

Les dix premières années de la Révolution Française furent marquées par l'abolition du monopole scolaire de l'Eglise et par un très grand nombre de projets, de décisions et de décrets très ambitieux pour assurer la formation du citoyen. Mais le 1<sup>er</sup> janvier 1791, il n'y avait toujours que deux régents des écoles à Frontignan : la veuve Maynard et Jean-Louis Campanon. Convoqués par la municipalité, ils durent prêter le serment «*de fidélité à la Nation, à la Loy et au Roy*».

---

<sup>9</sup> Ouv. Cit., p.70



Leur devoir était ainsi prescrit : «*maintenir de tout leur pouvoir la constitution de l'Etat sanctionnée par le Roi et de faire effort pour apprendre et inculquer à chacun de leurs élèves, les droits de l'homme et du citoyen et de faire en sorte que les principes sur lesquels reposent les droits sacrés de notre liberté soient appris comme les principes de la religion que nous professons.*»<sup>10</sup>

La Constitution du 3 septembre 1791 prévoyait de créer et d'organiser «*une Instruction publique commune à tous les citoyens, gratuite à l'égard des parties d'enseignement indispensables pour tous les hommes.*» Mais c'est le «*Rapport sur l'Instruction publique fait au nom du Comité de constitution à l'Assemblée nationale*» les 10, 11 et 19 septembre de cette année, par «*Monsieur De Talleyrand-Périgord, ancien évêque d'Autun*», qui posa les bases d'un système d'enseignement laïque, gratuit et pour tous.

«Les pouvoirs publics sont organisés : la liberté, l'égalité existent sous la garde toute-puissante des Lois ; la propriété a retrouvé ses véritables bases ; et pourtant la Constitution pourrait sembler incomplète, si l'on n'y attachait enfin, comme partie conservatrice et vivifiante, l'Instruction Publique, que sans doute on aurait le droit d'appeler un pouvoir, puisqu'elle embrasse un ordre de fonctions distinctes qui doivent agir sans relâche sur le perfectionnement du Corps politique et sur la prospérité générale. (...)»

Les hommes sont déclarés libres ; mais ne sait-on pas que l'instruction agrandit sans cesse la sphère de la liberté civile, et, seule, de maintenir la liberté politique contre toutes les espèces de despotisme ? Ne sait-on pas que, même sous la constitution la plus libre, l'homme ignorant est à la merci du charlatan, et beaucoup trop dépendant de l'homme instruit ; et qu'une instruction générale, bien distribuée, peut seule empêcher, non pas la supériorité des esprits qui est nécessaire, et qui même concourt au bien de tous, mais le trop grand empire que cette supériorité donnerait, si l'on condamnait à l'ignorance une classe quelconque de la société ? Celui qui ne sait ni lire ni compter, dépend de tout ce qui l'environne (...)

Elle (l'instruction) doit exister pour tous : puisqu'elle est un des résultats, aussi bien qu'un des avantages de l'association, on doit conclure qu'elle est un bien commun des associés : nul ne peut donc en être légitimement exclu ; et celui-là, qui a le moins de propriété privée, semble même avoir un droit de plus pour participer à cette propriété commune. (...)»

Dans son «*Rapport sur l'organisation générale de l'Instruction publique présenté à l'Assemblée nationale législative au nom du Comité d'Instruction publique les 20 et 21 avril 1792*», puis dans son *Tableau historique des progrès de l'esprit humain* publié en 1793, Condorcet posait lui aussi la généralisation de l'instruction comme fondement essentiel de la souveraineté nationale.

«Messieurs, offrir à tous les individus de l'espèce humaine les moyens de pourvoir à

---

10 Cf. Maurice Nougaret, René Michel, Albert Cablat, *Si votre ville vous était contée..., Histoire politico-économique de Frontignan-La Peyrade de 1789 à 2001*, p.7

leurs besoins, d'assurer leur bien-être, de connaître et d'exercer leurs droits, d'entendre et de remplir leurs devoirs ; assurer à chacun d'eux la facilité de perfectionner son industrie, de se rendre capable des fonctions sociales auxquelles il a droit d'être appelé, de développer toute l'étendue des talents qu'il a reçus de la nature, et par là établir entre les citoyens une égalité de fait, et rendre réelle l'égalité politique reconnue par la loi : tel doit être le premier but d'une instruction nationale ; et, sous ce point de vue, elle est pour la puissance publique un devoir de justice. (...)»

Dès 1793, la loi Bouquier rendait l'instruction gratuite et obligatoire pour tous les enfants de six à huit ans. Mais, en 1794, le décret Lakanal supprima l'obligation et, en 1795, la loi Daunou abrogea la gratuité.

En 1796, rien n'avait changé à Frontignan, si ce n'est que le terme instituteur remplace désormais celui de régent dans les documents dont on dispose. Ainsi, une circulaire en provenance de Montpellier stipule qu'il devait y avoir «*un instituteur et une institutrice à Frontignan ; même chose à Villeneuve, à Balaruc et pour aller de Mireval à Vic*»<sup>11</sup>. Cette situation n'avait rien d'exceptionnel. Des enquêtes nationales, réalisées dès les premières années du Consulat, révélèrent l'état déplorable de l'enseignement, au niveau primaire tout particulièrement. La réorganisation, qui s'opéra jusqu'aux temps de l'Empire, concerna pourtant peu ce degré d'instruction. Dans le système napoléonien, la charge des écoles primaires, placées sous l'autorité du préfet, était toujours confiée aux communes, mais l'initiative privée était encouragée, tout particulièrement celle des frères de la doctrine chrétienne, qui avaient déjà fait leur réapparition. Soumise à la tutelle de l'Université impériale, fondée en 1806, l'enseignement élémentaire redevenait une école confessionnelle et payante. Un décret du 17 mars 1808 prévoit toutefois la création d'écoles normales pour la formation des instituteurs<sup>12</sup>.

La Monarchie constitutionnelle conserva l'essentiel de l'organisation impériale et consolida les privilèges du clergé. Diverses mesures, comme l'octroi de subventions aux établissements élémentaires et l'exigence d'un brevet de capacité délivré par le recteur aux instituteurs, favorisèrent toutefois le développement de l'enseignement primaire à travers le pays<sup>13</sup>.

En 1822, Frontignan employait seulement trois maîtres pour soixante-douze élèves, selon un relevé de la préfecture concernant l'ensemble des écoles du département, mais la question scolaire sembla dès lors intéresser davantage les édiles de la ville. Le maire, Joseph Lapierre, demanda en effet à ce qu'une somme de 600 francs soit votée pour l'installation et l'entretien de trois sœurs noires chargées de l'éducation des jeunes filles<sup>14</sup> et, si en 1826 la municipalité exprimait le regret de ne pas être suffisamment riche pour pouvoir établir une école gratuite pour les garçons pauvres, dès le 14 mai 1829, le maire demanda

---

11 *Ibid.*, p.13

12 La première de ces écoles sera fondées à Strasbourg en 1810

13 On peut aussi noter l'ouverture, en 1826, des premières «*salles d'asile*» à Paris, qui deviendront des écoles maternelles

14 Cf. Maurice Nougaret, René Michel, Albert Cablat, *Si votre ville vous était contée...*, p. 40

l'agrément au préfet pour l'établissement d'une telle école<sup>15</sup>; quatre ans avant la loi Guizot du 28 juin 1833, qui décrète que toute commune de plus de 500 habitants «*est tenue, soit par elle-même, soit en se réunissant à plusieurs, d'entretenir au moins une école primaire élémentaire*»<sup>16</sup>. En 1843, trente garçons étaient reçus gratuitement dans les établissements scolaires municipaux<sup>17</sup>.

La Révolution de 1848 assura pour un temps le triomphe des conceptions républicaines, en favorisant notamment les principes de la gratuité, de l'obligation et de la laïcité de l'enseignement. Mais les lois rétrogrades de 1850, destinées à rassurer la bourgeoisie libérale, effrayée par les idées révolutionnaires, renforcèrent considérablement les prérogatives de l'Eglise. Ainsi, la loi Falloux accorda aux écoles libres la possibilité de tenir lieu d'écoles publiques et elle dispensa les religieux du Brevet de capacité, que l'on imposait aux instituteurs des écoles laïques. Cette loi se préoccupa toutefois du sort des jeunes filles, en astreignant les communes de plus de 800 habitants à leur ouvrir une école ; si les ressources locales étaient jugées suffisantes, était-il cependant précisé<sup>18</sup>. Or, le 14 décembre de cette année 1850, le conseil municipal de Frontignan acceptait toutes les clauses testamentaires du curé de la paroisse Paulin Vernet. Décédé un mois plus tôt, le testateur léguait à la commune : «*sa maison, le mobilier qui la garnit et le jardin vis-à-vis, à la condition expresse que cette maison serve de maison d'éducation pour les filles, tenue par des religieuses, et que pendant la durée de 50 ans, la commune donne chaque année, le 22 juin, la somme de 20 francs à la fabrique de l'église paroissiale et 110 francs le même jour, à une fille domiciliée à Frontignan et désignée chaque année par le curé (...)*». Trois membres

---

15 Cf. archives municipales, 4M1

16 La loi Guizot prévoyait également l'ouverture d'une Ecole normale d'instituteurs dans chaque département, la création des Ecoles Primaires Supérieures (EPS) et l'obligation pour les instituteurs d'être titulaires du Brevet de capacité. François Guizot, qui par ailleurs intégra les salles d'asile dans le système général de l'instruction primaire, présenta la loi comme la «*charte de l'instruction primaire*» dans une circulaire adressée aux instituteurs : «*Cette loi, Monsieur (l'instituteur), est vraiment la charte de l'instruction primaire ; c'est pourquoi je désire qu'elle parvienne directement à la connaissance et demeure en la possession de tout instituteur. Si vous l'étudiez avec soin, si vous méditez attentivement ses dispositions ainsi que les motifs qui en développent l'esprit, vous êtes assurés de bien connaître vos devoirs et vos droits, et la situation nouvelle que vous destinent nos institutions. Ne vous y trompez pas, Monsieur, bien que la carrière de l'instituteur primaire soit sans éclat, bien que ses soins et ses jours doivent le plus souvent se consumer dans l'enceinte d'une commune, ses travaux intéressent la société tout entière et sa profession participe de l'importance des fonctions publiques. Ce n'est pas pour la commune seulement, et dans un intérêt purement local, que la loi veut que tous les français acquièrent, s'il est possible, les connaissances indispensables à la vie sociale, et sans lesquelles l'intelligence languit et quelquefois s'abrutit ; c'est aussi pour l'Etat lui-même, et dans l'intérêt public ; c'est parce que la liberté n'est assurée et régulière que chez un peuple assez éclairé pour écouter, en toute circonstance, la voix de la raison. L'instruction primaire universelle est désormais une des garantes de l'ordre et de la stabilité sociale. (...)*»

17 Cf. archives municipales, 4M1

18 La loi Duruy, du 10 avril 1867, imposera la création d'une école de filles dans chaque commune de plus de 500 habitants. Elle créera aussi la Caisses des écoles et préconisera l'organisation d'un examen, qui deviendra le certificat d'études en juillet 1881. En 1879, la loi Paul Bert imposera l'ouverture d'une Ecole normale de filles dans chaque département.

du conseil furent chargés de prendre contact avec les religieuses de la présentation de Bourg Saint Andréol (Ardèche), qui demandèrent 200 francs par an et le loyer gratuit de la maison pour éduquer gratuitement les filles indigentes, «*dont la municipalité donnerait la liste et dont le nombre ne s'élèverait pas au-dessus de trente-cinq*». L'affaire fut conclue. Frontignan avait son école de filles<sup>19</sup>.

En février 1852, la direction de l'école de garçons étant vacante, le recteur de l'Académie de Montpellier écrivit au maire pour lui demander de faire le choix, pour occuper ce poste, entre un instituteur laïque ou un membre d'une institution religieuse et le conseil exprima, à l'unanimité, le vœu que l'école publique de garçons soit dirigée par des frères de la doctrine chrétienne. Le souci de conservation sociale était donc toujours présent, comme le notait Jean Sagnes. «*Il est vrai aussi que l'on est alors au lendemain du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte qui a écrasé les républicains et que les maires de l'époque, étant nommés par le préfet, exprimaient plus les vœux du gouvernement que ceux de leurs administrés*»<sup>20</sup>. Mais l'avènement du Second Empire correspond aussi à une période de libéralisation progressive d'un régime liée aux progrès considérables de l'industrie, qui avait de plus en plus besoin d'employés, d'une main d'œuvre plus qualifiée, d'hommes mais aussi de femmes dont il fallait garder les enfants, d'ouvriers travaillant dans le respect de l'ordre social et des valeurs imposés par la grande bourgeoisie d'affaires. Ces bouleversements, qui affectèrent la société dans son ensemble, eurent pour effet de susciter des mesures de plus en plus favorables au développement de l'éducation populaire. La loi du 10 avril 1867 encouragea les cours d'adultes, organisa l'enseignement primaire féminin et favorisa la fréquentation scolaire. Un courant d'opinion favorable à la gratuité, à l'obligation et à la laïcité de l'enseignement primaire préparait peu à peu l'élaboration des grandes lois des années 1880, dominées par l'œuvre de Jules Ferry.

Pour le Languedoc, cette période fut marquée par une forte expansion de la viticulture, que favorisait le développement du chemin de fer. Le rail est arrivé à Frontignan en 1839, avec la compagnie Paris-Lyon-Méditerranée. Les possibilités d'exportation stimulèrent la production viticole et l'activité économique de la ville, qui passa de 1 556 habitants en 1831, à 2 077 en 1856 et à 3 225 en 1872. Cette croissance de la population, qui était à la fois le résultat de la croissance naturelle et d'un solde migratoire positif, avec l'arrivée d'une main d'œuvre essentiellement languedocienne, posa d'inévitables problèmes aux municipalités successives, confrontées notamment à l'augmentation continue de la population scolaire.

Dès 1858, le préfet écrivait au maire : «*les locaux affectés aux classes de*

---

19 Cf. archives municipales, 4M2

20 *Histoire de Frontignan-Lapeyrade*, p.173

*l'école publique et aux logements des frères sont malsains et insuffisants ; ils ne sont point propices à leur destination et peut-être deviendrait-il nécessaire d'en prononcer l'interdiction dans un bref délai*». Placée dans l'hôtel de ville, cette école comprenait deux classes de 70 m<sup>2</sup> environ. La mairie prit alors la décision d'acquérir, pour 7 000 francs, l'immeuble Maillot<sup>21</sup>, dont un magasin dépendant était occupé par le bureau de la poste aux lettres. L'acte de vente fut signé le 19 septembre entre les héritiers Maillot et Gaston Boisse, adjoint du maire. Le certificat de réception définitif des travaux réalisés dans cette nouvelle école publique de garçons fut délivré le 18 juin 1860. Le problème paraissait résolu, mais, dès 1863, les trois frères réclamaient la venue d'un nouveau moine de leur congrégation car le nombre d'enfants était passé de 80 à 130<sup>22</sup>.

Durant les premières décennies de la III<sup>e</sup> République, le développement du négoce vinicole et l'industrialisation de la ville, avec l'installation de la Compagnie du gaz, en 1867, de la Compagnie bordelaise de produits chimiques, en 1892, puis de la Compagnie industrielle des pétroles, en 1904, provoquèrent une importante mutation des structures économiques et sociales de Frontignan. Soutenu par l'arrivée de plus en plus d'immigrés, et notamment d'Espagnols et d'Italiens, l'essor de la population accentua considérablement le problème concernant les infrastructures scolaires.

En 1876, l'école des filles, dirigée par les sœurs de la Présentation, était remise en état, mais les travaux de réparations nécessaires aux écoles publiques et l'arrivée d'un maître supplémentaire pour aider le directeur et les deux maîtres, qui se partageaient alors 165 élèves, se faisaient toujours attendre<sup>23</sup>. Le 27 décembre 1877, en raison de la vétusté des locaux, le conseil municipal décidait de transférer les écoles communales dans un autre local. Le choix se porta sur un immeuble cédé à raison de 600 francs par an et comprenant *« quatre salles vastes et spacieuses pour les classes et trois chambres convenables pour les maîtres adjoints »*. Après discussion, il fut convenu que le maire passerait un bail avec la veuve Calas, propriétaire des lieux. Une souscription ouverte auprès de la population rapporta 2 575 francs et d'importants travaux furent réalisés sous la direction de l'architecte Marc La Doux<sup>24</sup>.

En janvier 1881, la nouvelle municipalité, très anticléricale, se préoccupa de la salle d'asile communale, qui accueillait les enfants de moins de six ans. Cette salle était décrite par le maire, Louis François Simorre, comme *« incommode, humide, mal aérée... »*, mais le véritable motif de mécontentement des nouveaux élus est qu'elle se trouvait à côté de l'école congréganiste, et que les sœurs avaient pris l'habitude d'admettre chez elles des petits n'ayant pas encore l'âge du primaire. Afin de mettre un terme à cette situation, une somme de 400 francs

---

21 Ce bâtiment accueille l'annexe de la mairie actuelle, face au musée ; cf. archives municipales, 4M1

22 Cf. archives municipales, 4M1

23 *Ibid*

24 *Ibid*

fut allouée pour la location d'un autre local, situé rue Enconque et comprenant deux pièces de 25 et 62 m<sup>2</sup>. Soucieux de bien marquer le républicanisme de la municipalité, le docteur Hyppolite Jiovani Joseph Bordone, tout nouvellement installé dans la commune et déjà premier adjoint, proposa d'inscrire sur les bâtiments scolaires : «*Ecole communale laïque Garçons-Filles*», ainsi que la devise républicaine, «*Liberté, Egalité, Fraternité*»<sup>25</sup>. Quelques mois plus tard, l'histoire de l'enseignement et de l'éducation entraînait dans une ère nouvelle avec les premières lois Ferry.

### 3. L'école pour tous

La loi du 16 juin 1881 généralisa la gratuité à l'ensemble des écoles primaires, des écoles normales et des salles d'asile, qui furent définitivement appelées écoles maternelles et organisées selon la loi du 2 août. Le bénéfice de cette gratuité fut étendu en 1886 aux élèves des écoles primaires supérieures et des cours complémentaires, qui préparaient au brevet élémentaire ou au brevet d'enseignement primaire supérieur.

La loi du 28 mars 1882 institua l'obligation scolaire et la laïcisation des programmes. Ainsi, tous les enfants de six à treize ans devaient désormais aller à l'école. Ceux qui obtenaient le certificat d'études primaires à onze ans étaient dispensés du temps de scolarité obligatoire. La laïcisation des programmes fut suivie par celle des enseignants par la loi de 1886, qui stipule que «*dans les écoles publiques de tout ordre, l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïque*». A partir de 1889, le traitement des instituteurs ne sera plus assuré par les communes, mais par l'Etat.

L'instauration de la gratuité et surtout de l'obligation scolaire engendra une hausse considérable du nombre d'écoliers. En 1889, François Simorre déclarait lors de la tenue d'un conseil municipal : «*Vu l'accroissement toujours constant de la population et l'augmentation des enfants fréquentant nos diverses écoles, après avoir surtout trouvé exorbitants et onéreux pour la commune les divers loyers se montant à 2 500 francs, somme que nous devons payer annuellement tant à la Peyrade qu'à Frontignan ; nous avons donné mandat à la commission scolaire de rechercher les meilleurs moyens de construire une école de garçons pour Frontignan, et un groupe scolaire à la Peyrade (...) La commission s'est occupée de rechercher le terrain. Après avoir rejeté, comme étant trop chers, trop restreints ou mal placés, divers emplacements, elle a fixé son choix sur le château, au centre même de la ville, qui sera embelli par la disparition de ces immeubles et l'édification de ce monument. Cet emplacement a en outre l'avantage d'être dans le quartier le*

---

25 Maurice Nougaret, René Michel, Albert Cablat, *Ouv. cit.*, p.63

*plus tranquille de la ville, ce qui est bien pour le voisinage des écoles. D'une superficie de 1 470 m<sup>2</sup> et d'un prix ne dépassant pas 11 000 francs, prix qui sera abaissé de 3 à 4 000 francs par la vente des matériaux provenant de la démolition, il serait difficile de trouver de meilleures conditions<sup>26</sup>.»*

Le 3 juin, le maire se déclarait toujours favorable à l'acquisition de ce groupe d'immeubles en ruine, situé sur l'emplacement de l'ancien château, mais il lui paraissait désormais que ce lieu ne remplissait pas toutes les conditions d'hygiène que l'on doit exiger pour l'établissement d'une école. Il proposait tout bonnement d'y construire une place publique. L'architecte de la ville fut cependant chargé d'établir un projet de construction d'une école en ce lieu, et un projet comprenant une école, une mairie et une halle couverte. Le 18 juin, le conseil municipal décida finalement de faire l'acquisition des immeubles, mais d'ajourner l'exécution des projets de construction pour des raisons financières<sup>27</sup>.

En 1895, le problème de l'école maternelle, trop petite pour contenir tous les enfants, était en partie réglé. Un bail fut passé avec M. Frédérique Rebois pour la location d'un local attenant à l'école. Le loyer fut fixé à la somme de 200 francs par an, à la charge du bailleur d'aménager le lieu afin qu'il puisse recevoir décemment les petits écoliers<sup>28</sup>.

En 1897, la municipalité, dirigée par Hippolyte Gachon, envisagea de construire un groupe scolaire à La Peyrade. Après l'achat du terrain, la mise en adjudication des travaux de construction de ce groupe, qui s'élèvera en bordure de la Nationale 108, à la sortie du hameau vers Frontignan et pour un montant total de 54 000 francs, eut lieu le 6 janvier 1901<sup>29</sup>. La population de La Peyrade était alors de 890 habitants.

En cette année 1901, l'architecte de la ville, Marc La Doux, entreprit de nouveaux travaux de réparation à l'école des garçons de Frontignan pour l'agrandissement d'une classe au premier étage<sup>30</sup>. Un projet de construction d'une école maternelle dans l'ancien couvent fut en outre dressé, mais il sera rejeté par la préfecture en 1903<sup>31</sup>. Enfin, alors qu'en France, la loi visant la fermeture de certaines écoles congréganistes était mise en application, la municipalité rappelait que selon les dispositions testamentaires du curé Vernet, décédé le 25 novembre 1851, elle n'avait plus à s'acquitter d'aucune charge, après cinquante années écoulées, pour assurer le fonctionnement de l'école tenue par les sœurs de la Présentation de Marie. Les religieuses devaient donc évacuer l'immeuble.

En 1902, l'école maternelle de la rue Enconque, où s'entassaient près de 200 enfants, déménageait pour s'installer dans un local beaucoup plus vaste de

---

26 *Ibid.*, p.67-68

27 Les travaux entrepris sur le site, en 1895, doteront finalement Frontignan d'un nouvel hôtel de ville et d'un marché couvert en 1897

28 Maurice Nougaret, René Michel, Albert Cablat, *Ouv. cit.*, p.70

29 Cf. archives municipales, 4M1 et 2

30 Cf. archives municipales, 4M2

31 *Ibid.*



291 m<sup>2</sup>, situé dans l'immeuble Chamayou, boulevard du Jeu de Ballon<sup>32</sup>. Une délibération du conseil municipal du 24 octobre, nous apprend que l'école des filles comprenait alors 53 élèves, pour seulement 10 tables et 36 bureaux<sup>33</sup>. Le directeur de l'école des garçons faisait quant à lui savoir au maire qu'à la rentrée prochaine, il allait être obligé de refuser des enfants. L'effectif étant de 208 élèves, cela faisait une moyenne de 42 élèves par classe. Il y en avait notamment 64 chez les petits<sup>34</sup>. En septembre 1904, une classe supplémentaire en briques fut construite dans la cour de l'école des garçons, mais «des travaux de réparation urgents» étaient demandés par le directeur<sup>35</sup>.

Dans ces années, l'ampleur de la population scolarisée permit l'ouverture d'une nouvelle école privée, qui fonctionna en divers lieux, et notamment dans la maison Poulalion, avant de s'installer à l'angle de la nationale et du boulevard Victor-Hugo et de prendre le nom d'école Jeanne d'Arc. Cette école libre, dirigée par madame Darbonneau, accueillait les garçons et les filles, dès la maternelle, pour les former jusqu'au brevet<sup>36</sup>.

En 1906, alors que le résultat du dernier recensement donnait 4 668 habitants, dont 430 étrangers, l'immeuble Chamayou, dont le loyer était trop onéreux, était jugé trop vétuste pour accueillir convenablement les enfants de l'école maternelle. Le 22 novembre, le maire, Joseph Perier, exposait au conseil que l'ex-immeuble Vernet, sur lequel était fondé l'espoir d'installer cette école, se trouvait dans un état de délabrement complet et que sa restauration coûtait trop cher. Il proposait donc de le mettre en vente<sup>37</sup> et, le 29 octobre 1907, le conseil municipal décida d'installer les deux classes maternelles et les logements des instituteurs dans l'ancien presbytère, devenu propriété communale après l'inventaire des biens de l'église<sup>38</sup>.

Le 19 mai 1910, la municipalité Perier se préoccupa de la situation des enfants désirant poursuivre leurs études après l'obtention du certificat d'études primaires. Ces derniers devaient en effet se rendre à Sète par chemin de fer, ce qui occasionnait des dépenses trop onéreuses pour les parents et donnait une trop grande liberté aux enfants, selon un membre du conseil, qui proposait donc la création d'un cours complémentaire à Frontignan.

«La commune de Frontignan, d'une population de 4 668 habitants, est actuellement pourvue de quatre écoles élémentaires publiques, à savoir à Frontignan ville, école de garçons dirigée par M. Cabanes, école de filles dirigée par Mme Bonnet ; au hameau de la Peyrade, école de garçons dirigée par M. Baumel et école des filles dirigée par Mme Eldin (...) il

---

32 Actuellement boulevard Gambetta

33 Cf. archives municipales, 4M2

34 *Ibid.*

35 *Ibid.*

36 Cf. *La petite encyclopédie...*, p.58-59 et Jean Valette, *Frontignan en Languedoc*, p.117

37 L'immeuble ne trouvant aucun acquéreur, un accord sera conclu avec les PTT en 1908

38 Cf. archives municipales, 4M3. Rappelons que la loi du 7 juillet 1904 interdisait à toutes les congrégations «l'enseignement de tout ordre et toute nature», et que le 9 décembre 1905 avait été adopté la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat



existe dans le bâtiment affecté à l'école communale de Frontignan, une salle distincte très convenable pour la tenue de ce cours qui est assuré dès à présent d'un minimum de douze à quinze élèves<sup>39</sup>».

Après discussions, il fut décidé qu'à la rentrée prochaine un cours complémentaire de deux ans, consacré à l'enseignement primaire supérieur, serait annexé à l'école primaire élémentaire. Le Conseil départemental de l'instruction publique donna son accord en juin 1911. Le cours ouvrit en octobre pour accueillir une cinquantaine d'élèves durant les années suivantes.

En 1911, alors que le maire proposait aussi de créer une sixième classe à l'école des filles, en aménageant une nouvelle pièce du bâtiment et en demandant la nomination d'une nouvelle institutrice, le recensement faisait apparaître qu'il y avait 5 174 habitants à Frontignan, dont 905 enfants âgés de six à treize ans. 319 garçons et 298 filles étaient inscrits dans les écoles publiques. 52 filles étaient formées dans les établissements privés. 48 enfants recevaient l'enseignement dans le cadre familial. Enfin, 188 petits fréquentaient les écoles maternelles<sup>40</sup>.

Au début de l'année 1912, une commission d'études, composée notamment de l'inspecteur d'Académie, du conseiller général Edouard Ferrasse, du docteur Bordone et de Louis Chappotin, concluait que les locaux servant d'école étaient très insuffisants et qu'aucun immeuble en ville ne pouvait être utilisé à cet effet<sup>41</sup>. La construction d'un groupe scolaire était devenue nécessaire.

\* \* \*

Le contenu et l'ampleur des sources, relatives à l'histoire des écoles du pays dans son ensemble, témoignent ainsi du manque de préoccupation des milieux dirigeants concernant l'organisation d'une véritable éducation nationale avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les familles aisées ont toujours eu la possibilité d'entretenir un précepteur ou de trouver de bons pensionnats pour assurer l'éducation de leurs enfants. Le problème scolaire a donc essentiellement concerné la jeunesse de condition modeste, numériquement la plus importante.

L'Eglise s'est préoccupée de son sort, en créant les petites écoles, et il serait injuste de dénigrer à outrance l'œuvre des établissements de charité. Mais ces écoles furent avant tout des lieux de prosélytisme religieux et il convient d'insister sur la modestie de leurs réalisations.

Les projets révolutionnaires furent très ambitieux, mais le manque de moyens matériels et humains condamna bien des entreprises. Il faut en outre rappeler que la généralisation de l'instruction était surtout considérée comme un facteur de corruption et de désordre, par les nobles comme par les grands

---

39 *Ibid.*

40 Cf. archives municipales, 4M4

41 *Ibid.*

bourgeois qui dirigeaient le pays.

La situation pour le moins précaire des écoles de Frontignan, avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, n'a donc rien d'étonnant. Mais, avec l'essor du négoce viticole et l'industrialisation de la ville, la population se mit à augmenter. Les structures sociales furent profondément bouleversées. Les infrastructures locales devinrent inadaptées. Trop petites, malsaines, mal aérées, les écoles posèrent des problèmes récurrents aux municipalités successives. Avec les lois Ferry, la population scolarisée augmenta de façon considérable. On rafistola, on agrandit, on déménagea les écoles. Mais la croissance continue des effectifs imposa finalement la construction d'un groupe scolaire de grande envergure.

Le premier problème fut de trouver un terrain suffisamment vaste et *«placé dans les conditions les meilleures au point de vue de l'hygiène»*, pour reprendre les termes d'un rapport adressé au maire par le docteur Bordone<sup>42</sup>. Il fallut aussi trouver de l'argent, choisir un maître d'œuvre, gérer l'évolution du projet, résoudre les petits problèmes du quotidien... affronter la guerre.

---

42 Rapport manuscrit du docteur Bordone, *«médecin cantonal des épidémies, membre de la commission sanitaire départementale»*, daté du 21 mars 1912 ; cf. archives municipales, 4M4



# Chapitre II

## Treize années de travail et d'attente

Aux premiers mois de l'année 1912, la municipalité Perier est résolue à régler la question des écoles de Frontignan en construisant de nouveaux bâtiments. Mais on ignore encore où et comment réaliser le projet. Faut-il édifier un groupe scolaire complet ou créer des écoles séparées de filles et de garçons ? Faut-il intégrer la maternelle ? Doit-on prévoir le logement des enseignants ?... La question primordiale concerne le choix du terrain.

### 1. L'acquisition du terrain

Rédigé par Adolphe Dolque, le premier «*rapport de la commission d'études pour un projet de construction d'un groupe scolaire*»<sup>43</sup> expose clairement la situation le 15 avril 1912 :

«Parmi les édifices que les municipalités sont appelées à faire construire, il n'y en a peut-être pas qui réunissent l'approbation générale, qui soient d'une utilité plus grande que des écoles.

Les vieilles écoles, surtout celles des villages, manquent de confort et ont été construites, le plus souvent, sans tenir compte de toutes les règles de l'hygiène.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce sont des classes assez vastes, bien aérées où la lumière rentre à profusion ; mais pour remplir ces conditions il importe de fuir l'intérieur des villages, de ne pas s'enclaver dans des rues étroites et tortueuses où, faute de place, les classes sont trop petites et ne possèdent pas le cube d'air suffisant.

Les groupes scolaires ou les écoles modernes doivent être édifiés, si possible, au milieu de grandes cours ou en bordure des boulevards extérieurs et des avenues. Les programmes scolaires ont été considérablement augmentés ; aux programmes classiques sont venues s'ajouter des connaissances théoriques et pratiques sur les sciences, l'agriculture, le commerce et l'industrie, connaissances qui permettront aux enfants du peuple de trouver des emplois à leur sortie de l'école.

Pour que les maîtres et les élèves puissent fournir la somme de travail qui leur est demandée, il est indispensable que la classe où s'accomplira la tâche journalière soit un

---

43 Cf. archives municipales, 4M4

lieu bien éclairé, sain, d'aspect riant. Il faut que les jeunes cerveaux puissent se former et apprendre sans qu'ils aient à souffrir d'un manque d'air et de lumière.

La construction de nouvelles écoles ne pourra qu'augmenter, stimuler la fréquentation de l'école laïque au détriment des écoles privées. La République, qui a beaucoup fait pour l'instruction des enfants, a besoin de citoyens instruits, qui l'aiment et qui sachent la défendre contre ses ennemis. Il est hors de doute que cet amour de la République, le respect dû à ses lois, en un mot l'enseignement civique, ne peut être donné aux enfants du peuple que par nos instituteurs laïques dont le dévouement à la République et à ses institutions s'affermir de plus en plus.

A l'heure où le gouvernement va déposer des projets de loi pour la défense de l'école laïque et la fréquentation scolaire, que partout les municipalités et les départements s'imposent de grands sacrifices pour la construction de nouvelles écoles primaires et supérieures, d'ateliers professionnels, de façon à donner aux enfants le maximum de connaissances théoriques et pratiques dont ils pourront avoir besoin pendant le cours de leur carrière, Frontignan, chef-lieu de canton dont l'évolution commerciale et industrielle fait des progrès rapides et constants, aura à cœur de posséder de belles écoles dont il pourra s'enorgueillir.

Frontignan ne voudra pas rester en arrière ; il s'imposera les sacrifices nécessaires pour avoir des écoles dignes de son renom, des écoles d'où sortiront les futurs chefs de maisons, les voyageurs, employés et ouvriers qui contribueront, chacun selon leurs forces et leurs facultés, à donner plus de prospérité à son commerce et à ses industries, à augmenter la richesse, à donner plus d'éclat à son grand nom.

C'est dans le but de résoudre la question des écoles que la municipalité a nommé une commission d'études pour un projet de construction d'un groupe scolaire.

Cette commission composée de M. J. Perier, maire, M. Dussuel, inspecteur, A. Dolque, E. Salacroup, A. Trémelat, A. Auger, L. Dolque, L. Valat s'est réunie le 14 février dans une des salles de la mairie afin de se concerter sur la mission qui lui est confiée.

M. le maire, qui préside cette première réunion, fait savoir que jusqu'à ce jour on a hésité à aborder la question de la construction d'un groupe scolaire à cause de la dépense que cela entraînera pour la commune, mais qu'en présence de l'accroissement de la population de Frontignan, 130 habitants en plus par an, les locaux servant d'écoles ne répondent plus, sous tous les rapports, aux besoins actuels et que, dans ces conditions, il est indispensable que la commune construise des écoles réalisant tout le confort des groupes scolaires modernes.

M. le maire exprime l'espoir que les travaux préparatoires de la commission d'études feront faire un grand pas à la question, et il donne la parole à M. Dussuel, inspecteur primaire.

M. Dussuel fait savoir que le nombre d'élèves est de : garçons 250, filles 220, mater-

nelle 200.

Il indique que d'après les instructions officielles du 18 janvier 1889, «le terrain doit être éloigné d'établissements bruyants et à 100 m au moins du cimetière». Les 100 mètres d'éloignement du cimetière ne sont pas imposés s'il est reconnu qu'il ne peut y avoir contamination des eaux et que l'hygiène générale ne peut souffrir d'un voisinage plus immédiat, que ces mêmes instructions fixent à 10 m<sup>2</sup> en plus par élève l'étendue du terrain qui doit constituer l'emplacement de l'école élémentaire et à 8 m<sup>2</sup> seulement s'il s'agit d'une école maternelle.

D'après ces données, la superficie du terrain à acheter ne doit pas être inférieure à :

1° Pour l'école de garçons	10 m <sup>2</sup> x 250 = 2 500 m <sup>2</sup>
2° Pour l'école de filles	10 m <sup>2</sup> x 220 = 2 200 m <sup>2</sup>
3° Pour l'école maternelle	8 m <sup>2</sup> x 200 = 1 600 m <sup>2</sup>
	Total = 6 300 m <sup>2</sup>

Comme il y a lieu de tenir compte de l'accroissement constant des effectifs scolaires à Frontignan, on doit se réserver la possibilité de s'agrandir, d'allonger par exemple les ailes des bâtiments. Dans ce cas, c'est 10 000 m<sup>2</sup> environ qu'il faudrait acquérir.

Si on adoptait le principe de construction sur des emplacements distincts, il faudrait 5 000 m<sup>2</sup> pour l'école de garçons et 5 000 m<sup>2</sup> pour l'école de filles et l'école maternelle réunies.

Actuellement, il faut prévoir dans la construction 8 ou 9 classes pour l'école de garçons (le cours complémentaire exigeant 2 salles), 7 classes pour l'école de filles et 2 classes plus un grand préau couvert pour l'école maternelle.

D'ordinaire l'on calcule la dépense de la manière suivante : 28 000 f pour un groupe garçons et filles à 2 classes, chaque classe en sus 12 000 f ; pour un cours complémentaire 15 000 f ; pour une école maternelle à une classe 18 000 f, chaque classe en sus 12 000 f. Dans ces chiffres sont compris les dépenses pour le logement du personnel. La construction d'un groupe scolaire coûterait donc :

1° groupe garçons et filles à 2 classes.....	28 000
2° 4 classes pour garçons en plus à 12 000 .....	48 000
3° 1 cours complémentaire.....	15 000
4° 5 classes pour filles en plus.....	60 000
5° école maternelle à 1 classe.....	18 000
6° 1 classe école maternelle en plus.....	12 000
Total .....	181 000 francs

Ce chiffre là est un minimum, car il faut tenir compte de la hausse des matériaux, de l'augmentation de la main d'œuvre et aussi de l'achat du terrain dont le montant sera en proportion de la superficie.

Le calcul de la subvention de l'Etat s'établit ainsi :

En raison de la valeur du centime communal (462, 80 f.) .....	4 %
En raison des centimes pour insuffisance des revenus (70) .....	18 %
En raison des centimes extraordinaires ramenés à 1 an (542) .....	11 %
En vertu du décret du 15 février 1886.....	10 %
Total.....	43 %

La subvention de l'Etat serait donc de  $181\ 000 \times 43 : 100 = 77\ 830$  francs. Dans le budget qui vient d'être voté, l'Etat a sensiblement majoré le maximum des dépenses, de sorte que la subvention dépassera largement 80 000 francs.

M. Dussuel termine en indiquant qu'actuellement les locaux sont insuffisants, qu'il a fallu mettre une classe de filles à l'école maternelle, louer un immeuble pour le cours complémentaire, ce qui pour l'administration académique ne peut constituer qu'une installation provisoire. D'ailleurs, l'hygiène est très défectueuse dans les 2 écoles, les cours sont beaucoup trop petits et l'éclairage et l'aération laissent trop à désirer.

Les emplacements qui sont proposés par divers membres de la commission sont : 1° jardin Delmas ; 2° terrain Nabonne ; 3° jardin Diaciaccio ; 4° jardin de l'hospice ; 5° jardin Rebois (hospice).

La commission décide de se réunir à nouveau dimanche après-midi 25 février 1912 et de se transporter sur les emplacements indiqués ci-contre afin de se rendre compte de leur situation, des avantages et des inconvénients qu'ils présentent et de recueillir sur place les renseignements nécessaires pour compléter l'enquête relative à chaque terrain.»

Le 21 mars 1912, le docteur Bordone remettait son rapport au maire. Trop près de la raffinerie de soufre, du cimetière, de l'hôpital, aucun des sites visités ne l'a pleinement satisfait. Dans son exposé très complet du 12 avril, où il présentait dans le détail les atouts et les inconvénients de chaque terrain, A. Dolque était tout aussi réservé et il concluait : *«De tous les emplacements visités par la commission, il n'y en a aucun, à mon avis, qui soit exempt de toute espèce de critique. Tous ont des voisinages plus ou moins contraires à l'hygiène et comportent des risques. (...) C'est pour ces motifs que le rapporteur ne croit pas devoir préconiser l'achat de tel ou tel terrain. (...) D'ailleurs, lorsque la question d'un groupe scolaire sera mise à l'ordre du jour, peut-être que des emplacements nouveaux seront proposés, qui offriront des avantages sans aucun inconvénient.»*

Daté du 30 avril, un texte de Joseph Perier résume la situation, telle qu'elle apparaît dans les deux rapports, et donne un avis favorable à l'acquisition du jardin Delmas, bordé par l'ancienne route de Montpellier et la rue des Pielles, à condition d'acheter aussi le terrain des héritiers Louis Argelliès qui le jouxte, pour aboutir au boulevard Gambetta. Le maire développe assez longuement son argumentation. *«J'ose espérer, conclut-il, que la nouvelle municipalité donnera, sous*

*peu, une solution à cette importante question, et qu'après une étude approfondie, s'inspirant simplement de l'intérêt général, elle fixera son choix sur cet emplacement qui, à l'utile, ajoutera l'agréable<sup>44</sup>.»*

Les élections municipales des 5 et 19 mai furent marquées par une nouvelle victoire de la liste des radicaux socialistes et socialistes, désormais conduite par Victor Anthérieu, qui restera le maire de la commune jusqu'à son décès, en juillet 1932.

Dans la séance du 28 août 1912 : *«M. le maire expose au conseil municipal, que dans les mesures d'hygiène ou travaux d'assainissement imposés à la commune de Frontignan, à la suite de l'enquête à laquelle il a été procédé par la commission sanitaire de la deuxième circonscription de Montpellier, figure la construction d'un groupe scolaire. D'après les termes même du rapport de cette commission, les écoles communales de filles et de garçons sont absolument insuffisantes, tant au point de vue des classes, que des cours de récréation, pour le nombre d'élèves qui les fréquentent. Elles présentent de telles déféctuosités dans leur construction, qu'on ne pourrait songer à les modifier, et qu'il faudrait en créer de nouvelles. Il n'existe dans la commune aucun autre local qui puisse convenir à cet usage, la seule solution serait donc d'élever une construction neuve qui réponde parfaitement aux besoins du service auquel elle serait affectée. Dans la prévision de cette construction, une commission avait été nommée pour le choix de l'emplacement. Elle était composée du conseil municipal, des délégués cantonaux, de dix membres de la Caisse des écoles, de l'inspecteur primaire et du conseiller général. De tous ceux qui furent visités, seul le terrain de M. Nabonne paraissait le plus convenable pour cette affectation, tant à cause de sa proximité de la ville, tout en étant en pleine campagne, que par sa bonne exposition. Il fut donc chargé par l'assemblée d'entrer en pourparler avec le propriétaire de ce terrain, d'une superficie de 18 000 m<sup>2</sup> environ, pour en faire l'acquisition à l'amiable en fixant comme prix la somme de 50 000 francs. M. Nabonne ne consentait d'abord à vendre qu'au prix de 72 000 francs. Après bien des démarches, il a enfin décidé le propriétaire à réduire sa demande à 55 000 francs. C'est pense-t-il la dernière limite de réduction qui puisse être obtenue. Ce prix paraît très avantageux, comparativement au prix de vente de terrains similaires, et il propose en conséquence au conseil d'en faire l'acquisition.»*

Après délibération, le conseil autorisa le maire à faire toutes les démarches nécessaires pour l'acquisition à l'amiable de ce terrain et, lors de la séance du 27 septembre, la municipalité vota l'acquisition de la parcelle. Le 28, le préfet de l'Hérault donnait son approbation en précisant qu'un *«homme de l'art»* devait être choisi parmi les architectes patentés pour dresser le projet de construction.

Pour financer l'opération, la commune s'adressa au Crédit Foncier de France.

---

44 Cf. archives municipales, 4M4



Au coût du terrain, qui mesurait précisément 19 740 m<sup>2</sup>, s'ajoutaient divers frais de procédure et la municipalité dut emprunter 61 000 francs, remboursables en trente ans à compter du 31 décembre 1912, au taux de 3, 80 %. Le paiement de ces trente annuités s'effectua à l'aide d'une imposition extraordinaire. Le conseil municipal vota cet emprunt le 13 novembre. La préfecture donna son accord le 30. Mais les 61 000 francs ne seront versés à la Caisse Centrale du Trésor Public, pour le compte de la commune de Frontignan, que le 15 mai 1913 ; d'où une correspondance assez fournie entre le maire et M. Nabonne, résidant à Madiran, dans les Hautes-Pyrénées<sup>45</sup>.

## 2. Le choix de l'architecte

Les premiers architectes intéressés par le projet n'attendirent pas le printemps de cette année 1913 pour proposer leurs services. Dès le mois d'octobre 1912, des candidats se font connaître au maire. Certains travaillent, ou ont déjà travaillé, pour la municipalité. Ainsi, l'ingénieur Eugène Falgairolle, alors en charge des projets d'adduction d'eau et d'assainissement de la ville, ou Henri Roustan, qui rappelle qu'il n'a jamais été payé pour le projet de construction d'une maternelle dans l'ancien immeuble Vernet, qui lui avait été commandé par une municipalité précédente<sup>46</sup>.

Parmi ces premières candidatures figurent celle de Léopold et Louis Carlier, datée du 10 janvier 1913 et accompagnée d'une lettre très intéressante. On y apprend qu'Alexandre Anthérieu, désigné comme rapporteur de la commission, a écrit aux Carlier, père et fils, pour leur demander des renseignements et des conseils sur la façon de procéder pour désigner un maître d'œuvre. Louis Carlier donne son avis avec la liste des huit architectes du département admis à la Société des architectes du midi de la France qu'il préside.

Alexandre Anthérieu adresse en outre des courriers aux maires de Ganges et de Villeveyrac, pour leur demander comment ils ont agi pour réaliser leurs groupes, *« cités comme des modèles du genre »*. Ces derniers ne répondront malheureusement pas.

Dans la séance du 20 décembre 1912, les membres de la commission décident de ne pas créer *« un groupe caserne »* prévoyant le logement des enseignants, qui pourront être installés au premier étage du bâtiment des écoles actuelles, d'annexer l'école maternelle au futur groupe scolaire et de ne pas organiser un concours, mais de lancer un appel à tous les architectes du département pour les prier de poser leur candidature ; suivant ainsi les conseils de Louis Carlier, qui évoquait notamment les *« usines à concours »* de Paris, élaborant, moyennant

---

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> *Ibid.*

un prix convenu ou une partie de la prime prévue, des projets séduisants mais «anéantis à l'exécution».

Le 12 janvier 1913, Alexandre Anthérieu, s'étant procuré la liste officielle des soixante architectes de l'Hérault admis à la Société régionale d'architecture du midi, envoie à chacun d'entre eux une circulaire leur demandant, pour le cas où ils voudraient faire acte de candidature, d'accompagner leur demande «*de références sérieuses et purement professionnelles pour des travaux similaires*», et de bien vouloir répondre dans un délai de trois jours.

Vingt-cinq réponses arrivent en mairie le 15 et le 16 ; cinq seront encore acceptées le 17 et le 18 : soit trente candidatures au total. Tapées parfois à la machine, le plus souvent manuscrites, sur papier fin à en-tête élégamment calligraphié ou sur de simples feuilles de cahier, dans un style d'écriture très raffiné, honnête, sobre ou peu sûr et mal orthographiées, les lettres brèves, longues, détaillées ou prolixes affluent de Montpellier, de Cette, de Ganges, de Lamalou-les-Bains, de Lunel et de Béziers. Les concurrents se bousculent. Le coût du projet, évalué à 181 000 francs dans le rapport de la commission du 15 avril 1912, à 270 000 dans celui du 21 janvier 1913, a de quoi intéresser les plus grands spécialistes du département. Le sérieux prétendant Deschanels précise le coût des projets similaires qu'il a déjà réalisé et aucun n'atteint une telle somme. Ainsi, le groupe scolaire de Villeneuve-lès-Maguelonne a coûté 110 000 francs ; l'école des filles de Villeveyrac, 105 000, l'école de garçons, 126 000 ; l'école maternelle de Montferrier, 25 000 ; le groupe scolaire de Castelnau-le-Lez, 115 000.

Les grands maîtres étalent leurs réalisations, leurs diplômes, leurs médailles de concours, leurs très hautes responsabilités. Certains évoquent, au passage, leurs bonnes relations politiques, leurs amitiés avec d'honorables frontignanais, leur attachement particulier à la ville... Il en est qui s'offusquent que l'on se permette de leur demander des références. «*Mes références et garanties professionnelles sont le diplôme d'architecture qui m'a été délivré par le gouvernement*». «*Je considère que le titre d'architecte diplômé par le gouvernement est déjà une référence...*» Henri Roustan rappelle que la municipalité lui doit toujours 500 francs. L'un d'eux affirme qu'il aimerait habiter à Frontignan. Un autre avance que si sa demande était agréée, il publierait une histoire de la ville avec un album de vues et de gravures. «*Cet ouvrage contribuerait à faire connaître votre commune dont l'histoire est si intéressante. Le Conseil général, qui a toujours encouragé mes travaux historiques sur les communes de notre département, s'intéresserait à cette publication...*» Monsieur Lacarole s'empresse de faire savoir, qu'à son grand regret et surtout en raison de son âge bien avancé, il ne lui est pas possible d'accepter l'aimable invitation.

La commission épluche les actes de candidatures du 19 au 23 janvier et retient huit noms : Carlier père et fils, Dausset, Février, Michel et Kruger de Montpellier, Avon de Béziers, Chevalier et Rosiés de Cette.

Il y a bien sûr quelques mauvais perdants. Des rumeurs circulent. *«Monsieur le Maire, j'apprends de source autorisée que des propos méchants et calomnieux auraient été tenus sur mon compte à la dernière réunion officielle de votre conseil municipal. Ma candidature pour la construction des écoles était certainement gênante...»* Certains sont surpris. Ils demandent des explications. Ils insistent pour rester dans la course, évoquant de nouveau leurs titres et leurs travaux. M. Lacarole est tout étonné de recevoir une lettre lui indiquant que sa candidature n'a pas été retenue, puisqu'il n'était pas candidat.

Quant aux huit architectes restants, il leur est désormais demandé de présenter un avant-projet gratuit pour la construction d'un groupe scolaire de 650 élèves environ, sur un terrain rectangulaire de 18 000 m<sup>2</sup>, comportant une école de garçons de 8 classes, une école de filles de 7 classes et une école maternelle de 3 classes, en prévoyant le logement des directeurs et de la directrice de chaque école, le logement du concierge du groupe et de sa famille et, enfin, la construction d'une *«salle de conférences et de fêtes»*.

Kruger et Chevalier refusent de participer à ce qui est finalement devenu un *«concours gratuit d'avant-projets»*. De plus, il leur semble difficile de promettre de ne pas dépasser le montant de leur devis, comme la commission le demande, en raison de nombreux aléas comme l'évolution du prix des matériaux ou des modifications de dernières minutes imposées par la ville ou par l'inspection académique. Ils se retirent donc, avec beaucoup de courtoisie, en expliquant leur choix. Mieux encore, ils acceptent de participer au jury du concours auprès du représentant de l'inspection académique, l'inspecteur Dussuel, et de l'agent Voyer d'arrondissement principal, M. Pons, qui représentera l'administration préfectorale.

Le 15 mars, les six concurrents viennent déposer leurs dossiers, puis ils se rendent sur le terrain. Surpris par la proximité du cimetière, alors que les plans qui avaient été remis ne mentionnaient en aucune façon son existence, Louis Carlier écrit immédiatement au maire : *«J'aime à croire que du moment que le cimetière n'a pas été indiqué dans le plan du terrain remis aux concurrents, il n'en sera pas fait état lors du jugement des projets»*<sup>47</sup>.

Le 16 mars, les six projets en compétition sont exposés dans la salle de réunions de l'hôtel de ville. Le lendemain matin, les membres du jury sont conduits sur le terrain où toutes les indications qui pourraient leur être utiles leur sont fournies. Puis ils se rendent à la salle d'exposition. On leur donne quelques

---

47 Cf. archives municipales, 4M4 ; lettre manuscrite du 15 mars 1913

précisions supplémentaires. On leur lit la correspondance échangée avec les architectes. Enfin, on les laisse... A midi, le choix est fait. L'avant-projet désigné sous la devise «*Muscat*» ayant recueilli l'approbation générale, le pli cacheté contenant le nom de son auteur est ouvert : Messieurs Carlier, père et fils, sont proclamés lauréats.

Il leur est alors demandé d'établir le projet de construction définitif du groupe scolaire, avec un devis ne dépassant pas la somme de 300 000 francs et en tenant compte de plusieurs modifications. Le gymnase qu'ils avaient prévu doit être supprimé, puisque la gymnastique ne figure pas dans les programmes scolaires. Le premier étage n'étant pas réglementaire pour des écoles primaires, les classes devront toutes se situer en rez-de-chaussée. Elles devront aussi être plus grandes et avoir chacune leur vestiaire. L'éclairage devra être compris dans le devis. Enfin, la salle des fêtes devra être déplacée, car elle était prévue sur un emplacement situé trop près du cimetière.

La proximité du cimetière, qui avait surpris Louis Carlier, n'a pas fini de poser des problèmes. Dès les 22 et 27 mars, deux des six derniers candidats protestent. Ils ne savaient pas qu'il était inutile de tenir compte de cette particularité qui, contrairement aux lauréats, ne leur avait pas échappé. En respectant les distances réglementaires, ils ont établi des projets sur un terrain beaucoup moins vaste que celui qui a été pris en considération par leurs concurrents. Ils réclament donc l'annulation du concours ou une indemnité compensatoire<sup>48</sup>.

La commission estime quant à elle que son travail est achevé. Alexandre Anthérieu, son rapporteur, s'en félicite dans son rapport du 10 avril, car la situation des écoles est véritablement devenue catastrophique :

«En effet, Messieurs, vous savez tous que nos écoles sont malsaines et insuffisantes, mais ce que vous ne savez peut-être pas, c'est qu'elles sont, à l'heure actuelle, un danger énorme pour la santé des nôtres et qu'il est temps d'y remédier si nous ne voulons pas voir décimer rapidement les rangs trop peu resserrés déjà des petits. Ces jours derniers nous avons été avisés que l'école des filles était un foyer malsain et redoutable pour notre population scolaire. Cinq maîtresses qui se sont succédées dans la même classe ont été toutes, à leur tour, atteintes d'un mal terrible. Une ou deux sont tombées dans les rangs, d'autres ont leur santé pour toujours compromise, les autres ne se relèveront peut-être jamais<sup>49</sup>.»

### 3. Les aléas du projet «*Muscat*»

Louis Carlier, le concepteur du projet «*Muscat*», est quant à lui ravi, «à tous les points de vue». Dès le 18 mars, il écrit une lettre au maire pour fixer un rendez-vous le lendemain à huit heures. Le 20, il écrit de nouveau pour expliquer

---

48 *Ibid.* lettres manuscrites de H. Michel et J. Fevrier des 22, 27 mars et 11 avril

49 *Ibid.* rapport de la commission... daté du 10 avril 1913

ses travaux de la veille et ses nouvelles idées, afin de respecter les volontés de la commission et d'assurer la conformité du projet de construction. Les lettres, les conversations téléphoniques, les réunions vont se succéder, quasiment quotidiennement. Heureusement, l'architecte de Montpellier a du personnel compétent et une automobile. Il peut se déplacer sans problème et il va même chercher ses interlocuteurs à la Peyrade ou à Sète. Enfin, après quelques reports, le devis descriptif des travaux est établi le 5 juin. Le coût du projet s'élève à 357 700 francs. Le dossier complet est remis le 10 à la mairie. Le conseil municipal, dans sa séance du 13, approuve les plans et les devis et sollicite de l'Etat «une subvention aussi élevée que possible<sup>50</sup>.»

En ce mois de juin 1913, les choses semblent aller bon train. La correspondance entre l'architecte et le maire évoque l'évolution de la situation. Mais, le 28 juillet, Léopold Carlier apprend du maire de Montpellier, Paul Pezet, qui fait partie de la commission d'hygiène, que le projet vient d'être rejeté car il ne donne aucune indication concernant l'alimentation en eau potable et l'évacuation des eaux usées, et surtout parce que la construction est prévue trop près du cimetière !

On peut facilement imaginer la consternation des membres de la municipalité après tant d'efforts. Trois lettres de Louis Carlier restent sans réponse. «*Il faut sortir de l'impasse où nous sommes, écrit-il le 27 octobre, et il faut aussi que Conseil d'hygiène, Conseil des bâtiments civils et Conseil académique se mettent d'accord sur un programme fixe sur lequel j'établirai une bonne fois pour toute le projet qui ira à Paris. Je ne puis en effet, vous le comprenez parfaitement, faire autant de projets complets que d'idées émises par des différents conseils. C'est un gros travail et vous savez que j'en ai déjà fait beaucoup... d'inutiles ; enfin cela n'est ni de votre faute, ni de la mienne, et cependant nous en supportons tous deux les conséquences, dans un retard énorme pour l'exécution pour nous tous et pour moi dans un travail dont je me serai passé et fait à contrecœur<sup>51</sup>.*»

De rendez-vous en réunions, l'architecte modifie les plans, travaille sans relâche et le 11 avril 1914, il apprend enfin que son projet a reçu un avis favorable des diverses commissions. Le dossier est alors transmis à la préfecture qui se charge de l'expédier le 9 juillet au ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts... Le 28, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie, soutenue par les Russes... Le 1<sup>er</sup> août, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, soutenue par la France, qui mobilise le 2, pour entrer dans la «Grande Guerre» le 3.

Partis l'été, «la fleur au fusil», les soldats se transforment en «poilus» dans les tranchées humides et froides de l'automne 1914. Les premiers deuils arrivent trop vite et la guerre s'éternise. A l'arrière, on s'organise. Frontignan paie son tribut<sup>52</sup>. Le drapeau de son hôtel de ville est mis en berne à la mort de chacun

---

50 Cf. archives municipales, 4M4 ; «projet groupe scolaire, lettres des architectes, devis»

51 *Ibid.*

52 Cf. M. Nougaret et E. Peyronnet, *Chronique frontignanaise d'un début de siècle, 1900-1919*, p.83-100

de ses enfants. La ville accueille aussi les blessés du front, ainsi que des troupes coloniales débarquées à Cette et le centre d'instruction de mitrailleurs de la 16<sup>ème</sup> région, qui occupe les écoles.

En 1915, la municipalité est sommée, par l'inspection académique, de trouver une solution et des pourparlers sont engagés avec l'autorité militaire. Au terme d'un accord, il est convenu que la commune prenne à sa charge toutes les fournitures de matériaux nécessaires pour l'installation dans d'autres locaux de la troupe, qui accepte de fournir gratuitement la main d'œuvre. Le centre d'instruction des mitrailleurs évacue les bâtiments scolaires en janvier 1916. Les lieux sont réparés et désinfectés. Les vacances prolongées sont terminées. Mais le temps reste en suspens jusqu'au 11 novembre 1918, et même au-delà...

Après l'armistice, la vie reprend peu à peu son cours normal. A Frontignan, comme partout, vient le temps des retrouvailles, des commémorations, des réparations. L'hôpital militaire va être détruit. Une place, sur laquelle s'élèvera le monument aux morts de la commune, le remplacera. En ce qui concerne le projet de construction de l'école, le 15 avril 1919, c'est-à-dire cinq ans après l'attribution de l'avis favorable au projet donné par les commissions d'hygiène, des bâtiments civils et de l'Académie, une lettre de Louis Carlier informe le maire Victor Anthérieu, alors au Grand Hôtel à Paris, que la préfecture de l'Hérault déclare avoir envoyé le dossier au ministère en 1914. *«Il doit y être depuis ; vous pouvez donc le faire rechercher durant votre séjour»*<sup>53</sup>.

Le 28 juin, l'architecte, qui a fait la révision complète du devis de construction, compte tenu de l'inflation d'après guerre, arrive à un coût total de 1 158 330 francs, au lieu de 357 700. Le conseil municipal décide de poursuivre le projet. Il ne peut rien changer aux plans établis, *«à peine suffisants pour la population scolaire»*. Il engagera donc la dépense nécessaire, à la condition cependant que la subvention demandée à l'Etat avant la guerre, soit proportionnelle à la dépense nouvelle<sup>54</sup>.

Un an après l'établissement du nouveau devis, soit le 10 juin 1920, la préfecture informe le maire que la demande de subvention sur les fonds de l'Etat a été transmise au ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Celui-ci répond dès le 24 juin, mais le dossier comporte des erreurs : les plans de détails ne correspondent pas avec le plan d'ensemble ; on ignore à quoi correspond le nouveau devis ; des précisions sont demandées...

Les Carlier reprennent immédiatement l'ensemble du projet en tenant compte des observations du ministère. La correspondance entre les architectes et la ville reprend de plus belle. Louis Carlier est le maître d'œuvre. Il semble quelque peu impatient, voir agacé, par cette affaire qui traîne. Il rappelle ainsi, dans une

---

53 Cf. archives municipales, 4M5

54 *Ibid.*

lettre datée du 15 juillet, l'essentiel de l'histoire, depuis sa victoire au concours, jusqu'à la veille de la guerre. Il énumère les modifications qu'il a apportées pour satisfaire chacune des commissions. Il souligne l'énorme travail qu'il a dû accomplir. Bref, il fait une mise au point, pour expliquer qu'il serait temps de passer à la construction, et il propose de refaire une fois de plus le devis pour le mettre en concordance avec le plan d'ensemble.

Naturellement, il lui faut de nouveaux renseignements. Divers petits problèmes le retardent. Il faut du reste souligner que l'architecte est très actif dans la commune. Il est omniprésent. Il conseille, dirige, propose ; rien ne semble lui échapper : projets d'habitations ouvrières, réaménagement du centre ville, élévation du pont-bascule, réparations à l'hôtel de ville, transformation de la gare P.L.M.... Il travaille énormément ; ses lettres en témoignent. Il se déplace aussi beaucoup et, au passage, on note que la plupart de ses courriers sont désormais dactylographiés. Un nouveau devis est établi pour une somme de 1 836 800 francs<sup>55</sup>.

Le 6 mars 1921, un recensement fait apparaître qu'il y a 5 282 habitants à Frontignan, dont 905 enfants d'âge scolaire, c'est-à-dire âgés de 6 à 13 ans : 805 inscrits dans les écoles publiques ; 52 dans les écoles privées ; 48 recevant l'enseignement dans la famille. Le 13 juillet, le ministère demande de nouvelles modifications concernant le groupe scolaire. Le 27, Louis Carlier écrit dans une longue lettre : *«Actuellement, tout est à refaire et le premier résultat (travail inutile à part), sera un gros retard. Ceci dit, et sans rancune, il s'agit maintenant de concevoir un nouveau projet, de l'étudier et de recommencer la série des formalités.»* La salle de conférences pose problème. Est-ce une annexe scolaire ou une salle de fête ? Où doit-on la situer ? Comment agrandir les salles comme le demande le ministre ? Le lendemain, il demande au maire le nombre de classes qu'il faut désormais prévoir, les rapports des commissions concernant l'orientation des salles, s'il doit aussi créer des réfectoires, si les instituteurs adjoints seront logés en ville, comme cela était prévu, ou s'il faut les installer dans le groupe, auquel cas, il lui serait indispensable de connaître leur nombre... *«Je n'ose vous demander s'ils sont ou seront mariés, et cependant les règlements prescrivent des logements d'importance différente suivant le cas ! »*<sup>56</sup>.

L'architecte révisé ainsi l'ensemble du projet et, neuf mois plus tard, le 6 mars 1922, Léopold Carlier, qui doit se rendre à Cette le lendemain après-midi, demande à ce qu'un agent municipal l'attende en gare de Frontignan, afin qu'il lui remette le dossier complet du groupe scolaire avec salle de conférences, complètement remanié d'après les instructions ministérielles de la lettre du 13 juillet 1921 adressée au préfet. Le montant total général s'élève à 1 887 000

---

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Ibid.



francs, au lieu de 1 836 800. Les bâtiments occupent désormais 2 900 m<sup>2</sup> car la municipalité a fait l'acquisition du terrain situé à l'arrière, bordant la route de Balaruc.

Le projet passe de nouveau devant les commissions. Le ministère réclame de nouveaux documents, comme le nombre exact de classes pour les filles, le nombre d'emplois prévus, une nouvelle évaluation concernant la valeur de l'ancienne école, l'acte d'acquisition du terrain d'emplacement ! Toute la procédure recommence. Les courriers se croisent et s'entremêlent de nouveau entre la municipalité, l'architecte, la préfecture et le ministère. Enfin, le 15 décembre 1922, le préfet donne son autorisation. Il arrête la dépense à la somme de 1 887 000 francs. L'Etat accorde une subvention de 821 920 francs<sup>57</sup>. Pour financer l'opération, la commune a de nouveau recours à l'emprunt. Le Crédit Foncier de France lui prête 1 635 000 francs, car elle doit avancer pour le compte de l'Etat la somme correspondant à la subvention. Le paiement de ces trente annuités s'effectuera à l'aide d'une imposition extraordinaire recouvrable pendant trente ans à partir de 1923.

Naturellement, il y aura des retards de paiement. La subvention accordée par l'Etat mettra notamment beaucoup de temps à être versée dans son intégralité ; ce qui entraînera des problèmes financiers jusqu'en 1927. En outre, le 22 décembre 1922, Louis Carlier écrit au maire : *« Suivant le désir exprimé par la commission municipale, je vais remanier les plans des écoles, de façon à pouvoir créer une rue de 10 mètres environ le long de la façade latérale de l'école des garçons. Cette rue, tournant à angle droit, à l'extrémité de la dite école, rejoindra la route de Balaruc à Frontignan, par une emprise sur le terrain nouvellement acquis<sup>58</sup>. »*

On n'ose plus compter le nombre de fois où les plans ont été remaniés. Mais en ce début d'année 1923, les travaux peuvent enfin commencer, dix ans après l'acquisition du terrain !

## 4. La construction

Le premier coup de pioche est donné le 19 mars 1923. Louis Carlier se rend sur le terrain des écoles pour l'implantation des fondations<sup>59</sup>. Le chantier entre enfin dans sa phase active et, à partir du mois de mars 1924, il nous est possible de connaître le niveau d'avancement des opérations par une série de rapports très détaillés rédigés par le surveillant, M. Bouissac, agent-voyer en retraite<sup>60</sup>.

Au 31 mars 1924, les bâtiments scolaires sont quasiment tous charpentés. Beaucoup sont déjà couverts de tuiles. Les plâtriers et les menuisiers sont déjà à l'œuvre. Bref, le chantier est sorti de terre. On commence à se préoccuper des

---

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> Cf. archives municipales, 4M5 ; «Correspondance 1920-1922»

<sup>59</sup> Cf. archives municipales, 4M5 ; «Correspondance 1923-1929»

<sup>60</sup> Cf. archives municipales, 4M6



enduits, des plafonds, du dallage des salles, des fenêtres... Il y a toutefois un problème : *«La salle des conférences s'élève lentement ; il faut espérer, cependant, que l'entrepreneur des maçonneries, qui a tout intérêt à achever son travail en même temps que celui des écoles, va le pousser plus activement que par le passé. On tâchera, d'ailleurs, de l'y contraindre, s'il ne manifeste pas plus d'activité.»* Il y a aussi des gelées tardives, qui retardent la confection des couvertures des fosses en ciment armé.

Les rapports du 14 et du 30 avril font état d'un avancement certain, sauf en ce qui concerne la salle de conférences. Dans les écoles, on pose les cloisons, *«le peintre a commencé à imprimer sur les bois la première couche de peinture, le ferblantier a placé partout où cela était nécessaire, les appareils voulus, pour conduire les eaux pluviales...»* On note que le temps, *«d'une variabilité excessive»*, pose toujours problème.

Au mois de mai, tout va pour le mieux, y compris pour la salle de conférences : *«les maçonneries de toute nature sont élevées jusqu'à 4,50 m au-dessus du sol du rez-de-chaussée»*. Désormais, on note que le rapporteur mentionne aussi les progrès concernant la construction du nouveau cimetière, que dirige également Louis Carlier.

Le 14 juin, *«presque toutes les boiseries, toutes ferrées, sont placées à l'école des garçons et à l'école des filles ; celles des classes de l'école maternelle sont très avancées.»* Le 30, dallage, pavage, cloisons, escaliers, enduits et peintures, la plupart des travaux décrits se réfèrent à l'aménagement intérieur des bâtiments.

Le 15 juillet, *«l'école des garçons est en bonne voie d'achèvement»*. A l'école des filles, un retard de livraison des fabricants de ciment a causé un ralentissement. A l'école maternelle, les ouvriers posent les cloisons. Les préaux des garçons et des filles sont en bonne voie d'achèvement et les travaux de la salle de conférences sont très avancés. Le 30, les boiseries sont à peu près terminées à l'école des garçons. Le menuisier pose les plinthes en bas des murs et se préoccupe de protéger les angles des embrasures. Les travaux de dallage, interrompus par le retard de livraison du ciment, n'ont pas encore repris à l'école des filles et une erreur de livraison retarde les travaux de la salle de conférences, mais *«l'adjudicataire des travaux et fournitures nécessaires pour assurer le chauffage à l'eau chaude ou à la vapeur d'eau a approvisionné sur divers points de l'école, une certaine quantité de tubes en fer et de radiateurs.»* Tout semble donc assez bien se passer. Pourtant l'architecte écrit au maire : *«Les travaux de construction du groupe scolaire ne marchent pas comme je le désirerais. Plusieurs circonstances contribuent à ce ralentissement, notamment la pénurie de matériaux qu'on reçoit difficilement, et puis la lenteur que certains adjudicataires mettent à cette exécution*

*; notamment le charpentier (...) malgré tous mes efforts, je ne puis arriver à faire marcher ce chantier d'une façon normale*<sup>61</sup>.»

Pour le mois d'août, on dispose de cinq rapports car, après les gros travaux de terrassement, de maçonnerie, de toiture, les tâches sont de plus en plus diverses et spécialisées. Les ouvriers et les artisans des différents corps de métiers s'activent ardemment. Il y a bien quelques retards de livraison de matériaux, comme celle des pierres de taille pour la salle de conférences, et des petits problèmes particuliers, comme ce soleil qui brûle les enduits, mais le projet prend forme. Les deux rapports datés des 15 et 30 septembre n'indiquent aucun retard particulier. Le 8 novembre, la préfecture accepte le traité par lequel Paul Rigal, horticulteur pépiniériste demeurant à Frontignan, s'engage à fournir 88 platanes destinés à être plantés dans les cours des écoles. Les 15 et 31 décembre, M. Bouissac mentionne encore une multitude de travaux à terminer ; la date du 4 janvier 1925, prévue pour l'inauguration du groupe scolaire, ne pourra être retenue.

Il faut se référer une fois de plus à l'importante correspondance entre le maître d'œuvre et le maire pour connaître l'évolution du projet au cours de l'année 1925. Malheureusement, les rapports de M. Bouissac ont disparu. Les lettres des artisans, les devis, les factures et les certificats de paiement complètent la documentation dont on dispose<sup>62</sup>.

Parmi les aléas qui retardent la construction, il y a le temps, qui n'est pas toujours clément, l'augmentation du prix des matériaux, qui provoque l'élaboration de nouveaux devis et le développement de toute une série de nouveaux arrangements, et surtout le manque d'employés. Le 27 février, Louis Carlier écrit : *«A la suite de ma visite d'hier, j'ai dû encore écrire à certains entrepreneurs qui menacent de nous retarder parce qu'ils n'ont pas assez d'ouvriers sur leur chantier. J'ai notamment écrit à M. Gourdan afin qu'il autorise son représentant à embaucher des menuisiers et serruriers ; je vais donc veiller à ce que satisfaction me soit donnée sans retard. Les plâtriers marchent bien, et vont mettre encore plus d'activité la semaine prochaine. L'installation du chauffage central suit son cours normal : il est évident que tout ne sera pas terminé dans un mois, mais l'ensemble très avancé n'empêchera pas d'inaugurer. Quant à l'entreprise Bourgade, c'est bien toujours celle dont nous avons le moins de satisfaction : j'ai reçu hier les doléances de ses ravaleurs qui m'ont averti devoir quitter le chantier demain samedi s'ils ne recevaient pas d'argent... Ces ravaleurs travaillent à la salle de conférences qui subit du fait du manque d'argent un sérieux retard.»* Le 2 mars, ces ravaleurs déclarent qu'ils sont obligés de quitter le chantier. Ce problème retarde d'autres entreprises et des travaux restent encore à soumissionner : la construction du mur de clôture

---

61 Cf. archives municipales, 4M6

62 *Ibid.*

sur le chemin de la Carriérasse, en bordure du groupe scolaire, le remblaiement des abords du groupe, l'évacuation des fosses, la construction d'un égout et l'alimentation d'eau... L'achèvement du chantier, prévu en avril, est de nouveau retardé.

Le compte-rendu du conseil municipal du 20 mai 1925 signale que le groupe scolaire est sur le point d'être terminé, mais il faut attendre le 29 août pour trouver, dans une lettre de l'architecte, l'assurance que tout sera prêt pour l'inauguration prévue cette fois le 4 octobre. Certes, la salle de conférences ne sera pas terminée, mais le reste des travaux est en voie d'achèvement. L'installation électrique dans les bâtiments est opérationnelle le 11 septembre. L'ameublement s'achève aussi : 207 tables-bancs, 13 bibliothèques en chêne et vitrées, des armoires, des placards, des centaines de chaises et de bancs, 12 tableaux noirs ardoisés avec ou sans chevalet, des fauteuils, des estrades, des étagères, 80 petites tables, 80 petits bancs et 6 hamacs en aloès pour l'école maternelle, 790 portemanteaux, des machines à écrire pour l'enseignement professionnel au cours complémentaire... Il y aura aussi l'installation d'une estrade, avec un bureau de maître et une table d'expérience avec dessus en lave, et des gradins de 80 places, avec bancs et tablettes pour l'aménagement de la salle de conférences, qui ne sera achevée que le 1<sup>er</sup> octobre 1928, et véritablement aménagée et décorée que le 1<sup>er</sup> septembre 1930 !

\* \* \*

A l'automne 1925, tout n'est donc pas terminé. Mais les bâtiments du grand groupe scolaire étalent fièrement leur modernité dans le prolongement de la nouvelle rue, interdite aux voitures<sup>63</sup>, reliant le centre de Frontignan et le nouveau quartier qui se développe à ses côtés. L'installation de l'horloge, dans la campanile de l'école, symbolise cette extension de la ville. Dans la séance du 6 mars 1925, il avait été dit au conseil municipal que cette horloge *«rendrait en outre d'appréciables services à tout un nouveau quartier de la ville qui se forme aux alentours du groupe scolaire, où se construisent actuellement des habitations à bon marché, quartier éloigné de l'unique horloge publique située à la mairie, et qui est appelé à devenir la nouvelle ville.»*

Ainsi s'achève une entreprise commencée en 1912. Il aura fallu treize années pour que se réalise le projet, treize années pour que Frontignan ait son groupe scolaire ; une école laïque, moderne et spacieuse.

---

63 Cf. archives municipales ; compte-rendu du conseil municipal du 6 février 1925



Fin de la construction du groupe scolaire Anatole-France. Vue prise depuis l'actuelle maison de retraite Anatole-France. Les arbres ne sont pas encore plantés.

*Fonds privé J. Vacquier*



Vue prise depuis la rue des Carrières visible au premier plan. Les arbres sont plantés.

*Fonds privé A. Bel*



Le 4 octobre 1925 à 12 heures, départ de l'hôtel de ville pour l'inauguration du nouveau groupe scolaire. La place Jean-Jaurès a été inaugurée le même jour à 11 heures. Dans le cortège, en haut de forme, à gauche, Anatole de Monzie, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts et, à sa droite, Victor Anthérieu, maire de Frontignan.

*Fonds privé A. Bel*





# Ville de Frontignan

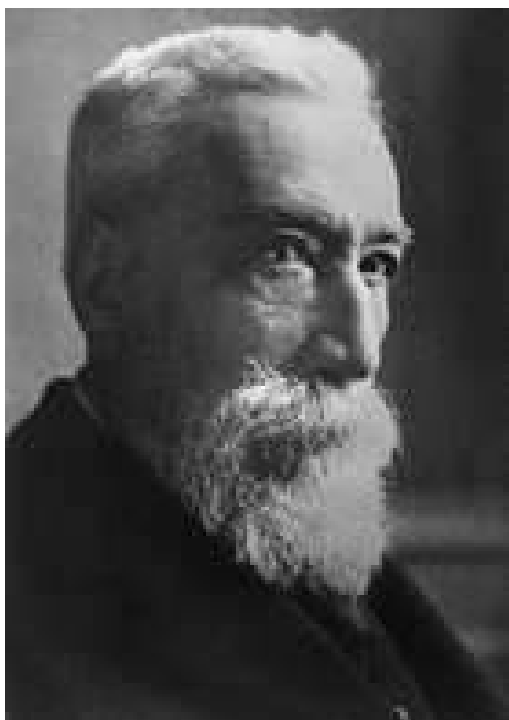
Inauguration du Nou-  
=veau Groupe scolaire  
sous la Présidence de  
Monsieur le Ministre  
de l'Instruction Publi-  
=que & des Beaux-Arts

Programme & Menu



Victor Anthérieu, maire de Frontignan, de 1912 à 1932.

*Fonds archives municipales Frontignan*



Anatole France (1844-1924).





Leçon anti-alcoolisme dans une école de la République.

Par la Démocratie, Vers le Socialisme !

# LE LANGUEDOC SOCIALISTE

ORGANE COOPÉRATIF DES GROUPEMENTS D'AVANT-GARDE

 HÉRAULT  
AUDE  
GARD  
ARDECHE  
TARN  
LOZERE

## Inauguration du Groupe Scolaire

On se rend ensuite en un long cortège de plusieurs milliers de personnes, aux nouvelles écoles que le Ministre et sa suite se plaisent à admirer. La visite terminée, seconde série de discours.

Une deuxième fois sur la brèche, le maire de Frontignan prononce un discours tout de foi laïque et de grande envergure. Victor Anthérieu réajustera l'exploit de parler trois fois, de prononcer trois discours d'une haute tenue littéraire et intellectuelle sans jamais se répéter.

### Discours du Maire

Monsieur le Ministre,  
Messieurs,

À trois siècles d'intervalle, notre vieille cité latine aura eu l'honneur de recevoir dans ses murs deux représentants du Gouvernement de la France. Mais alors que le Cardinal de Richelieu l'homme rosière qui l'appela Victor-Hugo, était venu, de sa rude poigne brimer les consciences, vous êtes venu, M. le Ministre, gagner les cœurs et donner aux habitants de Frontignan, une nouvelle preuve de cette sollicitude que la République n'a jamais cessé de témoigner à tous ses enfants.

On pourra juger plus ou moins sévèrement l'œuvre de la troisième République. On pourra critiquer sa politique intérieure ou extérieure, sa politique coloniale peut-être, mais il est une partie de son œuvre devant laquelle on devra s'incliner, c'est celle qui a trait à l'émancipation des esprits, à l'organisation de l'enseignement.

Lorsque le second empire fut renversé, le premier souci des Républicains arrivés au pouvoir, fut de reprendre l'œuvre de la convention nationale, qui, d'une large touche, avait indiqué la réforme de l'enseignement, mais à qui le temps avait manqué pour l'exécution.

La besogne n'était pas précisément aisée. Il fallait non seulement arracher le monopole de l'instruction du peuple à l'Église, mais il fallait encore libérer l'enseignement, le délivrer complètement de la contrainte dogmatique qui en faisait en quelque sorte un instrument *Ad maiorem gloriam exaltatæ*.

Ce sera l'éternelle gloire de Jules Ferry, d'avoir mené à bien cette œuvre colossale et sa réforme marque un tournant dans l'histoire de la démocratie sous la troisième République. Depuis lors, le vaisseau de l'école laïque a gagné la haute mer et la brise de plus en plus favorable le pousse vers les plus hautes destinées.

À Frontignan, où les esprits étaient depuis longtemps acquis à la République les diverses municipalités qui se sont succédées ont collaboré joyeusement à l'œuvre d'émancipation sociale entreprise par les chefs du parti républicain.

Ce fut d'abord, après 1870, la création d'un groupe scolaire devenu insuffisant, en 1896 la construction d'un groupe scolaire de la Peyrade et enfin l'édification du véritable palais universitaire que nous inaugurons aujourd'hui. En le votant, les conseillers municipaux de Frontignan n'ont pas obéi à un sentiment de vaine gloire... Ils ont simplement écouté la voix de leur conscience républicaine et accompli leur devoir envers la population qui leur avait confié la défense de ses intérêts primordiaux.

La chose qui avait paru facile de prime abord, fut rendue plus délicate, par les perturbations qu'étaient amenées les événements de la guerre dans l'ordre économique. Ce n'était plus 600.000 francs qu'il fallait trouver, mais deux millions.

Ces difficultés nouvelles ne décourageant point l'assemblée municipale ; bien plus, elles ne firent qu'accroître son désir d'arriver à une prompt solution.

Cette solution, nous l'avons enfin obtenue, grâce à l'aide généreuse du Gouvernement de la République, au concours que nous avons trouvé, non seulement auprès des sénateurs, députés et conseillers généraux de l'Hérault, mais aussi auprès des autorités universitaires du département qui nous ont encouragés et aidés de leurs conseils et de leur expérience.

Vous avez vu notre œuvre, Monsieur le Ministre. Vous l'avez jugée. Elle fait le plus grand honneur à l'architecte qui l'a conçue : à Monsieur Carlier ici présent, à qui je suis heureux d'adresser les félicitations et les remerciements de la population tout entière.

Sans doute quelques esprits chagrins, j'allais dire jaloux crient : à la folie, à la ruine.

Peu importe. Pour nous, lorsqu'il s'agit des intérêts matériels et moraux de la démocratie, rien ne nous apparaît comme d'un prix trop élevé et dans cette vaillante cité de Frontignan, où la viticulture, l'industrie et le commerce concourent à l'enlèvement, à la prospérité générale, nul, à moins d'être animé du plus évident parti-pris, ou bien totalement dépourvu de sentiments laïques n'osera critiquer une œuvre élevée à la gloire de la République et mise au service de la Démocratie.

Et puis, les dépenses que l'on souscrit pour l'enseignement, sont-elles véritablement des dépenses ? N'est-ce pas Edgard Quinet qui a dit qu'instruire le peuple c'est pour un Etat républicain, faire le meilleur des placements, intensifier toutes les forces vives de la nation ; mettre en œuvre toutes les ressources intellectuelles inexploitées qui forment le fond de la conscience populaire, n'est-ce pas, en effet, enrichir, augmenter le patrimoine de la France ?

Pour cela, le Gouvernement de la République peut compter sur la démocratie méridionale en général et les républicains de Frontignan en particulier.

Non seulement nous sommes disposés à nous associer à tous les efforts qui tendront à diffuser l'instruction dans le peuple mais j'ose dire, non sans quelque légitime orgueil que la municipalité de Frontignan a su, parfois prendre les devants. De toutes nos forces et de tous nos moyens nous avons assuré dans notre combat.

L'enseignement primaire intégral ; mais de plus, nous avons fondé un cours complémentaire qui non seulement prépare les enfants aux examens des heures des lycées et collèges et à l'école normale ; mais encore procure à tous un enseignement professionnel en rapport avec les exigences locales et qui leur ouvre, soit dans le commerce, soit dans l'industrie des carrières qui leur étaient auparavant fermées. Bientôt une section d'Agriculture sera instituée qui donnera à ceux de nos enfants qui se destinent à la culture de notre sol méridional, les notions indispensables à l'exercice de leur profession.

Enfin, nous appelons de tous nos vœux, Monsieur le Ministre, le vote par les Chambres d'un projet qui vous est cher et qui fait l'objet de nos constantes préoccupations. Nous voulons parler de la création de l'école unique qui permettra aux enfants du peuple de bénéficier de tous les avantages réservés exclusivement jusqu'à aujourd'hui à la fortune. Alors, la République aura dans cet ordre d'idées mis le comble à ses bienfaits, parce qu'elle aura établi l'égalité devant l'enseignement et donné un libre essor à toutes les intelligences.

Cat. avant donc l'avènement est proche, la République aura su l'assurer sans froisser une opinion, sans molester sans conscience.

L'école laïque est ouverte à tout le monde. Catholiques, protestants, mahométans, Israélites tous peuvent entrer dans le temple que nous avons élevé et boire à pleine coupe à la source de science et de vie que distribue si généreusement notre admirable personnel enseignant. Gambetta avait dit à son heure : l'école laïque sera non confessionnelle ou ne sera point. Héritiers de la grande tradition révolutionnaire, les démocrates de la Troisième République en ont résoluement appliqué les principes. Le domaine de la conscience est resté, par eux inviolé.

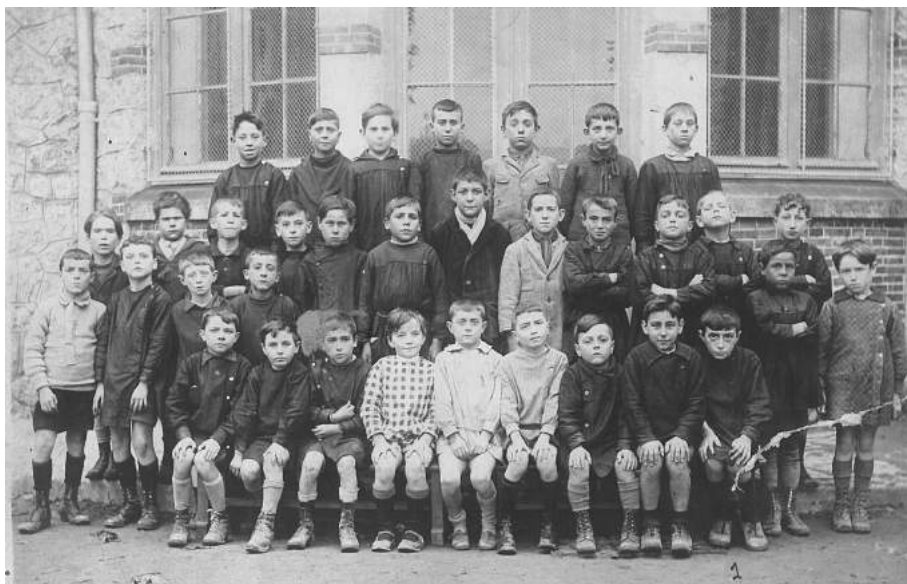
Les résultats de cette politique à la fois ferme et sage ne se sont pas faits attendre et c'est avec la plus grande satisfaction que le parti républicain enregistre aujourd'hui les progrès constants réalisés par l'enseignement laïque.

Dans quelques heures, Monsieur le Ministre, vous allez rentrer à Paris, vous donnerez au chef du Gouvernement, à qui j'adresse mes plus respectueux hommages, l'assurance que les républicains de l'Hérault sont tous avec lui, dans la lutte féconde qu'il entreprend courageusement pour le triomphe de la République Laïque, Démocratique et Sociale. — (Vifs applaudissements).

Après le Maire, M. Caudrillier, inspecteur d'Académie et M. de Monté, ministre, prononcèrent des allocutions très applaudies où ils développèrent le grand problème de l'école unique.

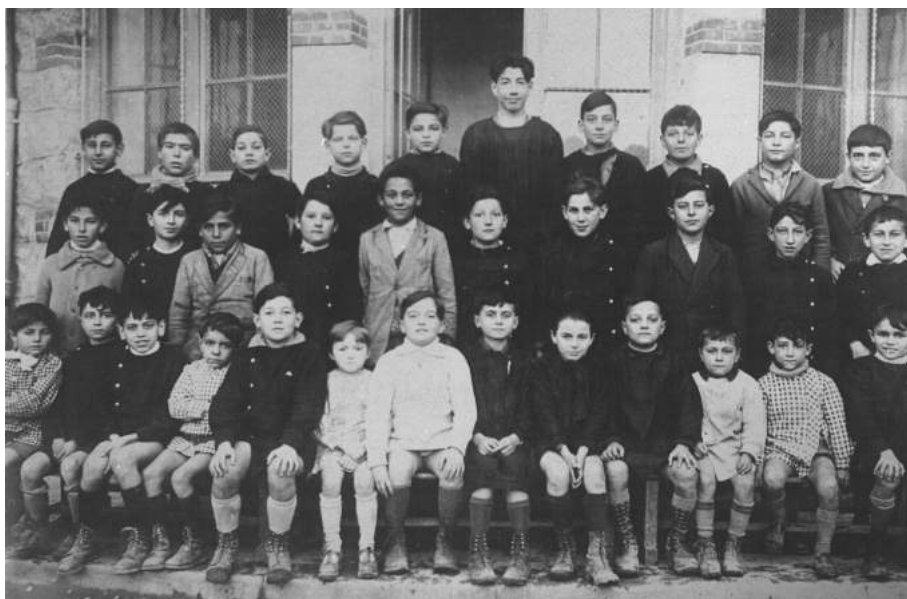






Une classe d'Anatole-France en 1926-1927...

*Fonds privé*



... 1928-1929.

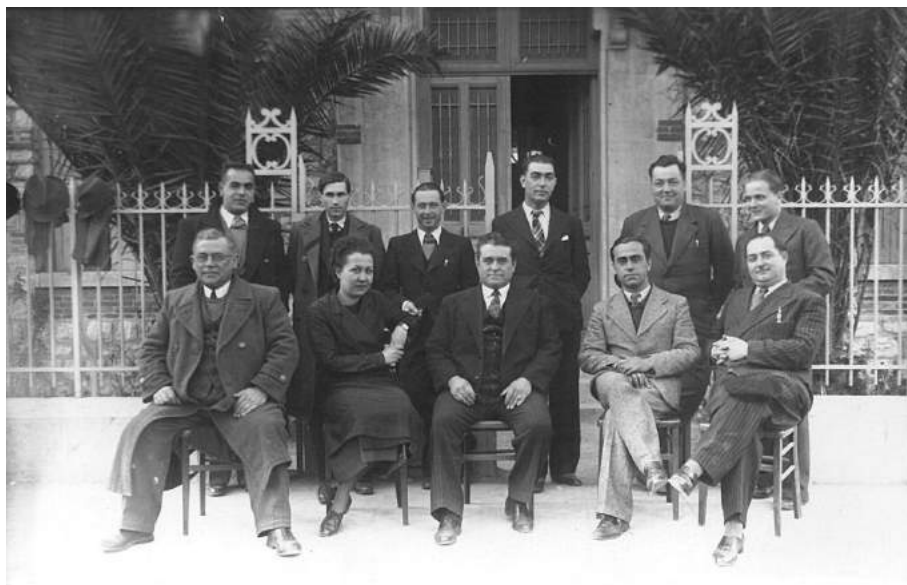
*Fonds privé*



... en 1929-1930.

Fonds privé





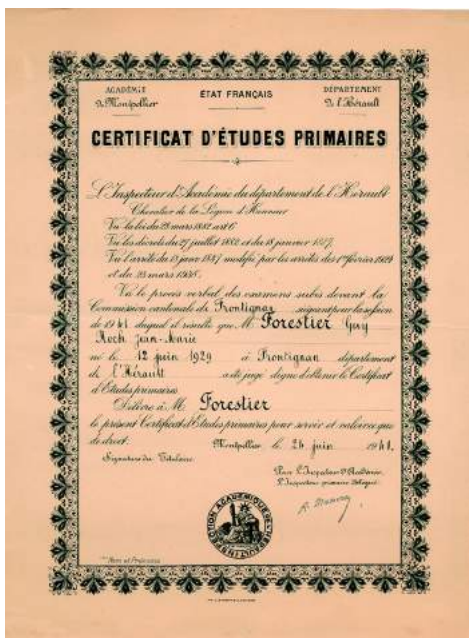
Des professeurs d'Anatole-France en 1937-1938.

*Fonds privé M. Gaziniol-Loutrens*

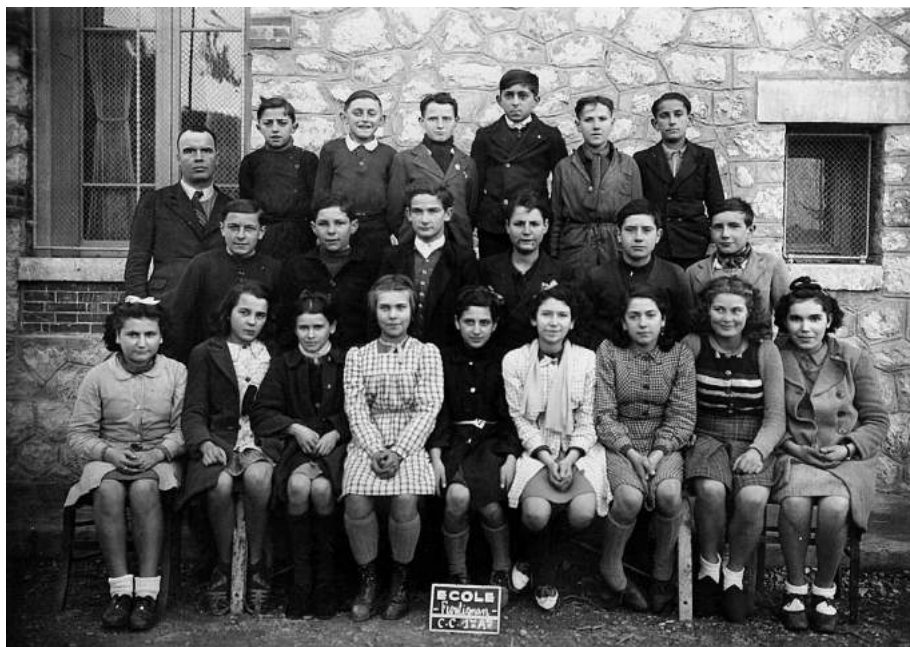


Une classe en 1937-1938.

*Fonds privé M. Antoine*



Certificat d'études primaires 1941.  
Fonds privé G. Forestier



Une classe en 1942-1943.

Fonds privé G. Forestier



... en 1945.

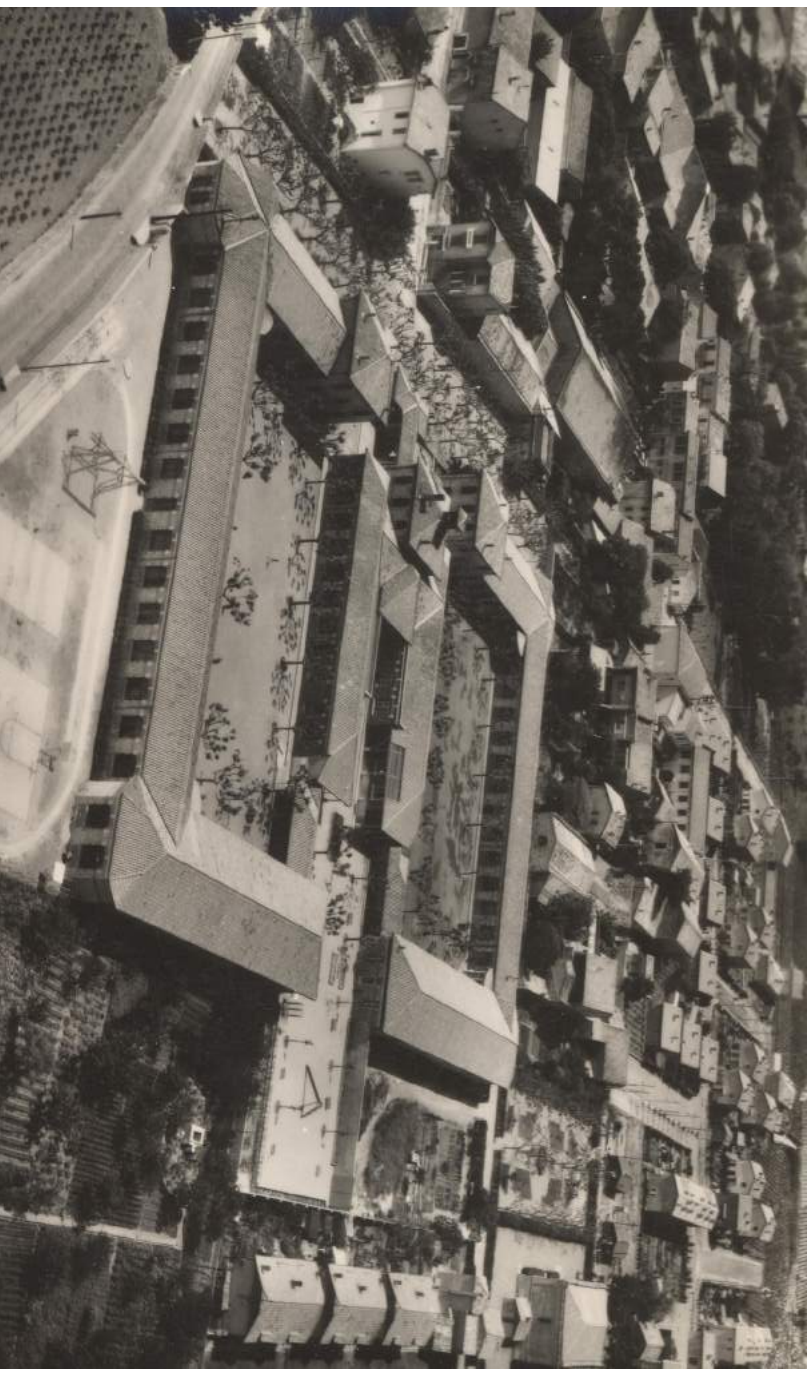
*Fonds privé*



... en 1947-1948.

*Fonds privé J-P. Grau*



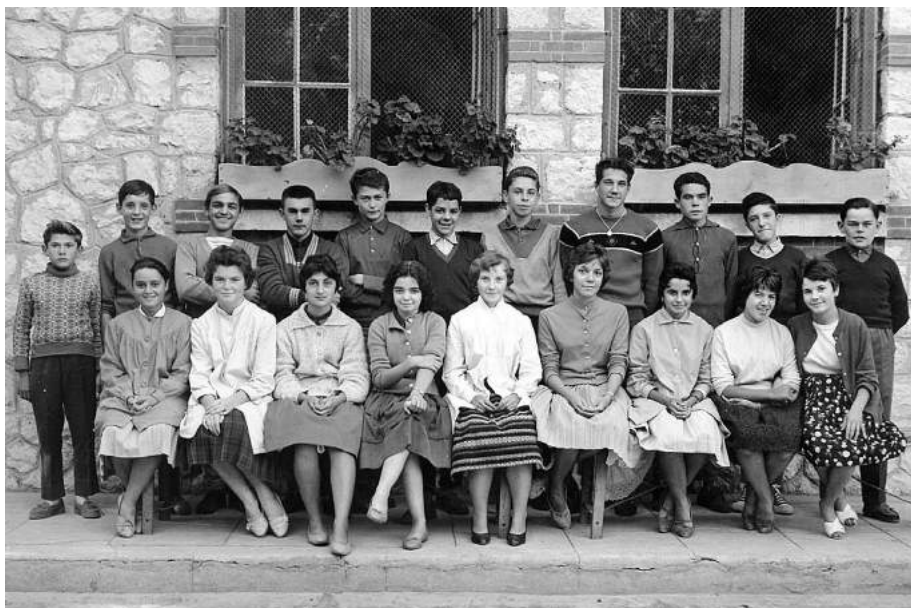


Vue aérienne du groupe scolaire Anatole-France. Le gymnase (aujourd'hui dénommé Guy-Sganga n'est pas encore construit. Il sera inauguré le 1<sup>er</sup> juillet 1951 par Georges Aillaud, maire.



Une classe en 1954-1955.

*Fonds privé*



... en 1959-1960.

*Fonds privé*



... en 1966.

*Fonds privé A. Castilazuello*



... en 1967.

*Fonds privé A. Esteve*



# Chapitre III

## L'inauguration d'un «*palais scolaire*»

Le 3 mai 1925, les élections municipales avaient vu la victoire de la liste «*Union Républicaine-Socialiste et Socialiste*» et la réélection de Victor Anthérieu et, parmi les sujets abordés, c'est l'inauguration du groupe scolaire qui naturellement suscitait le plus d'animation au sein du conseil<sup>64</sup>. Le 24 juin, la municipalité soulignait sa volonté «*de donner le plus grand éclat à la cérémonie (...), d'inviter un ou plusieurs ministres, les sénateurs et les députés du département, et en outre les autorités civiles et militaires.*» Pour l'inauguration de la place Jean Jaurès, prévue le même jour, on décidait d'inviter «*une personnalité les plus en vue du parti socialiste, telle que M. Paul-Boncour par exemple. Un banquet où chacun verserait son écot, sauf les invités naturellement, clôturerait cette fête qui donnerait lieu à une gaude manifestation républicaine populaire*»<sup>65</sup>.

Plus d'une centaine d'invitations sont lancées au cours de l'été. Ami de Victor Anthérieu, le député Edouard Barthe se charge à Paris de contacter les plus hautes personnalités. Joseph Paul-Boncour ne pourra venir car il est, ce 4 octobre 1925, retenu à Genève. Anatole de Monzie doit quant à lui se rendre à Alberville, mais, devant l'insistance de Barthe, le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts finit par donner des instructions pour se dégager de cette obligation. «*Il viendra donc à Frontignan, écrit E. Barthe. Il veut une belle manifestation de gauche et il désire prononcer un discours qui donnera de l'écho au sujet de la politique extérieure. Il faudra lui organiser une belle manifestation. Je lui ai dit qu'il y aurait foule.*» Le 20 août, le ministre donne lui-même sa réponse : «*Monsieur le maire, notre ami Barthe me transmet votre bonne invitation que j'accepte avec plaisir, si peu que rien ne m'empêche de réaliser mes intentions. Je vous prie donc de croire à mes remerciements et à l'assurance de mes parfaits sentiments*»<sup>66</sup>.

Ce même jour, le maire lance un appel à plusieurs traiteurs de la région pour organiser un banquet réunissant 300 à 400 personnes. Le lendemain, il sollicite le concours de la musique du 81<sup>ème</sup> Régiment d'Infanterie. Des photographes de presse ainsi qu'un opérateur de cinématographe sont attendus. Le «*Petit Méridional*» de Montpellier répond le 11 septembre, le «*Petit Journal*» de

---

64 Cf. archives municipales, 4M6

65 Cf. archives municipales ; compte-rendu du conseil municipal du 24 juin 1925

66 Cf. archives municipales, 4M6

Paris, le 25. Il y aura en tout dix journalistes pour couvrir l'événement. Des menuisiers et des jardiniers sont chargés de l'aménagement et du décor. La mairie de Montpellier prête à la municipalité les tables et 400 chaises pour le banquet. Il y aura le ministre et un membre de son cabinet, trois sénateurs, six députés, le préfet et ses deux chefs de cabinet, le recteur de l'Académie, l'inspecteur d'Académie et l'inspecteur primaire, le président du Conseil général et les quatre membres du bureau, le secrétaire général de la préfecture, le général commandant le corps d'armée et son officier d'ordonnance, le commandant de gendarmerie et le lieutenant de gendarmerie de Cette, l'architecte en chef du département et son adjoint, l'agent-voyer d'arrondissement, l'architecte Louis Carlier bien sûr, le conseiller d'arrondissement, les cinq maires du canton, les vingt-trois membres du conseil municipal de Frontignan, le secrétaire de mairie, le directeur et les deux directrices des écoles, le commissaire de police, le juge de paix, le percepteur, le receveur des postes...

La veille du grand jour, le maire écrit «à Messieurs les boulangers» qu'en raison de l'affluence probable qu'il y aura, il serait bon de prévoir un approvisionnement de pain supplémentaire. Quarante-deux mats de dix mètres avec oriflamme et écusson à drapeaux jalonnent le parcours officiellement prévu, depuis le boulevard de la République jusqu'à l'avenue Anatole-France. Des centaines de plantes décorent l'hôtel de ville et les écoles<sup>67</sup>. «Partout, dans les rues, sur les places, aux balcons des maisons particulières, comme à la façade de l'Hôtel de Ville, les écussons aux drapeaux tricolores, les guirlandes de fleurs et les plantes vertes annoncent aux visiteurs qu'une grande journée se prépare pour la ville<sup>68</sup>.» Tout est prêt pour «la manifestation laïque de Frontignan», titre commun des journaux «Le Cri des Jeunes» et «Le Languedoc Socialiste», datés du 10 octobre 1925.

\* \* \*

Dimanche 4 octobre 1925 : le train rapide 21, en provenance de Montpellier, s'arrête exceptionnellement à dix heures à la gare P.L.M de Frontignan, qui vient d'être rénovée et où il y a foule. Le ministre Anatole de Monzie et son escorte de personnages officiels, préfet général, recteur, sénateurs, députés, conseillers généraux, inspecteurs et hauts fonctionnaires sont accueillis par le maire, qui leur présente le conseil municipal. Un journaliste du «Petit Méridional» suit l'événement :

«M. de Monzie, qui domine la foule, non seulement grâce à son reluisant huit-reflets, mais encore par sa haute taille, sourit aux compliments et aux remerciements de M. Anthérieu, premier magistrat de la ville, heureux, entre tous, de cette journée qui est la sienne... la musique du 81<sup>ème</sup> joue une vibrante Marseillaise,

<sup>67</sup> Ibid.

<sup>68</sup> Cf. «Le Cri des jeunes», n°113, du 10 octobre 1925

*écoutée têtes nues. Les enfants des écoles forment une haie enthousiaste. Les drapeaux et oriflammes claquent dans l'azur radieux. La foule charmée de voir un ministre applaudit... Drapeau tricolore en tête, le cortège se forme et se déroule à la bonne franquette, encadré par de beaux gendarmes et de non moins beaux agents municipaux en grande tenue.»*

*Le quai Voltaire, le boulevard Victor-Hugo, la Porte Saint-Martin, «on arrive ainsi à la mairie, ornée à ravir de plantes et de fleurs<sup>69</sup>- mairie moderne et digne de Frontignan - où les officiels s'installent dans la grande salle, où on présente au ministre les maires et principaux élus du canton et des communes des environs ; M. Rom, 1<sup>er</sup> adjoint de Cette, en tête.*

*Congratulations, saluts, souvenirs, M. Alexandre Anthérieu, 1<sup>er</sup> adjoint, donne lecture du procès-verbal de la cérémonie, des cérémonies même à venir, et chacun signe, le ministre ayant donné l'exemple en un superbe paragraphe.*

*A 100 mètres est la place Jean-Jaurès ; on la baptise ce jour. Elle abrite le monument aux morts devant lequel la foule s'incline, pendant que ministre, préfet, président du Conseil général et maire, déposent des fleurs au pied de la colonne que surmonte une victoire ailée.*

*Un soleil de plomb sévit. On transporte la tribune dans un coin plus ombré et le maire Anthérieu prononce le premier discours. Il ne sera pas le dernier !*

*Ce n'est pas un acte de parti, déclare-t-il, que Frontignan a voulu faire en donnant le nom de Jaurès à cette place. La Ville est simplement reconnaissante de l'œuvre et de l'enseignement de celui qui, pacifiste entre tous, fut la première victime de la grande guerre. Jaurès honore l'humanité. Honorons-le d'un cœur serein. (Applaudissements).*

*M. Billod, maire du chef-lieu, d'ailleurs représenté encore par MM. Paloc, Blayac, adjoints, et le général Campa, conseiller municipal, lui succède. C'est l'envoie d'un socialiste vers le grand socialiste, vers celui qui rêva de l'école laïque, de la coopération effective et de la paix universelle, toutes choses que Frontignan célèbre aujourd'hui...*

*Le ministre, qui parle ensuite, accumule des félicitations et des remerciements. L'évocation du génie de Jaurès ne le gêne pas, pas plus qu'elle ne gêne d'autres ministres vraiment républicains... Parlant alors de la guerre marocaine, que vient d'évoquer M. Billod, il dit qu'hier M. Painlevé à Nîmes, fit connaître les conditions de paix d'aujourd'hui... M. de Monzie effleure, ensuite, le problème de l'Ecole laïque. Comme Jaurès, il veut l'unité des esprits et des écoles. C'est cette unité qui illumina les pensées du tribun. Il voulait l'égalité de l'instruction pour le fils du peuple et du bourgeois.*

*M. de Monzie accentue : il n'y a pas deux esprits. Il faut qu'un même enseigne-*

---

69 Ce fut l'œuvre du fleuriste Gauzy-Viala, membre de la section de Cette des Jeunesses laïques et républicaines d'après «Le Cri des jeunes»

ment soit donné à tous les enfants d'un même pays.

Le Ministre lit ensuite une belle page de Jaurès et termine en affirmant qu'il a la certitude de voir s'accomplir, avec le concours de la majorité du Cartel, cette belle et indispensable réforme de l'unité de l'enseignement. C'est elle qui assurera la paix, la liberté, le progrès et notre véritable émancipation<sup>70</sup>. (Longs applaudissements)

La musique joue un joli morceau pour rafraîchir les idées, et l'on repart vers les nouvelles écoles. Encore un cortège, des bravos et des saluts !»

La rue du Port, le boulevard de la République, le boulevard Gambetta et l'avenue Anatole-France : «Comme midi sonne, on arrive.

Nous ne dirons plus rien du groupe, mieux du palais scolaire. Avec tous ceux qui le visitent en ce jour, nous l'admirerons encore sous les guirlandes et les trophées de drapeaux discrètement placés qui soulignent son élégance.

Le ministre, guidé par le maire, admire lui aussi longuement, toutes les classes, les cours et les préaux. Il ne cache pas son étonnement d'une telle œuvre.

Mais la chaleur paraît redoubler. Dans un coin on aperçoit, avec plaisir, un comptoir aux boissons fraîches. On choque le verre avec salves et on le vide de même.

M. Anthérieu présente M. Carlier, auteur du groupe, au ministre qui le félicite, puis le maire de Frontignan prononce son second discours.

Il crie sa joie de la réussite de l'œuvre terminée. Et cette œuvre répond au désir de tous les véritables démocrates. Aucun sacrifice ne doit être regretté. Frontignan se réjouit d'avoir fait son devoir pour les fils du Peuple et son maire espère que le ministre appréciera l'effort de sa petite ville. (Bravos).

M. Caudriller, inspecteur d'Académie, vante l'œuvre de Frontignan. Il souhaite la voir suivie par de nombreuses communes de l'Hérault. Il est heureux d'avoir entendu associer la grande figure de Jaurès à cette journée de fête scolaire.

M. de Monzie harangue à nouveau le peuple, il le fait avec une souriante humeur : Pourquoi m'avez-vous fait venir ? Pour vous féliciter, pour vous complimenter ? Hé bien, oui, en ma personne, le gouvernement est étonné. Mais ravi. Et en son nom je m'étonne qu'à Frontignan on remplisse si bien le programme de l'école laïque.

Vous pratiquez véritablement la laïcité qui doit être bâtie, jalonnée, pour répondre à l'effort du passé. Pauvres d'esprits ceux qui disent que l'on va trop vite dans le domaine des réalités. Il faut faire large et ample. C'est votre sagesse, vous avez construit pour demain.

C'est ici dans ce palais scolaire que doit se former la vie civique. Elle ne peut se former ailleurs, sinon on disperserait le cerveau de la Nation. La Cité est ici.

Au pays du muscat et des longs espoirs, vous avez réalisé l'effort. Parce que

---

70 Il dit précisément : « Il ne doit pas y avoir deux esprits ; un esprit primaire et un esprit secondaire mais le même enseignement doit être donné à tous les enfants d'un même pays... Nous allons reprendre la pensée de Jaurès sur l'école unique, et avec la majorité du cartel formé le 11 mai 1924, nous réaliserons cette réforme qui assurera notre marche vers la Paix, le Progrès, la Liberté et l'Emancipation. » ; cf. «Le Cri des jeunes»

*vous êtes des démocrates clairvoyants. Je pars d'ici, M. le maire, avec un exemple, une leçon et un réconfort ! (Ovation enthousiaste).»*

Vers treize heures, le banquet est donné dans le grand préau de l'école des garçons. Bouchées à la viande, beurre, saucisson, langouste sauce frontignanaise, filets de charolais sauce périgourdine, petits pois au jambon, chapons de Bresse rôtis, bombe glacée, fruits variés, petits fours secs, vins rouge et blanc de Frontignan, muscat et café, le restaurateur frontignanais Paul Miramond a préparé un repas à la hauteur de l'événement.

*«Plus de 500 convives s'assoient autour de nombreuses tables perpendiculaires à celle d'honneur que préside le ministre ayant à sa droite le maire et à sa gauche le préfet... Le menu est somptueux. Les tables, fleuries par la maison Roussel, de Montpellier, font merveille. Les fourchettes aussi. La musique joue.*

*Tout arrivant, à 15 heures, sonne l'heure des discours. On les annonce innombrables, comme les galets de la plage.*

*M. Anthérieu qui, s'il est à l'honneur est aussi à l'ouvrage, a le premier la parole. Il adresse au nom de Frontignan de nouveaux remerciements aux invités et à tous ceux qui contribuent à la réussite de cette fête. Au désir de paix qui anime le gouvernement, répond celui unanime du Pays qui lui fait confiance. Et le maire lève son verre à la gloire de la République française.*

*Une ovation prolongée accueille le discours du maire et un ban est battu en son honneur.*

*Le ministre, qui a délicatement humé son verre de muscat, en connaisseur, est plongé maintenant dans les nuages opaques de sa pipe. M. Herriot a fait école.*

*M. Ducaud, préfet, salue le ministre, fait l'éloge des populations héraultaises, du personnel enseignant et souhaite que l'exemple de Frontignan soit suivi, et portant le toast protocolaire, il lève son verre à M. Doumergue, président de la République, dont il fait un vif éloge. (Ovation et ban). M. Ducaud boit enfin à M. de Monzie. (Nouveau ban).*

*M. Paloc, président de la fédération départementale des jeunes laïques, fortement acclamé, fait entendre des paroles de foi et d'espoir républicains. Il demande au ministre de défendre l'enseignement laïque et les institutions laïques. (Ban).*

*M. Nègre, président du Conseil général, au nom de cette assemblée, apporte à M. de Monzie et au gouvernement, l'hommage de son attachement inébranlable. Il célèbre l'heure prochaine de l'école unique d'où sortira la génération de progrès. L'ardeur de M. Nègre soulève une vague de bravos et d'applaudissements.*

*M. Barthe, au nom de la députation de l'Hérault, s'incline devant M. de Monzie, dont la présence fait la joie de cette population si républicaine de Frontignan. Il lui demande d'insister auprès du gouvernement pour qu'il vienne en aide aux commu-*



nes moins fortunées que celle-ci. (ban et ovation). Il souhaite que avec l'union des gauches, avec le ministère Painlevé, soit le continuateur du ministère Herriot. Vive le cartel des gauches ! (Bravos).

M. Roustan, sénateur, salué par un ban, se joint au nom de ses collègues aux précédents orateurs. Lui aussi, élu du cartel, prend l'engagement de défendre l'école laïque. Envoyant un salut ému et poétique à Frontignan, il déclenche un ouragan d'enthousiasme. M. Roustan boit aux générations qui, dans cette école, viendront puiser le goût du bien et du beau. (Triple ban).

L'heure s'avance et nombre d'orateurs s'abstiendront de parler. Ils en seront simplement pour un discours rentré ! D'ailleurs tous les convives attendent avec une vive impatience la parole ministérielle, la dernière, c'est-à-dire la meilleure.

M. de Monzie se lève donc. Ses yeux pétillent derrière ses lunettes. Il commence sur le ton badin.

Si la journée se prolongeait encore, il me faudrait finir par vous faire un véritable discours programme. Je ne le veux pas.

Barthe m'a dit : Viens ! Je suis venu. Je ne le regrette pas à cause de cette bienvenue magnifique que vous m'avez réservée et qui s'est précisée ici par la présence de tous mes amis du parlement que sont vos sénateurs et députés, et par l'accueil d'autres amis que j'ignorais encore : vous tous.

J'ai écouté avec plaisir et intérêt tous les orateurs précédents. J'ai retenu l'appel de Barthe à une politique précise. J'ai entendu Roustan dans son poème chantant et j'ai admiré son vieux père, l'écoutant avec joie.

Je ne puis répondre à tous, mais je veux vous dire pourtant ce que vous attendez.

Oui, c'est vrai, le pays est en haleine, en expectative. Il n'est pas mauvais que de pareilles manifestations provoquent parfois des explications.

Il ne suffit pas de bâtir des palais scolaires. Il faut y assurer le sort, le stable de l'instituteur, l'assurer surtout contre des menaces dont le souvenir n'est pas dissipé.

Je suis en train de mettre au point des projets du gouvernement. Il est nécessaire de leur donner la certitude qu'ils doivent participer à cette vie scolaire dont ils ont la charge, celle aussi que leur carrière se poursuivra librement et qu'ils collaboreront avec l'administration supérieure, afin que leurs mérites soient reconnus par un juste avancement. Je voudrais les associer à ceux qui font les promotions annuelles et comme une circulaire ne serait pas suffisante, j'ai préparé un texte de loi en faveur de cette association.

Le ministre, dont la voix est claire, commence à s'animer un peu.

Il y a, Messieurs, dit-il, un programme qui surtout doit devenir une réalité : c'est

*celui de l'école unique. Nous la ferons parce que promise. Elle est dans la logique et le pays la veut. Nous ne pouvons, d'ailleurs, faire autrement.»*

Le ministre évoque ensuite la situation de la France et la guerre au Maroc. Puis il conclut.

*«L'atmosphère du pays doit être purgée de toute équivoque.*

*Oui, il y a eu un malaise !*

*C'est le devoir et la tâche de la majorité du 11 mai, du cartel, de le dissiper. Il faut des actes pour que règnent la laïcité, l'ordre financier et la paix.*

*Notre loyauté, l'entente des véritables démocrates assureront l'avenir. Et nous sommes de ces démocrates !*

*Une belle ovation emporte ces dernières paroles du ministre. La salle, debout, applaudit à tout rompre.*

*C'est l'apothéose d'une belle journée. Et les citoyens se retirent émus de cette grande leçon qu'ils viennent d'entendre dans le nouveau groupe scolaire de Frontignan, réservé désormais aux tout petits.»*

Raccompagné à la gare par un important cortège, le ministre repart à dix-huit heures trente. Mais la grande fête populaire se poursuit jusqu'au soir. A vingt et une heures, l'illumination du groupe ouvre le grand bal public que l'on a organisé dans le grand préau.

\* \* \*

Ainsi, derrière l'apparente simplicité des façades du groupe scolaire Anatole France, qui depuis quatre-vingt ans s'anime au quotidien du rire des enfants de Frontignan, se trouve un «palais scolaire», une «cité universitaire», «une œuvre élevée à la gloire de la République et mise au service de la Démocratie», une «école laïque ouverte à tout le monde», pour «l'émancipation des esprits», pour «l'égalité de l'instruction entre le fils du peuple et le fils du bourgeois».

Il y eut beaucoup de discours en cette journée d'inauguration du 4 octobre 1925. Il y eut souvent les mêmes mots. «On est ici dans l'école idéale, on croit assister à une anticipation sur l'avenir et cependant ce sont bien des réalités ces salles vastes et lumineuses, aux murs peints à l'huile, ce matériel neuf, coquet et commode, ces radiateurs de chauffage central, ces plafonniers d'éclairage électrique, ces installations de bains douches. On se dit qu'il eût été impossible de faire mieux<sup>71</sup>.» L'admirable discours de Victor Anthérieu nous replonge dans cette belle histoire :

«Monsieur le ministre, messieurs,

A trois siècles d'intervalle, notre vieille cité latine aura eu l'honneur de recevoir dans ses murs deux représentants du gouvernement de la France. Mais alors que le cardinal de

---

71 Cf. «Le Cri des jeunes» du samedi 10 octobre 1925

Richelieu, l'homme rouge ainsi que l'appela Victor Hugo, était venu, de sa rude poigne brimer les consciences, vous êtes venu, M. le ministre, gagner les cœurs et donner aux habitants de Frontignan, une nouvelle preuve de cette sollicitude que la République n'a jamais cessé de témoigner à tous ses enfants.

On pourra juger plus ou moins sévèrement l'œuvre de la troisième république. On pourra critiquer sa politique intérieure ou extérieure, sa politique coloniale peut-être, mais il est une partie de son œuvre devant laquelle on devra s'incliner, c'est celle qui a trait à l'émancipation des esprits, à l'organisation de l'enseignement.

Lorsque le second empire fut renversé, le premier souci des républicains arrivés au pouvoir, fut de reprendre l'œuvre de la convention nationale, qui, d'une large touche, avait indiqué la réforme de l'enseignement, mais à qui le temps avait manqué pour l'exécution.

La besogne n'était pas précisément aisée. Il fallait non seulement arracher le monopole de l'instruction du peuple à l'église, mais il fallait encore laïciser l'enseignement, le délivrer complètement de la contrainte dogmatique qui en faisait en quelque sorte un instrument *Ad majorem gloriam exclesiæ (sic)*.

Ce sera l'éternelle gloire de Jules Ferry, d'avoir mené à bien cette œuvre colossale et sa réforme marque un tournant dans l'histoire de la démocratie sous la troisième république. Depuis lors, le vaisseau de l'école laïque a gagné la haute mer et la brise de plus en plus favorable le pousse vers les plus hautes destinées.

A Frontignan, où les esprits étaient depuis longtemps acquis à la république, les diverses municipalités qui se sont succédées ont collaboré joyeusement à l'œuvre d'émancipation sociale entreprise par les chefs du parti républicain.

Ce fut d'abord, après 1870, la création d'un groupe scolaire devenu insuffisant, en 1896 la construction d'un groupe scolaire de la Peyrade et enfin l'édification du véritable palais universitaire que nous inaugurons aujourd'hui. En le votant, les conseillers municipaux de Frontignan n'ont pas obéi à un sentiment de vaine gloriole. Ils ont simplement écouté la voix de leur conscience républicaine et accompli leur devoir envers la population qui leur avait confié la défense de ses intérêts primordiaux.

La chose, qui avait paru facile de prime abord, fut rendue plus délicate par les perturbations qu'avaient amenées les événements de la guerre dans l'ordre économique. Ce n'était plus 600 000 francs qu'il fallait trouver, mais deux millions.

Ces difficultés nouvelles ne découragèrent point l'assemblée municipale ; bien plus, elles ne firent qu'accroître son désir d'arriver à une prompt solution.

Cette solution, nous l'avons enfin obtenue, grâce à l'aide généreuse du gouvernement de la République, au concours que nous avons trouvé, non seulement auprès des sénateurs, députés et conseillers généraux de l'Hérault, mais aussi auprès des autorités universitaires du département qui nous ont encouragés et aidés de leurs conseils et de leur expérience.

Vous avez vu notre œuvre, Monsieur le ministre. Vous l'avez jugée. Elle fait le plus grand honneur à l'architecte qui l'a conçue : à monsieur Carlier ici présent, à qui je suis heureux d'adresser les félicitations et les remerciements de la population tout entière.

Sans doute quelques esprits chagrins, j'allais dire jaloux, crient : à la folie, à la ruine.

Peu importe. Pour nous, lorsqu'il s'agit des intérêts matériels et moraux de la démocratie, rien ne nous apparaît comme d'un prix trop élevé, et dans cette vaillante cité de Frontignan, où la viticulture, l'industrie et le commerce concourent à l'envie, à la prospérité générale, nul, à moins d'être animé du plus évident parti pris, ou bien totalement dépourvu de sentiments laïques n'osera critiquer une œuvre élevée à la gloire de la République et mise au service de la démocratie.

Et puis, les dépenses que l'on souscrit pour l'enseignement, sont-elles véritablement des dépenses ! N'est-ce pas Edgar Quinet<sup>72</sup> qui a dit qu'instruire le peuple, c'est pour un état républicain, faire le meilleur des placements ! Intensifier toutes les forces vives de la nation ; mettre en œuvre toutes les ressources intellectuelles inexploitées qui forment le fond de la conscience populaire, n'est-ce pas, en effet, enrichir, augmenter le patrimoine de la France !

Pour cela, le gouvernement de la République peut compter sur la démocratie méridionale en général et les républicains de Frontignan en particulier.

Non seulement nous sommes disposés à nous associer à tous les efforts qui tendront à diffuser l'instruction dans le peuple, mais j'ose dire, non sans quelque légitime orgueil que la municipalité de Frontignan a su parfois prendre les devants. De toutes nos forces et de tous nos moyens, nous avons assuré dans notre commune l'enseignement primaire intégral ; mais de plus, nous avons fondé un cours complémentaire qui non seulement prépare les enfants aux examens des bourses des lycées et collèges et à l'école normale ; mais encore procure à tous un enseignement professionnel en rapport avec les exigences locales et qui leur ouvre, soit dans le commerce, soit dans l'industrie des carrières qui leur étaient auparavant fermées. Bientôt une section d'agriculture sera instituée qui donnera à ceux de nos enfants qui se destinent à la culture de notre sol méridional, les notions indispensables à l'exercice de leur profession.

Enfin, nous appelons de tous nos vœux, monsieur le ministre, le vote par les chambres d'un projet qui vous est cher et qui fait l'objet de vos constantes préoccupations. Nous voulons parler de la création de l'école unique qui permettra aux enfants du peuple de bénéficier de tous les avantages réservés exclusivement jusqu'à aujourd'hui à la fortune. Alors la République aura dans cet ordre d'idées mis le comble à ses bienfaits, parce qu'elle aura établi l'égalité devant l'enseignement et donné un libre essor à toutes les intelligences.

Cet avenir dont l'avènement est proche, la République aura su l'assurer sans froisser une opinion, sans molester une conscience.

---

72 Ecrivain français (1803-1875) dont la pensée idéaliste et la mystique du progrès scientifique et social s'expriment notamment dans le poème en prose *Ahasvérus*.

L'école laïque est ouverte à tout le monde. Catholiques, protestants, mahométans, israélites tous peuvent entrer dans le temple que nous avons élevé et boire à pleine coupe à la source de science et de vie que distribue si généreusement notre admirable personnel enseignant. Gambetta avait dit à son heure : l'Ecole laïque sera non confessionnelle ou ne sera point. Héritiers de la grande tradition révolutionnaire, les démocrates de la Troisième République en ont résolument appliqué les principes. Le domaine de la conscience est resté, par eux inviolé.

Les résultats de cette politique à la fois ferme et sage ne se sont pas faits attendre et c'est avec la plus grande satisfaction que le parti républicain enregistre aujourd'hui les progrès constants réalisés par l'enseignement laïque.

Dans quelques heures, monsieur le ministre, vous allez rentrer à Paris, vous donnerez au chef du gouvernement, à qui j'adresse mes plus respectueux hommages, l'assurance que les républicains de l'Hérault sont tous avec lui, dans la lutte féconde qu'il entreprend courageusement pour le triomphe de la République Laïque, Démocratique et Sociale<sup>73</sup>.»

---

73 On trouve les trois discours prononcés le 4 octobre 1925 par le maire V. Anthérieu dans «*Le Languedoc Socialiste*» du 10 octobre 1925.

# chapitre IV

## L'école pour tous d'une commune en expansion (1925-1967)

«*Le triomphe de la République Laïque, Démocratique et Sociale*», qu'exalte Victor Anthérieu et tous les orateurs de ce dimanche 4 octobre 1925 à Frontignan, c'est celui de «*l'Ecole unique*» des «*Compagnons de l'Université nouvelle*» d'Henri Wallon, qui militaient, au lendemain de la première guerre mondiale, pour la suppression des barrières entre les différents ordres d'enseignement. Gratuite, obligatoire, laïque, l'école primaire des années 1930 était la seule école que fréquentait l'immense majorité des enfants de France : environ six sur sept. On pouvait donc, à juste titre, l'appeler «*l'Ecole du peuple*». Pour les frontignanais, cette école, c'était l'école Anatole-France.

### 1. Vingt ans de croissance contenue

Avec cette nouvelle école, sa nouvelle place Jean Jaurès et son monument aux morts, son nouveau cimetière, ses premières habitations à bon marché près du chemin des Carrières, l'inauguration en 1921 de l'éclairage électrique public, la signature en cette même année d'une convention avec Balaruc pour l'acquisition d'une source en eau potable, avec encore la mise en place d'un réseau de tout-à-l'égout en 1928-1929 ou l'installation de douches municipales en face de la nouvelle école en 1927, Frontignan connaît dans l'entre-deux-guerres une période importante en matière d'équipement. Un vent de modernité souffle dans ces années sur la petite ville où s'accroît sans cesse une population ouvrière, d'employés des usines, des chais, des carrières de pierre de la Gardiole et des salins.

Jean Sagnes nous décrit ainsi une ville «*laborieuse*», mais toujours en pleine croissance à la veille de la Seconde guerre mondiale : «*Les rues du centre ville retentissent des coups de marteau des nombreux tonneliers qui travaillent portes ouvertes et installent volontiers leur matériel sur leur pas de porte. De longues charrettes étroites, capables de transporter de nombreux tonneaux et tirées par un*

*ou deux chevaux, sillonnent la ville. Près de la gare et surtout le long du canal, des centaines de tonnes de toutes catégories s'entassent, témoignant d'une activité économique soutenue. Naturellement, les constructions nouvelles tendent de plus en plus à s'éloigner du pentagone originel autour duquel, depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les boulevards ont remplacé les remparts et les fossés. C'est en bordure de ces boulevards que s'élèvent les maisons de maître des négociants tandis que le centre ville aux rues étroites et tortueuses demeure le quartier populaire des ouvriers et des artisans. Les constructions se développent également le long de la route nationale, vers Montpellier au nord, vers Sète au sud, le long de la route de Balaruc ou du chemin des Carrières. Le hameau de La Peyrade, séparé du reste de l'agglomération par une vaste zone inhabitée de 3 km environ, s'étoffe autour de ses usines<sup>74</sup>.»*

Mais revenons en 1925, au fil des réminiscences d'Albert Bouldoire. De retour à quatre-vingt-six ans sur les lieux de son enfance, il se souvient :

«Le plus impressionnant, c'est la taille des arbres. Ils étaient tout petits quand j'étais élève. C'est le plus marquant et la seule chose qui ait réellement changé de l'extérieur ; ça donne une idée différente de l'espace. J'avais l'impression que la cour était immense !

Et puis le sol était en terre battue. Il n'y avait pas de macadam...

Notre grand jeu était le commerce des claus (ou clos pour certains, mais, dans tous les cas, prononcer le s) ; ces noyaux d'abricots qui se gagnaient à la sueur du front. A la visée, à la roulette..., chaque année apportait sa nouvelle façon de jouer. Mais attention, certains essayaient de tricher en remplaçant les claus par des noyaux de prunes sans aucune valeur !

Mon plus beau souvenir est certainement celui d'avoir été envoyé chez M. le Directeur. Etrange non ? Tout le monde le craignait, avec sa grosse voix et son air autoritaire. Mais pas moi. Bien sûr, comme les autres, je le respectais, mais nous avions notre secret, une raison d'être complice : la chorale. J'en étais le soliste et il m'entraînait régulièrement afin que je donne le meilleur de moi-même à la fête des écoles : rendez-vous de fin d'année incontournable.»

Le petit choriste n'était pas le seul à trouver que son école était bien grande. Pour bon nombre de ses détracteurs, elle était même trop grande. Or, en 1931, il y avait six classes à l'école élémentaire des garçons pour 291 élèves, soit une moyenne de 48 élèves par classe. Le conseil municipal demandait donc la création d'une septième classe. Seulement deux ans plus tard, en 1933, il y avait 326 élèves dans cette même école élémentaire de garçons, soit 46 élèves par classe. Le conseil municipal demandait la création d'une huitième classe. En 1935, il demandait la création d'un poste supplémentaire au cours complémentaire, car il y avait alors 43 élèves en première année, 47 en deuxième et 20 élèves en section commerciale : soit 110 élèves d'E.P.S pour deux maîtres seulement.

A cette époque, la fréquentation de l'école était obligatoire de six ans ré-

---

74 Cf. *Histoire de Frontignan-La Peyrade*, p.186

volus à treize ans révolus. On pouvait y rentrer un peu plus tôt, dans une classe enfantine et, inversement, la quitter dès douze ans, si l'on était titulaire du certificat d'études primaires, diplôme prestigieux qu'obtenait près de la moitié des enfants<sup>75</sup>. Mais la durée du séjour à l'école primaire était en général de sept années.

L'objectif scolaire, défini par les instructions de 1887 et de 1923, était «*de bien apprendre ce qu'il n'est pas permis d'ignorer*», en trente heures de classe hebdomadaires. Ce minimum d'instruction devait préparer les petits français, non à accomplir des études secondaires, mais à recevoir, dans le meilleur des cas, un complément de formation dans les cours complémentaires, les écoles primaires supérieures et les écoles manuelles d'apprentissage. «*Pour les républicains positivistes comme Jules Ferry, l'école primaire gratuite, obligatoire et laïque était d'abord l'école du peuple. Au singulier, mais dans un double sens : pour eux, en effet, il n'y avait d'école autre ni à côté, ni par la suite*<sup>76</sup>.» L'adolescent de treize ans devait être capable de mener une vie d'adulte. L'instruction morale et civique vantait «*les principales vertus individuelles (tempérance, amour du travail, sincérité, modestie, courage, tolérance, bonté...)* et les principaux devoirs de la vie sociale (la famille, la patrie)». Les garçons avaient appris le maniement des outils les plus usuels pour les réparations diverses et l'entretien de la maison. Les filles avaient suivi des cours de couture et de puériculture. Les cours complémentaires et les écoles primaires supérieures préparaient leurs élèves aux examens du brevet élémentaire ou du brevet d'enseignement primaire supérieur, qui formaient les cadres subalternes de la vie économique et de l'administration, et assuraient le recrutement des écoles normales d'où sortaient, à 17 ou 18 ans, les instituteurs et les institutrices de l'école du peuple. L'enseignement secondaire se composait quant à lui de lycées et de collèges, qui pouvaient cependant accueillir les enfants dès l'âge de six ans pour les former jusqu'au baccalauréat. Ces établissements étaient très différents les uns des autres. De prestige très variable, ils étaient très attachés dans leur fonctionnement aux situations locales.

Ecoles primaires, collèges, lycées, enseignement technique, facultés, un ensemble très disparate d'établissements, comme ceux consacrés aux «déficients», tout cela fut regroupé en 1932, par un certain Anatole de Monzie, dans le ministère de l'Education nationale, pour affirmer de nouveau l'unité de l'enseignement des citoyens. Puis Jean Zay, qui fut ministre du Front populaire en 1936 et jusqu'à la guerre, envisagea une restructuration d'ensemble du système scolaire : un premier degré englobant les petites classes des lycées et collèges ; un second degré intégrant les E.P.S ; une direction de l'enseignement supérieur à laquelle étaient rattachées les écoles normales supérieures chargées de former les profes-

---

75 Cf. Jacques Gimard, *Vive le certif !*, éd. Le Pré aux Clercs, 2004

76 A. Prost, *Education, société et politiques, une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, coll. Point-Histoire, éd. du Seuil, 1997, p.63



seurs des E.P.S et des écoles normales.

Pour améliorer la formation du peuple, une loi du 9 août 1936 prolongea la scolarité obligatoire d'une année, la portant à quatorze ans révolus, ou treize pour les titulaires du certificat d'études. Cette prolongation visait à relever l'éducation populaire, en couronnant l'école primaire par une année spéciale de «*préparation directe à la vie*». Selon les instructions officielles de 1938, elle préparait «*l'enfant à tous les devoirs généraux de l'homme (...) à vivre utilement pour lui et pour les autres dans le milieu où il grandit*», d'où des programmes adaptables suivant les régions. Ainsi, l'activité industrielle et marchande de Frontignan nourrissait, dans les années quarante, le cours de la section commerce de M. Gauthier, qui était par ailleurs négociant.

Avec la création d'une classe de fin d'études, le nombre d'élèves augmenta nécessairement. Au niveau national, le nombre d'établissements scolaires évolua toutefois très peu car ceux-ci purent assez facilement garder les enfants une année de plus, puisqu'ils recrutaient alors dans les générations creuses de la première guerre mondiale. Le contexte historique des années 1930-1940, marqué par un faisceau de crises économiques, politiques et sociales qui devaient déboucher sur la seconde guerre mondiale, ne favorisa pas le redressement du taux de natalité et la population française resta dans une quasi stagnation jusqu'au baby-boom des années 1945-63. Mais à Frontignan, la croissance de la population se poursuivait.

Le recensement du 8 mars 1936 fait apparaître que la commune comptait alors 6 243 habitants, dont 958 étrangers : soit un gain de 2 640 habitants en un demi-siècle. Vers 1935, deux classes supplémentaires avaient été construites à l'école de la Peyrade<sup>77</sup> et, devant l'augmentation du nombre d'élèves, l'école libre s'était installée dans des locaux plus importants, au numéro 13 de l'avenue Frédéric-Mistral<sup>78</sup>. Dès 1938, un projet d'extension fut lancé pour la construction de cinq classes et de deux ateliers à l'école des garçons du groupe Anatole-France<sup>79</sup>. Ainsi, cette école que l'on avait parfois jugée trop grande se révélait, dès les premières années de son fonctionnement, tout juste suffisante pour accueillir convenablement les enfants de plus en plus nombreux de la commune.

La guerre interrompt ce premier projet d'extension, mais l'école continua de fonctionner avec un nombre d'élèves variable, mais toujours élevé.

---

77 Cf. archives municipales, 4M7

78 Il s'agit de l'école Sainte-Thérèse, qui déménagera en 1960 pour pouvoir de nouveau s'agrandir ; cf. *La petite encyclopédie...*, p.59 et Jean Valette, *Frontignan en Languedoc*, p.117

79 Cf. archives municipales, 4M8

## Effectifs de 1939 à 1945<sup>80</sup>

Années	Maternelle 5 classes	Ecole garçons 8 classes (7 en 1943 et 1944)	C.C. 5 classes
1939	215	321	124
1940	241	313	105
1941	226	299	91
1942	218	261	102
1943	218	178	104
1944	?	224	106
1945	177	254	104

La commune a été occupée par les allemands à partir du 12 novembre 1942. A quatorze ans, Guy Forestier préparait son certificat d'études. Il se souvient qu'il faisait très chaud au printemps de cette année scolaire et que les grandes fenêtres étaient largement ouvertes. *«Un jour, nous dit-il, alors qu'il nous préparait à la compo-fran (composition française), notre professeur Monsieur Rouquayrole, qui roulait terriblement les r, nous dit : «Avant de fairrre votrrre devoirr, faites une ébauche...» Un silence suivit dans la classe où nous avons tous compris qu'il fallait entendre «hé boche». Puis il me dit : «Guy, ferrrme la fenèrrre. Il ne faudrrrait pas qu'il y en ait un qui crroît que je l'appelle !»*

Dans l'année qui suivit, la vie scolaire fut davantage perturbée, comme nous l'apprend un rapport rédigé en 1954 par la directrice de l'école des filles, Mlle Péguret<sup>81</sup> : *«C'est la triste année des alertes successives et de l'occupation. La vie de l'école est profondément troublée.»* Des tranchées pour abriter les élèves ont été creusées sur l'allée extérieure, ombragée de platanes. Les enfants ont déserté Frontignan. Il n'y avait plus qu'une vingtaine d'élèves par classe. En octobre, Mme Bernard était détachée à l'école de garçons pour remplacer les maîtres aux armées. Il ne restait donc plus que six maîtresses pour sept classes. Mlle Bousquet s'occupait de deux classes. Le matin, elle avait ses vingt élèves de cours

80 Une partie des archives des écoles ayant été détruite lors du bombardement du 25 juin 1944, il nous est difficile de connaître l'évolution précise des effectifs du groupe scolaire de la ville, car il nous manque les données précises concernant l'école des filles, qui comptait tout de même sept classes, soit une de moins seulement que l'école des garçons.

81 De 1938 à 1951, l'école des filles a été successivement dirigée par Mme Courderc, Mme Bernard et Mlle Richard. Mlle Péguret, nommée le 25 mai 1951, a pris ses fonctions de directrice le 1er octobre de cette même année. En 1954, elle entreprit de présenter son école, l'évolution de ses effectifs, ainsi que les résultats aux examens de fins d'année de ses élèves et quelques anecdotes sur la «vie de l'école» ou concernant des événements particuliers, comme les inondations des années 1930, 1947 et 1953, qui endommagèrent les caves et le chauffage central, les fêtes et les voyages de fin d'études, à Saint-Guilhem-le-Désert notamment, mais aussi la vie scolaire pendant la guerre ; cf. archives de l'école.

moyen et l'après-midi, elle faisait cours aux vingt élèves du deuxième cycle de Mme Bernard. Avec Mlle Richard, qui assurait le cours du certificat d'études, Mlle Bousquet était restée dans l'école. Les autres maîtresses faisaient classe dans des locaux dispersés dans tout Frontignan, *«afin d'éviter, en cas de bombardement, le meurtre massif des enfants.»* Il n'y avait que deux heures de cours par jour, sauf pour les élèves du diplôme d'études primaires élémentaires et du certificat d'études primaires, qui avaient deux heures le matin et deux heures l'après-midi. Les examens se passaient alors à Montpellier, à l'école Clémence Royer. Des abris avaient été prévus au Jardin des Plantes pour les maîtres et les élèves.

Le 25 février 1944, toutes les écoles de la commune étaient fermées. La directrice, Mme Richard, était détachée à Roujan et d'autres maîtresses quittaient la ville. Le 1<sup>er</sup> mai, Mme Albagnac prenait la direction de l'école des filles. Les allemands occupant le groupe scolaire depuis le mois de mars, les cours se déroulaient dans divers locaux de Frontignan. Il y avait alors 107 élèves pour cinq maîtresses : mesdemoiselles Crouzet et Valibouse pour le CP et le CE1, mesdames Combes, Albagnac et Bernard, pour le CE2, le cours moyen et le 2<sup>ème</sup> cycle.

Le samedi 3 juin, tous les établissements publics et privés de la région étaient fermés sur une profondeur de quinze kilomètres à partir de la côte. Après le bombardement du 25 juin, le groupe scolaire fut occupé non seulement par les allemands, mais aussi par les bureaux de la régie, pour servir de cuisine et de réfectoire à la Compagnie Industrielle des Pétroles, pour accueillir les occupants d'un petit hôtel sinistré, pour recevoir des réfugiés et des prisonniers... Il servit même de lieu d'entrepôt pour les épaves du bombardement.

Les bâtiments ne furent cependant qu'assez peu endommagés durant l'occupation et, dès le mois de septembre 1944, toutes les classes de l'école étaient blanchies. La rentrée s'effectua le 16 octobre. Quatre classes seulement purent fonctionner à l'école des filles, mais, le 5 novembre, les sept maîtresses étaient de retour, bien que tous les travaux de nettoyage ne fussent pas achevés. En dehors des cours, ces maîtresses conduirent durant cette année scolaire leurs élèves à la Bourse du Travail et aux goûters offerts par le Secours National où elles servaient à tour de rôle.

Réfection des sanitaires, travaux de menuiserie, de peinture et de blanchissement, un dossier de remise en état des locaux scolaires fut envoyé au ministère de la reconstruction. La commune ne reçut une participation financière du ministère et une aide de l'Etat qu'en 1948 et 1950, d'un montant total de 168 358 francs, mais, avec l'installation de trois chaudières dès l'année scolaire 1946-1947, le chauffage central fonctionna de nouveau et on put se débarrasser des poêles à charbon installés en 1943. Ainsi, la vie reprenait progressivement

son cours normal et Guy Forestier pouvait brillamment passer son brevet élémentaire en 1946, pour entrer à la «Mobil», selon un parcours emprunté par bon nombre de Frontignanais. Il reçut pour récompense un vélo avec dérailleur et, comme tous les enfants de la commune, un livret de caisse d'épargne avec cinq francs.

## 2. Vers un doublement des effectifs

Dans ces années là, on mangeait à la maison ou sous le préau, qui pouvait aussi servir aux cérémonies de remises des diplômes et au grimpé de corde ; lisse pour les garçons, à nœuds pour les filles. Des copains arrivaient en train de Villeneuve-lès-Maguelone, de Vic-la-Gardiole et de Mireval. Certains élèves avaient un vélo. La plupart venaient à pied. De sa conciergerie, Hippolyte Rey, secondé dans ses fonctions par son épouse, surveillait les entrées et les sorties et veillait à régler tous les petits soucis du quotidien. Hippo savait aussi soigner et, le temps des culottes courtes subsistant, on appréciait volontiers la chaleur de ses tisanes, bien que le concierge ait eu tendance à ériger sa science de l'infusion en remède universel de son infirmerie. On faisait de l'éducation physique en plein air, derrière l'école, sur l'emplacement de l'actuel gymnase Guy-Sganga, sous la conduite d'un grand passionné de sport et d'archéologie locale que l'on ne présente plus à Frontignan : Charles Clot, qui avait pris l'habitude d'afficher tous les résultats sportifs à l'entrée du cours complémentaire et passait pour être l'une des personnalités les plus fortes du lieu. Il y avait l'inusable Mlle Bénaset, l'historien de la ville Lucien Albagnac, M. Tessier qui venait parfois de Mireval à bicyclette, M. Delpond qui dessinait parfaitement les cartes au tableau, Monsieur Rouquette, professeur de sciences physiques, dit «le sphinx». Il y avait tous ces professeurs et bien d'autres encore, qui ont, bien malgré eux, fait perdurer pendant au moins deux décennies l'image de «l'instituteur de la IIIe. République» qu'a si bien décrite Pierre Sansot : *«La République, notion abstraite, prenait corps en ce visage un peu sévère, en cette démarche parfois trop grave. Mais comme il savait réagir à l'une de nos bêtises ! Il apparaissait comme homme public en ce sens qu'il s'exposait non seulement aux enfants que nous étions, mais de surcroît aux habitants d'un quartier ou d'un village. De là des offrandes lorsqu'on tuait le cochon ou, en ville, à la fin de l'année, une pipe, un beau livre. Ce n'était pas une dîmes, cela récompensait un homme qui donnait beaucoup de son temps, de son affection - et de cette chose si précieuse et si peu répandue : son savoir»*<sup>82</sup>.

S'il était plutôt amateur de cigares, au point de faire attendre dans le couloir un inspecteur qui n'en supportait pas la fumée, le grand professeur du cours

---

82 Cf. *Jardins publics*, Payot, 1993, p.35

complémentaire Clément Rouquayrole ne le cédait en dignité à personne et, dans les souvenirs de tous ceux qui l'ont connu, son portrait revient telle une image d'Epinal pour immortaliser celui qui fut le «Crol». Le cigare donc, hors des cours cela s'entend, mais aussi la grande blouse grise, le béret, le visage ferme et l'allure assurée du maître, une voix renforcée par la vibration de ses «r» ; il était dur. On l'appelait «le Crol» parce qu'il signait ainsi ; un superbe paraphe qu'imité encore à la perfection le fils de l'un de ses confrères, qui fut aussi son élève dans les années soixante, puis l'un de ses successeurs après son passage à l'Ecole Normale. Serge Clot, comme tous ceux qui ont suivi son enseignement, se souvient d'un homme qui n'avait pas besoin de tout un arsenal de menaces et de sanctions pour se faire respecter. On dit qu'un jour de léger chahut, il se leva et partit ! On raconte beaucoup de choses sur lui. On le craignait. Mais on évoque surtout à son propos les vertus de son enseignement, la qualité des leçons, l'attention particulière qui le liait à chacun de ses élèves. «*C'était un Monsieur*», nous dit Guy Forestier. «*Il venait gratuitement, deux jeudis par mois, faire réviser les programmes.*» On le côtoyait avec respect, mais le plus simplement du monde, dans les rues, les commerces et dans toutes les grandes manifestations populaires, surtout quand elles étaient placées sous le patronage de la Section Française de l'Internationale Ouvrière. Il accompagnait ses élèves jusqu'aux épreuves ultimes du brevet. Par un beau matin de fin d'année, dans le car qui le ramenait de Montpellier avec ses camarades fraîchement diplômés, Jean-Paul Grau affirme même qu'il a vu le Crol verser quelques larmes d'émotion. «*Il était avec nous. Au retour, il a pleuré de bonheur. On est allé chez lui fêter ça, boire des jus de fruit et manger des gâteaux. Et puis on l'a laissé et on s'est offert un repas de fête au Richelieu.*»

Nous sommes alors dans les années cinquante. Les platanes de M. Paul Rigal ont bien grandi et les premiers élèves de l'école ont confié à leurs enfants leurs sacs de noyaux d'abricots. Les nouveaux champions ont vite appris à reconnaître les claus qui sonnent creux, à les faire sécher convenablement, à les faire reluire en les frottant sur les manches de leurs vêtements pour en assurer la splendeur, à évaluer leur valeur comme s'il s'agissait d'une véritable monnaie d'échange. Ils ont ingurgité avec le fruit les nombreuses règles du jeu. On joue toujours à la roulette et à la visée, pour dégommer notamment des petits bâtonnets de bois appuyés au bas d'un mur, pour viser la bouche et les yeux d'un masque ou la gueule grande ouverte d'une grenouille représentée par un gant. On joue aussi à saute moutons, à s'attraper, aux billes, à la marelle, à faire des rondes, à tous ces jeux traditionnels et à tous ces secrets qu'évoque merveilleusement Marie Rouanet dans le récit de son enfance à Béziers<sup>83</sup>. Les livres étaient gratuits. Les

---

83 Cf. *Nous les filles*, Payot, 1990

fêtes scolaires étaient somptueuses dans le «théâtre» où se faisait aussi la lecture, «devant tout le monde», des résultats et des classements des écoliers. M.Fabre donnait les cours d'instruction civique. On entendait claquer sur le ciment des couloirs les fers des souliers du directeur, qui finit par céder la place au plus conciliant M. Maraval.

Nous approchons des années soixante et la vie scolaire suit son cours dans l'école de la commune. Les enfants apprennent à grandir, aidés en cela par les instructions officielles qui assurent la distribution de jus de fruit, de lait sucré ou de «produits de remplacement». Suivant la carrière d'un papa cheminot, Simone Tant découvre sa nouvelle maison près de la gare. Elle se souvient de la sirène de la «Mobil» qui retentissait à 13h20. Elle prenait alors ses affaires et remontait dans le grand boulevard le flot des ouvriers à pied ou à vélo, pour être à 13h30 dans sa nouvelle école, là où plus tard elle enseignera à son tour. Il y avait toujours Monsieur Rouquayrole et la cour de récréation lui paraissait bien grande à elle aussi, tout comme les dimensions de ce palais scolaire, qui cependant s'était quelque peu anobli des usures courantes du temps de la communale. Elle venait de Baillargues où l'école était très récente. Les bancs et les tables d'Anatole-France étaient quelque peu noircies par trente-cinq années de service. Les équipements dataient un peu. Pourtant, tel un Gargantua en perpétuelle croissance, l'école continuait de grandir au point de parvenir à doubler la capacité d'accueil de ses effectifs.

Comme le notait Jean Sagnes<sup>84</sup>, après l'essor continu de ses activités et de sa population tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle et durant la première moitié du XX<sup>e</sup>, on pouvait penser que Frontignan allait marquer le pas au sortir de la guerre. Or, c'est l'évolution inverse qui s'est produite et la ville s'est développée dans toutes les directions.

Et puis, il y eut naturellement les effets du «baby-boom» et «l'explosion scolaire» ; expression créée par Louis Cros, dès les années soixante, pour qualifier l'avènement de l'enseignement de masse et l'allongement de la durée des études avant et surtout après l'enseignement primaire. Ainsi, les réformes commandées par l'ordonnance du 6 janvier 1959 furent marquées dans un premier temps par la fixation à 16 ans du terme de la scolarité obligatoire, par la création d'un cycle d'observation, englobant les classes de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>, et par l'adoption de nouvelles dénominations pour différentes catégories d'établissements<sup>85</sup>.

Dans les années cinquante, la croissance constante de la population avait imposé la construction de nombreux logements, notamment des H.L.M Cette croissance persiste dans les années soixante, qui voient en outre l'arrivée des

---

84 Cf. *Ouv. cit.*, p.201

85 Les centres d'apprentissage deviennent alors des collèges d'enseignements techniques (CET), les collèges modernes sont assimilés aux lycées, les collèges techniques et les écoles nationales professionnelles prennent le nom de lycées techniques et les cours complémentaires s'appellent collèges d'enseignement général (CEG).

rapatriés d'Algérie. En 1936, Frontignan la Peyrade comptait 6 243 habitants. En 1962, il y en a 8 309. En 1968, il y en aura 11 141.

Dès 1946, la directrice, Mme Richard, avait demandé la création d'une huitième classe à l'école des filles. Cela lui fut refusé par manque de crédits, mais cette classe fut tout de même ouverte et confiée à une institutrice détachée à titre provisoire, avant d'être officiellement créée par un arrêté ministériel du 20 juin 1947<sup>86</sup>.

Dans la séance du 23 octobre 1946, l'assemblée municipale décidait de créer une classe spéciale d'enseignement commercial au cours complémentaire. Par la délibération du 30 juillet 1947, elle adoptait le projet d'aménagement de la salle de gymnastique en deux classes d'enseignement professionnel. Face à l'augmentation des effectifs, la commune utilisa tous les locaux disponibles (salle de repos, vestiaire, salle de gymnastique...), mais la capacité de logement du groupe scolaire finit par être largement dépassée. En 1949, le conseil municipal vota finalement pour l'agrandissement. Le mémoire explicatif dressé le 5 octobre 1949, par les architectes Joseph Falgairolles et J. de Richemond, nous donne quelques précisions<sup>87</sup>:

«Le nombre des élèves garçons fréquentant le groupe scolaire actuel ayant notablement augmenté d'une part et la croissance des naissances au cours des dernières années surpeuplant l'Ecole Maternelle, d'autre part, la Municipalité, d'accord avec M. l'Inspecteur d'Académie a envisagé de reprendre un projet d'extension déjà prévu en 1938 et suspendu à cause des circonstances de guerre.

Ce projet qui prévoyait la construction de cinq classes et de deux ateliers a été modifié tant en disposition qu'en importance. Il prévoit maintenant :

1°- La construction de 5 classes de 40 garçons pour le cours complémentaire. (deux au rez-de-chaussée, trois au premier étage) ;

2°- L'extension de l'Ecole Maternelle par la construction de deux classes de 32 enfants chacune et de deux salles de repos pour 24 enfants chacune.

Ces constructions sont permises par l'utilisation d'un terrain sans affectation spéciale appartenant à la Commune et bordant la face Nord-Ouest du groupe scolaire actuel sur une longueur moyenne de 97 m et une largeur moyenne de 23,75 m soit une surface utilisable de 2 300 m<sup>2</sup> environ.»

La construction des cinq classes du cours complémentaire et de leurs dépendances se situe dans le prolongement de l'école des garçons, sur une zone de 1 450 m<sup>2</sup>. Le bâtiment à construire a une longueur de 40,30 mètres et une largeur de 9,82 mètres, occupant en un rez-de-chaussée et un étage une surface bâtie de 409,75 m<sup>2</sup>, la liaison avec les bâtiments existants se faisant par un préau couvert. La construction nouvelle borde les jardins d'H.B.M, dont les immeubles

---

86 Cf. Rapport de Mlle Péguret

87 Cf. archives municipales, 4M8

sans étage sont distants de 7 mètres.

«L'accès normal du cours complémentaire est prévu par la cour des garçons existante. Cependant si, à l'usage, étant donné qu'il s'agit des élèves les plus âgés, il s'avérerait utile de disposer d'une entrée séparée pour le cours complémentaire, il a été prévu un portail d'accès direct sur la rue Anatole-France. Ce portail est aussi prévu pour permettre l'accès des véhicules dans l'intérieur de l'école jusque dans la cour de l'école maternelle (renouvellement du sable de la cour, pompe à incendie, etc...) L'entrée du nouveau bâtiment lui-même est prévue sous le préau et une deuxième issue est prévue à l'autre extrémité du couloir. Le rez-de-chaussée comprendra deux classes, un lavabo vestiaire, un bureau bibliothèque pour les professeurs et la chaufferie. Au premier étage sont prévues trois classes, deux lavabos vestiaires accessibles par deux escaliers de 1,35 mètres de largeur, situés aux deux extrémités du bâtiment, un couloir de 1,50 mètres de largeur, largement éclairé dans toutes ses parties».

Il y aura donc des couloirs, de nouveaux escaliers, un préau couvert, une cour de récréation *«constituée par un hérisson et un empierrement serré par un liant à base de bitume (tarmacadam) et où seront plantés six platanes»*, des vestiaires, des lavabos, des W.C., *«avec siège à la turque pour les écoliers et siège à l'anglaise pour le maître...»*

L'agrandissement de l'école maternelle comporte quant à lui la construction de deux classes et de deux salles de repos dans le prolongement des salles existantes, donc sur une partie de la cour de récréation qui se trouve ainsi réduite. Cependant, l'utilisation du terrain bordant la partie Nord-Ouest du groupe apporte une surface de 847 m<sup>2</sup>. L'aménagement de ce terrain pour la cour de l'école maternelle est donc prévu, ainsi que des améliorations de la cour existante. *«Elle sera constituée par une plate-forme en terre damée et roulée avec pente sur laquelle sera répandue une couche de 10 centimètres de sable de mer»*. Elle sera plantée de quatre platanes dans la partie nouvelle en remplacement des quatre platanes qui seront supprimés pour permettre l'agrandissement du bâtiment. Les deux parcs à sable existants seront remplacés par quatre parcs plus petits...

«Rien n'est changé à la disposition des bâtiments existants qui sont seulement agrandis. (...) Pour ne pas rompre l'unité de l'architecture existante dont la construction nouvelle n'est qu'un agrandissement, les murs seront traités de façon identique aux bâtiments anciens ainsi que la forme des baies(...) La toiture des préaux sera traitée de façon identique rappelant la partie existante (...) Les menuiseries neuves seront traitées, pour les portes et fenêtres, de façon identique aux menuiseries existantes...»

Notons cependant que les sols des classes des petits et des salles de repos seront exécutés en linoléum : *«sensible amélioration sur les sols existants de l'école*



*maternelle qui sont un simple dallage en ciment, difficile à entretenir et froid pour les jeunes enfants qui s'asseyent souvent par terre pour leurs jeux».*

En 1951, l'école franchit le cap des 1 000 élèves. Il y a 6 classes pour 340 élèves à la maternelle ; 8 classes pour 257 filles et 8 classes pour 283 garçons au primaire; 6 classes pour 155 élèves au cours complémentaire ; soit 28 classes pour 1 035 écoliers.

Le projet d'agrandissement de la maternelle, remanié par les architectes, est approuvé par le préfet de l'Hérault le 13 mars 1952. Le 2 mai, la commune demande un prêt à la caisse de dépôts et consignations et l'adjudication a lieu le 7. Le 21 juillet les travaux de gros œuvre de la première tranche sont engagés. Tout est terminé le 31 décembre 1952. L'école maternelle prend possession des locaux neufs dès le 2 janvier 1953.

Par arrêté en date du 11 juillet 1952, le préfet de l'Hérault décide d'allouer à la commune de Frontignan une subvention pour les travaux d'agrandissement du cours complémentaire. Par délibération, le conseil municipal décide qu'il fera face «à la part de la dépense restant à la charge de la commune, soit 8 708 160 francs, au moyen d'un emprunt (...) remboursable en 30 années et dont l'anuité sera assurée par le produit d'une imposition de centimes extraordinaires.» Le 26 mars 1953, le préfet approuve le dossier du projet de construction des 5 classes. Le devis estimatif des travaux s'élève à la somme de 28 900 000 francs. Le 2 avril, une subvention de 700 000 francs est accordée à la commune. Les travaux débutent. En 1955, le conseil municipal donne avis favorable à la fourniture de mobilier scolaire nécessaire à l'aménagement des 5 classes nouvellement créées. L'achèvement des travaux du cours complémentaire est réceptionné le 2 février 1956.

Dans ces années là, on refait aussi une grande partie des toitures de l'école et notons, le 1<sup>er</sup> novembre 1952, l'ouverture d'une classe d'enseignement ménager dans le local du patronage des jeunes filles, rue de la Coste, qui, après différents changements de statuts, deviendra le lycée d'enseignement professionnel agricole privé Maurice-Clavel<sup>88</sup>.

En 1955, malgré les travaux d'extension, le rapport municipal du 10 octobre concernant l'accroissement du nombre d'élèves a quelques chose d'alarmant. Il y a alors 396 élèves à l'école maternelle pour 7 classes, soit une moyenne de 56 élèves par classe ; 295 élèves à l'école de filles pour 9 classes, soit une moyenne de 32 par classe ; 380 élèves à l'école de garçons pour 10 classes,

---

88 Le 9 février 1960, les statuts seront déposés pour la création d'un «Centre Ménager Rural» d'inspiration catholique. Géré par «l'association pour la formation agricole et para agricole de Frontignan et sa région», dont le siège était à la mairie, le centre déménagera en 1973, pour être installé dans les locaux mis à la disposition par la municipalité et situés avenue Anatole-France. En 1982, une lettre de démission sera adressée à la Fédération Départementale de l'Enseignement Ménager, siégeant à l'école «Bonne Terre» de Pézénas. Ainsi, de confessionnel, le centre deviendra laïque. En 1989, le centre ménager deviendra lycée d'enseignement professionnel agricole privé *Maurice-Clavel* et en 1990, le lycée, agréé par le Ministère de l'Agriculture, deviendra mixte.

soit une moyenne de 38 par classe ; 191 élèves au cours complémentaire pour 8 classes, soit une moyenne de 23 par classe. Le total de la population scolaire s'élève ainsi à 1262.

«A l'heure actuelle compte non tenu de l'école maternelle, nous disposons de 27 classes alors qu'il nous faudrait 35 en 1966 et 38 en 1976. Encore sur ces 27 classes 5 ont été aménagées en raison de l'affluence des élèves, dans les salles de gymnastique, sous le préau, etc...

Ces locaux devraient soit être rendus à leur destination première, soit être notamment transformés en réfectoire.

En réalité, c'est donc de 22 classes que nous disposons. De sorte que pour pouvoir absorber les effectifs prévus pour 1976, c'est-à-dire dans 20 ans, il nous faudrait construire :  $38 - 22 = 16$  classes.

De plus, Monsieur le Directeur de l'Ecole se faisant le porte-parole de l'Académie, nous demande de prévoir au moins :

- une salle de travail manuel
  - une salle pour l'enseignement des sciences
- ceci pour le cours complémentaire.

En résumé, c'est un bâtiment de l'importance des écoles actuelles, déduction faite de l'école maternelle et des classes achevées en 1954, que nous devrions envisager de construire au plus tôt.»

Le 6 avril 1956, le conseil municipal demande la création d'une dixième classe à l'école des filles, *«qui pourra être installée dans la salle de couture du groupe scolaire»*. En 1957, deux préfabriqués pour accueillir deux classes du cours complémentaire sont installés en dehors de l'école, sur l'emplacement de l'actuelle maison de retraite Anatole-France, mais il en manque un pour l'école primaire. Dans une correspondance de 1959 adressée à l'inspecteur d'académie, le maire, Philippe Chappotin, rappelle que s'il a *«refusé une classe démontable, c'est parce que le financement de la dite classe aurait été entièrement à la charge de la ville, comme l'a été le financement des deux classes préfabriquées qui ont été installées à l'école de garçons de Frontignan (soit une dépense de 5 000 000 francs) et ce malgré les vaines promesses de subvention à 50 %»*.

Le 3 février 1957, c'est l'inspecteur d'Académie lui-même qui fait état au préfet de la situation de Frontignan et de son école :

«La ville connaît une activité industrielle grandissante (l'industrie pétrolière, usine à soufre, transfert prochain de l'usine Pechiney) qui provoque une augmentation de la population et la construction d'un nombre important d'habitations (...) Sur une période de cinq années, c'est environ 350 logements nouveaux qui auront été édifiés à Frontignan, programme important pour une commune de 6 000 habitants. Ce programme sera d'ailleurs augmenté

(...) L'augmentation de la population aura pour conséquence inévitable l'augmentation des effectifs scolaires. A cet argument s'en ajoute un supplémentaire : un ramassage vient d'être organisé par la ville de Frontignan au bénéfice de son cours complémentaire. Ce ramassage intéressera les communes voisines de Balaruc le Vieux, Balaruc les Bains et les hameaux des usines et de La Peyrade. Il faut en attendre une vingtaine d'élèves supplémentaires (...)

Pour le cours complémentaire, une classe est aménagée dans un vestiaire de seulement 28 m<sup>2</sup>. A l'école des garçons, deux salles aménagées sous le préau sont obscures et mal proportionnées et deux autres sont en préfabriqué. A l'école des filles, deux salles de classe sont également aménagées sous un préau ; l'une d'elles est du reste occupée par l'école des garçons. A l'école maternelle, l'une des sept classes est aménagée dans la salle de repos. De plus, l'école des garçons n'a pas de salle de travail manuel ; l'école de filles n'a pas de salle d'enseignement ménager ; la cantine, installée dans un vestiaire, est insuffisante... Les besoins énumérés par l'inspecteur sont énormes<sup>89</sup>.

Le conseil municipal décide donc d'entreprendre les travaux d'agrandissement de l'école des garçons. Paul Caumet, architecte de Sète, établit le projet le 20 septembre 1957. Il comporte la construction de trois classes et de vestiaires en surélévation sur le préau déjà existant, la réfection complète des préaux de l'école de garçons, la création de W.C pour l'ensemble de l'école des garçons. Le montant des travaux s'élève à 17 125 846 francs. Ils font l'objet d'une adjudication en date du 28 février 1958, approuvée le 11 avril par le préfet de l'Hérault. La commune bénéficie d'une subvention s'élevant à 8 148 800 francs. Les travaux de la deuxième tranche du chantier sont confiés par traité de gré à gré le 31 mai 1958 et approuvés le 11 juillet. Le procès verbal de réception définitive des travaux d'agrandissement de l'école des garçons est délivré le 20 septembre.

En lien direct avec cette opération, d'autres travaux sont réalisés pour un montant total de 3 900 000 francs. Non subventionnés, ils sont financés au moyen d'un emprunt. Il s'agit de la réfection de la cheminée de la chaufferie de l'école de garçons, de l'installation d'une chaudière plus puissante et de l'aménagement de la cantine scolaire, qui ne devait plus accueillir 70 élèves comme précédemment, mais 120. Cette «cantine» était en fait une salle, qui n'était qu'un vestiaire à l'origine, où il était possible de faire réchauffer sa gamelle. Auparavant, Hippolyte Rey pouvait s'en charger. Peu à peu, on avait aménagé l'endroit qui deviendra le réfectoire actuel.

En 1962, c'est l'école des filles que l'on entreprend d'agrandir. Le projet comprend «la construction de quatre classes en surélévation au dessus d'un préau dans lequel sera incorporé le bloc sanitaire». Après avoir obtenu un prêt de la

---

89 Cf. archives municipales, 4M12

caisse des dépôts et consignations et la promesse de subventions, la municipalité fait réaliser les travaux qui seront interrompus, à partir du 23 décembre 1962 et jusqu'au mois d'avril, pour cause d'intempéries puis par une série de problèmes administratifs et techniques, pour s'achever le 27 juillet 1963. Le montant total de la dépense s'élèvera à 419 047 francs<sup>90</sup>.

Le 20 septembre 1963, le conseil municipal se préoccupe de nouveau de l'agrandissement de l'école maternelle. Le 25 janvier 1958, l'architecte Paul Caumet avait présenté un dossier comprenant la construction d'une salle de repos pour les bébés, de deux salles de classe, d'une grande salle de jeux, d'un bloc sanitaire et d'un vestiaire faisant office de hall d'entrée. Ce projet avait été adopté par délibération du conseil municipal, le 28 janvier 1959 et, par lettre du 18 novembre 1959, le préfet signalait que le dossier avait reçu un avis favorable du conseiller technique du ministère de l'Education nationale. Cependant, faute de moyens de financement, rien n'avait été fait et, en 1961, le maire avait demandé au préfet de réserver à la ville de Frontignan deux classes mobiles préfabriquées. En 1963, le nombre d'élèves inscrits dans les sept classes de l'école maternelle s'élève à 390 et on en attend environ 420 pour l'année suivante. Le conseil adopte donc à l'unanimité la proposition du maire qui consiste à scinder le projet en deux tranches ; la première visant à la construction de l'ensemble du bloc sanitaire, ainsi que du vestiaire formant hall d'entrée, et surtout à la construction de la grande salle de jeux, *«qui pourra éventuellement être divisée en deux salles de classes»*. On relève ici toute l'astuce d'une municipalité rompue aux d'affaires de ce genre...

Depuis près d'un siècle, l'essor continu de la ville, qui s'est accéléré après la guerre, a largement conditionné l'orientation des politiques municipales. Il a fallu sans cesse adapter les services et les infrastructures de la commune, cerner les principaux besoins des habitants, établir des projets, trouver des terrains, des bâtisseurs et de l'argent. Il a fallu penser l'avenir souvent dans l'urgence du quotidien. L'histoire des bâtiments du très grand groupe scolaire, qui finit par s'étendre au-delà de ses grilles dans les années soixante, illustre l'histoire de la cité en mutation permanente. C'est notamment parce qu'il proposait de démolir les maisons de *«l'îlot Saint Paul»* pour y faire construire 150 H.L.M., que Philippe Chappotin perdit les élections de 1965. Les frontignanais ont généralement oublié cela, mais beaucoup reprochent encore au maire, qui sera toutefois réélu en 1971, la destruction, le 13 avril 1964, de la fameuse salle de conférences, pour construire à la place *«la Maison des Jeunes et de la Culture»*.

La démolition du *«théâtre»* où se sont donnés tant de belles manifestations populaires, tant de spectacles et de fêtes scolaires, a considérablement heurté la

---

90 Il s'agit des «nouveaux francs», qui ont remplacé les «anciens» le 1er janvier 1960

sensibilité des frontignanais. L'émotion transparaît encore, de manière assez surprenante, à travers les souvenirs de tous ceux qui ont fréquenté l'endroit. Mais le décor somptueux de ce passé et la convivialité qui régnait à chaque événement ont fait oublier l'histoire, pour le moins tumultueuse, de cet étonnant bâtiment. La «*salle de conférences et de fêtes*» posa bien des problèmes à l'architecte Louis Carlier, qui eut notamment bien des difficultés pour lui trouver un emplacement convenable. Sa construction fut souvent contrariée. Elle débuta dans l'effervescence suscitée par les grands travaux de 1923 pour connaître des difficultés dès 1924. Elle ne fut achevée qu'en 1930. Sa toiture fut endommagée pendant la guerre. On la restaura en 1960 et on la détruisit quatre ans plus tard ! Elle n'avait pas trente-cinq ans.

De nombreux habitants eurent le sentiment de perdre un élément essentiel du patrimoine communal. Certains avaient peut-être aussi conscience de la portée d'un événement qui, a posteriori, symbolise parfaitement la fin d'une époque. Le «*palais universitaire*», érigé à l'orée de la ville en 1925, se trouve alors engoncé dans le quartier qu'il a vu naître. Au terme d'une croissance continue, accélérée par les effets du «*baby boom*», par l'allongement à seize ans du terme de la scolarité obligatoire, par un essor démographique sans précédent de la ville, qui accueille en outre de nombreux rapatriés d'Afrique du Nord, le groupe scolaire atteint ses dimensions maximales. Lors de la délibération du 6 mai 1965, alors que la commune compte 10 077 habitants, le conseil municipal décide de faire construire un autre établissement scolaire. Ainsi, il y aura désormais d'autres écoles communales à Frontignan : l'école des Terres-Blanches, achevée en 1967, puis celle des Crozes, édifiée en 2000 ; l'école des Lavandins atténuant, en 1974, les effets de la croissance démographique sur le petit groupe scolaire créé en 1901 à la Peyrade, que l'on baptise alors Marcel-Pagnol.

L'ouverture de sept classes aux Terres-Blanches allégea les effectifs de l'école Anatole-France, qui restait cependant l'un des plus grands groupes scolaires de la région avec ses classes maternelles et primaires, mais aussi avec ses cours complémentaires, qui se désolidarisaient alors de l'école primaire, sous la direction d'un nouveau directeur et avec ses propres équipements. En 1963, un décret du 8 août porta de deux à quatre ans la durée du cycle d'observation et d'orientation, ce qui provoqua la suppression de la classe de fin d'études et l'organisation d'un cycle du second degré (6e, 5e, 4e, 3e). Progressivement appliquée, cette décision entraîna la déflation des effectifs du primaire, qui finirent par se confondre avec ceux des classes élémentaires. Ainsi, l'école primaire aujourd'hui se réduit aux seules classes élémentaires : CP, CE1, CE2, CM1 et CM2 ; soit cinq années au total. Ainsi, l'école primaire n'est plus la seule école du peuple. Elle n'est plus

qu'une étape de la vie scolaire d'un enfant. Toutefois, à Frontignan, ce sont toujours les bâtiments du groupe Anatole-France qui accueillent cet enseignement du second degré, jusqu'à l'ouverture du collège d'enseignement secondaire des Deux Pins en 1973.

\* \* \*

Beaucoup de choses ont changé en France dans les années 1960-1970. Née dans l'esprit des hommes de la «*Belle Epoque*», la grande école communale a grandi avec deux générations de Frontignanais jusqu'au temps des grandes mutations économiques et sociales des «*Trente Glorieuses*», situées par Jean Fourastié dans les années 1946-1975. Après vingt ans de croissance contenue, le palais scolaire de la ville a doublé sa capacité d'accueil après la seconde guerre mondiale, jusqu'à installer en dehors de ses murs les salles de classe de ses préfabriqués. Il a débordé sur le quartier, qui s'est lui-même étendu dans une ville en pleine expansion. Par son histoire et par ses dimensions, le groupe scolaire Anatole-France restera jusqu'à nos jours la grande école de la commune, mais elle n'est plus l'école de tous les enfants. Il y en a d'autres à côté et après ; il y a d'autres écoles primaires et elle n'est désormais qu'un passage dans la vie de ses écoliers, qui termineront leur vie scolaire ailleurs. C'est la fin des culottes courtes, la disparition progressive des claus, la mort annoncée du certif<sup>91</sup>, les derniers jours de la plume «*Sergent-Major*», des buvards et des petits encriers de porcelaine blanche qui vont laisser un trou dans la table de l'écolier, libre d'utiliser en classe son stylo bille en 1965.

Petit-fils et fils d'enseignant de l'école Anatole-France, où il fut élève, enseignant en compagnie de son épouse, puis directeur de l'école des garçons, avant d'être nommé directeur du groupe scolaire des Terres-Blanches, André Bel, qui a en outre été le père Noël des écoliers, a pleinement vécu cette époque de transition. Des souvenirs de son enfance, il subsiste toute la saveur des anecdotes concernant les claus, les fêtes du «théâtre», les copains et la vie scolaire des années d'après guerre. En 1956, il revenait enseigner dans l'école qu'il avait quitté durant seulement les quatre années de son passage à l'Ecole Normale. A dix-neuf ans, il remplaçait son ancien maître M. Ruffel et faisait cours à des élèves de quatorze ans, qu'il avait côtoyés dans la cour de récréation ! C'est à cette époque que les classes ont commencé à être doublées et qu'il a fallu faire installer des préfabriqués. Il se souvient qu'avec M. Lange, il faisait cours dans ceux que l'on avait implantés sur l'emplacement de l'actuelle maison de retraite et qu'il y avait encore, tout à côté, les douches municipales d'où émanaient, le samedi matin, des propos souvent peu compatibles avec l'atmosphère studieuse

---

91 Créé en 1882, il survivra seulement pour les adultes à partir de 1972 et sera officiellement supprimé en 1989



d'une salle de classe. En 1965, il était nommé directeur de l'école des garçons. Son père y enseignait toujours. C'est alors que le cours complémentaire s'est désolidarisé du primaire pour devenir une école autonome avec un directeur. Il a fallu partager les équipements. Il n'a pas été facile de redistribuer le matériel et les salles, et le groupe scolaire a progressivement perdu la simplicité de son fonctionnement, qui s'articulait autour de trois écoles bien distinctes les unes des autres : l'école des filles, séparée de l'école des garçons par les bâtiments de la maternelle. Désormais, les élèves se croisent entre des salles de classes dispersées jusqu'aux préfabriqués des cours complémentaires que l'on trouve dans les jardins de l'ancienne salle de conférences et près des H.L.M de la résidence Fayolle. En 1967 et en 1973, la construction des Terres-Blanches et des Deux Pins donnera un second souffle au grand groupe scolaire, qui restera cependant l'école principale d'une commune toujours en expansion.

# chapitre V

## Une grande école dans la ville (1967-2006)

En 1967, Michèle Fabre était une élève de la grande école communale, qui avait déjà plus de quarante ans. En 1973, elle passait au collège flambant neuf des Deux Pins. Des souvenirs d'écolière, elle en a naturellement beaucoup, mais rien de bien particulier ne lui revient à l'esprit quand on évoque les grands changements survenus dans ces années. Et pourtant ! Tiers-temps pédagogique, mixité dans les classes, collège unique, les horaires, les programmes, la vie scolaire..., l'application progressive des réformes commandées par l'ordonnance du 6 janvier 1959 a bouleversé les conditions de l'éducation dans une société en pleine mutation.

### 1. Changement de temps

En 1969, l'organisation du tiers-temps pédagogique et des disciplines d'éveil modifia considérablement l'enseignement élémentaire qui, depuis les instructions officielles du 23 février 1923, n'avait subi que des retouches de détail. Par la suppression du samedi après-midi, on passa de 30 heures de cours hebdomadaires à 27 : 10h de français, 5h de calcul, 6h pour les disciplines d'éveil et 6h pour l'éducation physique et sportive<sup>92</sup>. Cette expérience débuta en 1964, mais les événements de 1968, en faisant souffler un grand vent de libéralisme, ont accéléré l'évolution d'un vaste mouvement de réformes. Cette pédagogie, qui paraissait immuable, avait été remise en question bien avant les années soixante et de nouvelles méthodes avaient été proposées par quelques précurseurs comme le célèbre Célestin Freinet, qui fut contraint en 1933 de fonder une école libre pour appliquer ses méthodes sans entraves. Des mouvements s'étaient structurés dès les années vingt, comme le Groupe français d'éducation nouvelle (GFEN), section française de la Ligue internationale pour l'éducation nouvelle fondée en 1921. Parmi les personnalités importantes du GFEN se trouvaient Paul Langevin et Henry Wallon. Le premier fut chargé en 1944 de présider une commission ministérielle d'étude pour élaborer un projet de réforme de

---

92 L'expression « tiers-temps » soulignait l'égale dignité de trois apprentissages différents : les langages de base ; la curiosité intellectuelle et l'observation ; le développement du corps

l'enseignement. Henry Wallon lui succéda, après sa mort, et rendit son rapport en 1947. Le plan Langevin-Wallon ne fut jamais appliqué, mais il influença tous les débats et toutes les décisions pendant des décennies.

Ministre du Front Populaire, Jean Zay avait tenté de réaliser l'idéal de l'école unique par l'assimilation des classes élémentaires de lycée à l'enseignement primaire, par l'harmonisation des programmes des E.P.S et du premier cycle de l'enseignement secondaire, au sein d'un second degré censé désormais prolonger un premier degré : le primaire. La scolarité obligatoire avait ainsi été portée à quatorze ans. Proposant l'école obligatoire de 6 à 18 ans, Langevin et Wallon agirent dans le même sens (école unique et unification du secondaire) et, dès 1945, une ordonnance supprima les classes primaires et élémentaires des lycées et collèges, parachevant l'évolution vers l'assimilation des deux enseignements primaires : l'un préparant à l'entrée dans la vie active, l'autre prévu pour ceux qui désiraient poursuivre leurs études. En 1959, la réforme Berthoin prolongea la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et créa un cycle d'observation de deux ans à la fin du primaire ou au début du secondaire (6e et 5e) et, en 1963, la réforme Fouchet-Capelle implanta le cycle d'observation dans des établissements distincts : collèges d'enseignement général et collèges d'enseignement secondaire (C.E.G. et C.E.S.). Dès lors, l'enseignement élémentaire cessa d'être la seule école pour la majorité des citoyens, qui devaient jusque là tout y apprendre, pour devenir la première étape du système éducatif<sup>93</sup>. En devenant un premier degré, l'école élémentaire changea de fonction et l'on put en réformer les programmes et les horaires : instaurer le tiers-temps pédagogique.

Dans le contexte de croissance économique et démographique de l'après seconde guerre mondiale s'érigea une nouvelle société, offrant un meilleur niveau de vie, une forte augmentation du pouvoir d'achat des salaires les plus faibles, une amélioration considérable de la situation matérielle du peuple dans son ensemble. Reconstruction, modernisation, le paysage français changea, tout comme les aspirations et le genre de vie des français. L'accentuation de l'exode rurale, après la seconde guerre mondiale, est l'un des exemples les plus significatifs de ces changements de mode de vie et de mentalité. Les plus jeunes quittèrent les campagnes. Le français se fit citadin. Les villes grossirent, développèrent leurs équipements et parmi ceux-ci, leurs infrastructures scolaires. C'est ce qui arriva à Frontignan. A la rentrée 1969-70, il y avait à l'école Anatole-France 437 filles, 450 garçons, 387 petits dans les classes maternelles et 775 élèves étaient inscrits au collège d'enseignement secondaire. Dans les villages dépeuplés, le nombre d'élèves chuta et la mixité s'imposa dans les classes : en fusionnant l'école de filles et l'école de garçons, on pouvait maintenir une école mixte avec

---

93 La réforme Haby, qui institua le collège unique en 1975, entérinera définitivement cette situation : tout élève ayant atteint les objectifs de l'école élémentaire poursuivra désormais sa scolarité au collège à l'issue du CM2

des effectifs raisonnables. L'opération débuta en 1962. La mixité générale s'imposa dès 1969 et sans véritables résistances car les esprits y étaient préparés. A Frontignan, elle ne s'imposa au cours élémentaire qu'en 1973, mais elle existait déjà dans les classes maternelles et au collège, si bien que personne n'a véritablement eu l'impression de vivre un moment particulièrement marquant. Les élèves d'alors n'en ont généralement aucun souvenir. Leurs enseignants évoquent au mieux quelques anecdotes relatives aux difficultés d'adaptation de quelques vieux professeurs<sup>94</sup>. Ainsi, l'établissement de la mixité dans les classes passa presque inaperçue. La réforme entraîna pourtant une simplification radicale du réseau scolaire et facilita considérablement l'organisation de la vie à l'école.

En 1970-71, le «ramassage» scolaire de Frontignan «ramassait» 175 élèves. Le 18 juillet 1968 était inauguré le restaurant scolaire des Terres-Blanches, où Michèle prit ses repas de midi en compagnie d'une centaine de copines et de copains. En 1973, suivant une décision du conseil municipal datée du 16 mars 1972, elle découvrait le passage du jeudi au mercredi de la journée de repos hebdomadaire, conséquence de la réforme des programmes et des horaires scolaires. Le 1<sup>er</sup> octobre de cette année 1973 s'effectuait l'ouverture du collège de la commune, les Deux Pins, où elle allait poursuivre sa scolarité.

Pédagogie, discipline, emploi du temps, beaucoup de choses ont changé depuis 1925 et la modernité des années soixante-dix contraste avec la vétusté des équipements de l'école Anatole-France. Mais qu'importe : à côté des Terres-Blanches, des Deux Pins et du nouveau groupe scolaire de la Peyrade, les Lavandins, ouvert en 1974 pour alléger les effectifs de l'école du quartier, désormais appelée Marcel-Pagnol, le groupe scolaire Anatole-France ne cesse de s'agrandir.

Dans les années quatre-vingt, l'effort porte essentiellement sur la maternelle. Lors de la délibération en date du 23 juin 1983, l'assemblée municipale décide de réaliser une première tranche de travaux de construction d'une neuvième classe, suivant le projet établi par l'architecte Abbal. Le 8 août 1984, le conseil général de l'Hérault accorde une aide de 152 000 francs pour la construction de deux nouvelles classes. Un crédit d'engagement de 28 000 francs à titre de complément de l'aide est voté le 19 février 1985. Le montant des travaux s'élève à la somme totale de 503 000 francs. Le 13 juin 1985, l'assemblée municipale décide de procéder à des travaux d'amélioration thermique à l'école maternelle, en réduisant le volume de chauffe des locaux par la mise en place de plafonds acoustiques avec laine de verre. Les travaux sont réceptionnés le 28 août 1985. Deux autres classes seront encore créées, si bien que l'on comptera, en 1991, pas moins de quatorze classes à l'école maternelle !

---

94 A travers les témoignages de ces anciens instituteurs de l'école Anatole-France, il apparaît que ce sont surtout des enseignantes qui ont eu le plus de mal à s'adapter. On dit qu'elles auraient mal vécu la mise en place de la mixité dans les classes car elles considéraient (à tort ou à raison) que les garçons étaient trop turbulents, beaucoup plus que les filles à tout le moins. L'une d'elle aurait même décidé de quitter le métier

Le 7 janvier de cette même année, un rapport de présentation souligne que, malgré les nombreuses extensions, les bâtiments du groupe scolaire n'ont, en plus de soixante ans, jamais bénéficié d'aucune réfection, en dehors de l'entretien courant. L'état des menuiseries extérieures, du revêtement des sols et des circuits électriques nécessite une intervention rapide et il est urgent d'améliorer les conditions d'accueil et de sécurité de l'établissement. La commune inscrit donc à son budget la somme de 800 000 francs pour la réalisation des travaux de réfection, qui seront réceptionnés le 30 septembre 1992.

Cette année là, le recensement effectué par l'INSEE à Frontignan la Peyrade dénombre 16 350 habitants (12 100 à Frontignan et 4 250 à la Peyrade). En 1968, il y en avait 11 141. En une vingtaine d'années, la population a donc augmenté d'un tiers. La croissance démographique, amorcée au siècle précédent, s'est encore accélérée, mais les raisons de ce développement ont changé.

Dans les années quatre-vingt, l'activité industrielle de la ville s'est effondrée. La fermeture de la «*Mobil*», en 1986, symbolise la fin d'une époque, l'épilogue de la belle aventure industrielle de Frontignan. Désormais, on ne vient plus s'installer dans la commune pour y travailler. L'histoire de la ville se confond plus étroitement avec celle d'une région en pleine croissance, mais marquée par la «*tertiarisation*» de l'activité économique avec tous ses avantages et tous ses inconvénients ; à commencer par le chômage, qui gangrène la société française dans son ensemble et plus particulièrement le monde ouvrier, et qui contraste si étrangement avec l'avènement de ce que l'on appelle «*la société des loisirs*». Avec l'explosion du tourisme de masse et plus particulièrement du tourisme d'été, le tropisme méditerranéen est un nouvel atout économique. Les équipements balnéaires transforment les littoraux et Frontignan aménage son port de plaisance. Dominé par la masse imposante des vestiges de ce qui fut la «*Mobil*», le paysage des étangs s'étire le long d'un nouveau canal et d'une nouvelle route et ses salins ne sont plus qu'une énigme pour les nombreux vacanciers du nouveau quartier de la commune : Frontignan-plage.

La fermeture des grandes entreprises industrielles a plongé la commune dans une crise économique et sociale sans précédent. De nouvelles orientations ont peu à peu émergé. D'autres entreprises se sont installées. De nouvelles zones industrielles ont progressivement vu le jour. L'implantation d'un port de pêche a suivi de peu la création du port de plaisance. L'activité économique s'est considérablement diversifiée. Mais tout cela s'est mis en place très progressivement. Frontignan est entrée dans une phase de transition.

Inflation, chômage, la France entière s'est enlisée dans la «*crise*», après les grands chocs pétroliers des années 70, et l'inefficacité des politiques de rigueur

menées par les gouvernements successifs ont assuré l'alternance au sommet de l'Etat en 1981. La campagne électorale s'était du reste faite sur le thème du changement. François Mitterrand proposait un projet de «rupture», une réorientation de l'économie pour mieux la maîtriser, une transformation des structures de la société par l'établissement de grandes réformes sociales.

La révision du système éducatif engendra l'élaboration de nouveaux projets de rénovation pédagogique et de modernisation des techniques d'enseignement. Le 22 avril 1985, le ministre de l'Education nationale, Jean-Pierre Chevènement, qui proposait d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat, présentait les nouveaux programmes de l'école élémentaire. On peut relever la suppression des activités d'éveil, remplacées par des disciplines dotées d'horaires propres, comme l'éducation civique et l'informatique, le renforcement de l'enseignement du français, la réaffirmation d'une «*pédagogie de l'activité*» visant à rendre l'élève autonome et responsable. En 1989, c'est Lionel Jospin qui présentait son projet, puis la loi d'orientation du 10 juillet, qui étendit, en priorité, la préscolarisation aux enfants de deux ans issus des milieux défavorisés, réaménagea l'année scolaire, réduisit à 26 heures de cours par semaine le temps de scolarité, désormais organisée en trois cycles pédagogiques qui tiennent compte de la progression psychologique des enfants<sup>95</sup>. Cette notion de cycle, visant à limiter les redoublements, se substitua à celle de classe. De 2 à 5 ans, l'enfant suit le cycle «*des apprentissages premiers*». La grande section de la maternelle lui ouvre les portes du cycle «*des apprentissages fondamentaux*», qui inclut le CP et le CE1 de l'école élémentaire et concerne donc les écoliers de 5 à 8 ans. Enfin, vient le cycle «*des approfondissements*», pour les élèves de 8 à 11 ans, inscrits dans les classes de CE2, CM1 et CM2.

Dès 1992, le gouvernement préconisa l'enseignement des langues vivantes dans l'enseignement du premier degré. «*Plan pour la lecture*», «*nouveau contrat pour l'école*», «*Charte pour bâtir l'école du XXI<sup>e</sup> siècle*», développement de l'aide personnalisée aux élèves, réaménagement des programmes et des rythmes scolaires, lutte contre l'échec scolaire, l'illettrisme et les inégalités sociales, apprentissage de la vie en société, relations privilégiées avec la famille, recrutement d'aides-éducateurs et d'intervenants extérieurs, expérimentations, bilans, rapports, projets, la parution des nouveaux programmes de l'école primaire du 14 février 2002, issus de la loi d'orientation de 1989 et des travaux des ministères de Jack Lang, François Bayrou et Claude Allègre, s'inscrit dans le cadre d'une politique globale de révision du système éducatif dont le principal objectif est d'assurer «*l'égalité des chances*». Car si l'école contemporaine concerne 35 % des enfants dès l'âge de 2 ans, tous les petits citoyens de 3 à 16 ans et une

---

<sup>95</sup> Notons aussi la création des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM), qui remplacent les écoles normales. Fini le temps des instituteurs ; désormais, on parle du corps des professeurs des écoles



masse de plus en plus considérable de diplômés de l'enseignement supérieur, chacun s'accorde à reconnaître qu'elle n'assure plus systématiquement l'avenir socio-professionnel des élèves. Peu ou mal diplômés, les plus pauvres restent sur la touche. La démocratisation de l'enseignement reste un objectif à atteindre. Un descendant de Jules Ferry hérite un ministère placé sous haute tension et se voit contraint de réaffirmer le principe de la laïcité ! L'école passionne. Elle est le cœur de notre démocratie. Le 12 octobre 2004, lors de la remise du rapport Thélot *«Pour la réussite de tous les élèves»*, le premier ministre Jean-Pierre Raffarin déclare que la réforme de l'école est l'une des trois priorités du *«Contrat France 2005»*. Le 23 avril de cette année est promulguée une nouvelle loi d'orientation et de programme, qui doit se substituer à la loi d'orientation de 1989, et, à l'approche de l'élection présidentielle 2007, il semble qu'il y ait autant de candidats que de nouveaux projets.

Prise dans cette tourmente depuis déjà trois ans, Clara, du haut de ses cinq ans, pense pourtant *«qu'à l'école, ça bouge pas trop»* (sic).

## 2. Changement d'échelle

Après sa maman, Michèle, et ses frères, Loïc, Florent et Quentin, qui l'accompagnent tous les jours avant de rejoindre ses camarades de CM1, Clara prend quotidiennement le chemin de l'école Anatole-France où elle retrouve ses amis Sophia, Quentin, Hugo... Dans la cour de récréation, les garçons jouent surtout au foot avec un ballon en mousse. *«Cache-cache»*, *«trape-trape»*, Clara et ses amis assurent le maintien des traditions.

*«Avant qu'on arrive, la maîtresse prépare les jeux et, après qu'on arrive, on peut jouer à faire des puzzles, aux legos, à dessiner et aller à la bibliothèque. On travaille. On chante. Et puis il y a la récréation, l'heure des papas et des mamans. On joue. On fait pipi, on met les blousons et on se met en rangs pour aller manger à la cantine. On fait des petits jeux dehors et ça sonne. On rentre à l'école. On fait un petit repos et puis on chante et on joue».*

Son frère, qui fréquente le lieu depuis la fin du dernier millénaire, se souvient qu'il en était déjà ainsi en 1999. A l'époque, il se voyait assez bien cavalier et, parmi ses meilleurs souvenirs, il y a ce voyage à Tautavel où il a appris à faire du feu. Très intéressé par les cours d'informatique, Quentin a naturellement beaucoup changé durant le dernier lustre, mais il comprend très bien les rêveries de princesse de sa petite sœur.

*«Et on vous dira que les enfants ont changé ! (...) Bien sûr, les enfants ont changé depuis mon enfance ! Ils sont devenus fluorescents, leurs baskets luisent quand ils péda-*

lent dans la nuit, les walkman leur font des têtes de mouche et des surdités de vieux, ils parkinsonnent comme d'authentiques rockers, raccourcissent tifs et jupes dans l'espoir de se rallonger, bouffent le matin les graines des oiseaux et à midi l'ordinaire yankee, jurent comme on nous l'interdisait et s'envoient des films qu'ils nous empêchent de voir. Mais leur cauchemars sont les mêmes que les nôtres à leur âge et les menus de leurs conversations itou : ils parlent de leurs profs<sup>96</sup> !»

A cinq ans, Clara aime beaucoup sa maîtresse. A 10 ans, Quentin trouve encore ses professeurs assez bien. Scolarisé depuis 1993, leur frère aîné n'a pas grand chose à dire. A priori, aucun d'entre eux n'a subi le règne d'un Crastaing, le terrifiant professeur du roman de Daniel Pennac. Michèle confirme que tout c'est bien passé, pour elle comme pour ses quatre enfants, et il lui semble qu'assez peu de choses ont changé depuis les années soixante-dix. «*Il y a toujours les mêmes portemanteaux, toujours les mêmes petites étiquettes en métal, les mêmes radiateurs, le même décor...*» L'aspect tranquille et «*riant*», que souhaitaient donner les bâtisseurs de la Belle Époque à la grande école communale, a survécu. Mieux : après que quatre générations de frontignanais s'y soient succédées, le grand groupe scolaire, qui a toujours accueilli beaucoup plus d'élèves que prévu, qui a plus que doublé ses effectifs après la seconde guerre mondiale, compte aujourd'hui, malgré la formidable croissance démographique de la commune, 612 élèves seulement ! Il y a 235 enfants dans les 9 classes de la maternelle, 377 élèves dans les 16 classes de primaire. Il a fallu attendre les années 2000 pour que la grande école du peuple, construite en 1925 pour 650 écoliers, accueille un nombre d'élèves conforme aux ambitions de ses créateurs !

L'éducation a toujours été une priorité pour les diverses municipalités qui se sont succédées, mais la crise économique a modifié la composition socioprofessionnelle et les besoins comme les aspirations d'une population toujours en pleine croissance. Avec l'ouverture, en 1991, du service «*direction enfance-éducation*», la ville s'est dotée d'un organe de réflexion dont la première tâche fut de simplifier l'organisation de la vie scolaire à l'échelle de la commune. Ancienne élève de l'école Anatole-France, Denise Juan est une employée municipale qui a pleinement vécu l'évolution de ce service. Auparavant, nous dit-elle, «*les inscriptions scolaires s'effectuaient à l'état civil, les services municipaux étaient très éparpillés...*» Il a fallu repenser le système dans son ensemble, faire le point sur les moyens matériels et humains dont on pouvait disposer, réévaluer le niveau des investissements financiers consacrés aux écoles... Avec l'élection du nouveau maire de la commune, Pierre Boulloire, en 1995, la ville s'est engagée dans une politique très ambitieuse en faveur de la jeunesse et de l'éducation. Dès 1997, la municipalité a décidé de créer un nouveau groupe scolaire dans le

---

96 Cf. Daniel Pennac, *Messieur les enfants*, Gallimard, 1997, p.28

quartier des Crozes pour réduire les effectifs de l'école Anatole-France. Inaugurée le 2 septembre 2000, cette nouvelle école donna un nouveau souffle au vieux groupe scolaire que l'on put dès lors restructurer. Un partenariat entre la Ville et l'Education nationale permit de reconfigurer le calibrage des écoles. On passa de 14 à 9 classes à la maternelle et l'école élémentaire fut scindée en deux : Anatole-France I et Anatole-France II, qui accueillent aujourd'hui respectivement 190 et 187 élèves.

Depuis 2000, la municipalité a investi 3,7 millions d'euros pour la modernisation et la construction des bâtiments des écoles maternelles et élémentaires, dont 1,7 millions d'euros pour la construction du groupe des Crozes. Une analyse générale de la situation scolaire de la commune a permis de mesurer le niveau d'insuffisance et de vétusté des infrastructures scolaires, soumises aux aléas d'une croissance démographique continue. Tous les établissements de la ville ont bénéficié d'importants travaux de mise en conformité et d'extension. A côté des écoles primaires et maternelles, le collège des Deux Pins a connu une véritable renaissance, on a créé le collège Simone-de-Beauvoir dans le quartier de la Peyrade et, après d'importants travaux, le lycée professionnel agricole privée Maurice-Clavel a investi de nouveaux locaux près du canal en 2004. L'agrandissement de l'école des Terres-Blanches, en 2005, a de nouveau allégé les effectifs de l'école Anatole-France et, après quatre-vingt ans de service, l'honorable institution bénéficie à son tour d'une véritable opération de réhabilitation.

C'est à l'époque l'un des chantiers les plus importants de la ville, la réalisation d'un grand projet, qui aura coûté 2,7 millions d'euros, la concrétisation d'un long travail de réflexion, qui a officiellement débuté le 1<sup>er</sup> février 2001 avec la réunion du premier comité de pilotage. La municipalité, en partenariat avec l'Education nationale et les parents d'élèves, a décidé de restaurer les bâtiments et de réaliser une extension de l'école maternelle pour redonner du lustre à *«cette œuvre élevée à la gloire de la République et mise au service de la Démocratie»*. Les deux écoles élémentaires ne seront plus éparpillées dans les différents bâtiments. Elles posséderont leurs propres espaces : AF1 s'installera dans l'ancienne école des garçons, AF2 dans l'ancienne école des filles. La maternelle, séparant les deux écoles, sera agrandie par la construction de nouveaux bâtiments entre les grands préaux, au-delà desquels sera aménagée la cour de récréation des tout petits.

Saisissant le fil d'une histoire que l'on peut sans excès qualifier de glorieuse, les nouveaux bâtisseurs ont élaboré un projet moderne, qui s'inscrit parfaitement dans la continuité ; reprenant notamment les plans initiaux, qui prévoyaient une

extension entre les écoles, au nord du groupe. Soucieux de préserver l'école du peuple, ils ont décidé de restaurer le «palais scolaire» de la commune, érigé en 1925. En 2005, Pierre Boulidoire assistait au lancement de ces grands travaux et il inaugurait le Centre culturel François-Villon sur l'emplacement où s'élevait jadis le «*théâtre*» de Frontignan. Au cœur de la cité du muscat, qui a désormais passé le cap des 20 000 habitants, il y a une petite «*cité universitaire*», qui, contrairement aux géants de béton et d'acier qui l'ont longtemps dominée, résiste étonnamment à l'usure du temps depuis quatre-vingts ans.

\* \* \*

Après avoir été jusqu'aux années soixante-dix, l'école pour tous d'une commune en pleine expansion, le groupe scolaire Anatole-France est devenu une grande école dans une ville de plus de 20 000 habitants. Il y a désormais d'autres établissements scolaires, d'autres quartiers, d'autres projets dans une cité qui, après avoir difficilement surmonté le déclin industriel des années 80, est parvenue, au cours de la dernière décennie, à rattraper une grande partie de son retard concernant les services et les équipements municipaux. La ville a semblé-t-il retrouver son dynamisme et, comme s'il demeurait à jamais un symbole de modernité, le groupe scolaire Anatole-France s'ouvre à l'avenir en proposant le confort matériel et les équipements scolaires les plus récents.

## Conclusion

Par son histoire et par l'imposante architecture de ses bâtiments, le groupe scolaire Anatole-France reste surtout le symbole de la grande école du peuple de Frontignan. Depuis 80 ans, cette école de la République, créée pour «*l'émancipation des esprits*» et pour «*l'égalité de l'instruction entre le fils du peuple et le fils du bourgeois*», ouvre ses portes au quotidien pour accueillir les enfants d'une ville en croissance continue. Chaque année, des centaines de petits y font leur grande rentrée dans la vie de la cité. Des milliers d'élèves et des centaines d'enseignants s'y sont succédés. On y trouve aussi des employés municipaux : des agents d'entretien et des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (ATSEM), placés sous la responsabilité des assistantes de direction. Cette dernière fonction est particulièrement intéressante. Spécificité historique de Frontignan la Peyrade, ce poste a été créé dans les années cinquante pour aider les directeurs des établissements scolaires de la ville à gérer l'arrivée massive des enfants toujours plus nombreux de la croissance industrielle et du «baby-boom». Aujourd'hui, leur fonction principale est d'assurer un lien permanent entre l'école, le service édu-

cation de la ville et l'éducation nationale. Car dans l'esprit des élus comme des citoyens d'une commune qui s'est érigée sur les fondements idéologiques de la gauche républicaine, l'école a toujours été, et demeure à jamais, un lieu privilégié de contacts et d'échanges, un espace public et sacré où se joue l'avenir de tous les enfants, le creuset où s'opère l'alchimie qui garantit les vertus essentielles de notre république unitaire, «*indivisible, laïque, démocratique et sociale*»<sup>97</sup>.

«*L'école laïque est ouverte à tout le monde. Catholiques, protestants, mahométans, israélites tous peuvent entrer dans le temple que nous avons élevé et boire à pleine coupe à la source de science et de vie que distribue si généreusement notre admirable personnel enseignant.*» Ces mots de Victor Anthérieu, prononcés le 4 octobre 1925 sous le grand préau du palais scolaire de la commune, exprimaient à la fois la fierté et l'ambition sans borne des habitants d'une cité déjà bien exposée à la modernité et aux influences extérieures véhiculées par la grande industrie, le commerce et le formidable brassage culturel qui s'opérait chaque jour dans les usines, les ateliers, les vignes et les rues d'une cité aux origines lointaines et aux intonations métissées. Aux frontignanais de souche se sont mêlés des hommes et des femmes venus des villages de toute l'Occitanie, des régions de France aux accents les plus pointus, mais aussi d'Espagne, d'Italie et d'Afrique du Nord, pour assurer la croissance permanente d'une ville où s'est progressivement affirmée une communauté de valeurs et d'intérêts dominée par un esprit résolument laïc et républicain. Cette sociabilité a perduré, suivant les pleins et les déliés d'une histoire économique et sociale largement conditionnée par l'essor de la grande fonction industrielle, puis par son effondrement dans les années 80. Elle subsiste dans la mémoire collective des habitants d'une ville en pleine mutation, mais, avec la destruction programmée des derniers vestiges et des dernières friches industrielles, les souvenirs s'estompent. On entre alors dans le domaine de Clio, dont il faut se méfier nous dit Anatole France car : «*Les historiens se copient les uns les autres. Ils s'épargnent ainsi de la fatigue et évitent de paraître outrecuidants*»<sup>98</sup>.

Sous le soleil généralement clément de Frontignan, le reflet des façades des grands bâtiments du groupe scolaire Anatole-France éclaire toute l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle de la commune, illumine les pensées de tous ceux qui ont été les enfants du lieu et lance un rayon de lumière vers l'avenir des centaines d'écoliers du présent et des milliers de petits «*ventres bleus*» de demain.

---

97 Cf. Article 1er de la Constitution de 1958

98 Cf. *L'île des pingouins*, Le Livre de Poche, Paris, 1908, p.7

# Sources et Bibliographie

## Archives

- Archives Départementales de l'Hérault : On y trouve quelques documents concernant tout particulièrement les écoles avant le XX<sup>e</sup> siècle.
- Archives municipales : C'est là l'essentiel de nos sources avec plus particulièrement les comptes rendus des conseils municipaux et, pour l'histoire des écoles, la sous-série 4M (dates extrêmes 1859-1996).
- Les journaux «*Le Cri des Jeunes*», «*Le Languedoc Socialiste*», «*Le Petit Méridional*» et «*L'Eclair*» sont facilement consultables à la bibliothèque municipale centrale de Montpellier. (Le journal «*Midi Libre*» a ses propres archives, que l'on peut consulter tout aussi aisément.)
- Le rapport de la directrice Mlle Péguret se trouve aux archives de l'école.
- Les textes législatifs et constitutionnels se trouvent désormais très facilement en consultant les sites Internet des services publics et notamment celui du ministère de l'Education nationale.

## Histoire de Frontignan la Peyrade

On dispose d'un ouvrage de synthèse de très bonne qualité : André Cablat, Marc Lugand, Christophe Pellecuer, Jean-Marie Carbasse, Alain Degage et Jean Sagnes, *Histoire de Frontignan-La Peyrade*, Ville de Frontignan-La Peyrade, 1989.

On y ajoutera les travaux suivants :

- Lucien Albagnac, *Contribution à l'histoire de Frontignan*, Frontignan, 1973.
- André Cablat, René Michel, Maurice Nougaret et Jean Valette, *La petite encyclopédie de Frontignan La Peyrade*, Frontignan, 1998.
- Maurice Nougaret, *Chronique frontignanaise au temps de la Révolution*, Frontignan, 1989.
- Maurice Nougaret, *Chronique frontignanaise au temps du Consulat et de l'Empire*, Frontignan, 1991.
- Maurice Nougaret, René Michel et André Cablat, *Si votre ville vous était contée..., Histoire politico-économique de Frontignan-La Peyrade de 1789 à 2001*.
- Maurice Nougaret et Edmond. Peyronnet, *Chronique frontignanaise d'un début de siècle, 1900-1919*, Frontignan-Vitry sur Seine, 1995.
- Jean Valette, *Frontignan en Languedoc au seuil de son histoire*, éd. C. Lacour, Nîmes, 2005.



## Histoire régionale

Philippe Wolff (sous dir.), *Histoire du Languedoc*, éd. Privat, Toulouse, 2000.

## Histoire de l'enseignement et de éducation

Michel Rouche, François Lebrun, Marc Venard, Jean Quénart, Françoise Mayeur, Antoine Prost, *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*, 4 vol., coll. Tempus, Perrin, Paris, 2<sup>ème</sup> éd., 2004.

On y ajoutera les travaux suivants :

- Jean-Michel Gaillard, *Un siècle d'école républicaine*, Seuil, coll. «point-histoire» n°266, Paris, 2000.
- A. Prost, *Education, société et politiques, une histoire de l'enseignement de 1945 à nos jours*, coll. Point-Histoire, éd. du Seuil, 1997.
- *Le Patrimoine de l'éducation nationale*, Ouv. collectif, Flohic éd., Charenton-le-Pont, 1999.
- Jacques Gimard, *Vive le certif !*, éd. Le Pré aux Clercs, 2004.

## Références littéraires

- Anatole France, *L'île des pingouins*, Le Livre de Poche, 1908.
- Marcel Pagnol, *La gloire de mon père*, Le Livre de Poche, 1957.
- Charles Péguy, *L'Argent* (1913), dans *Oeuvre Complètes*, NRF, vol. III.
- Daniel Pennac, *Messieurs les enfants*, Gallimard, 1997.
- Marie Rouanet, *Nous les filles*, Payot, 1990
- Pierre Sansot, *Jardins publics*, Payot, 1993









Publication préparée avec la participation de la Ville de Frontignan la Peyrade

ISSN  
Imprimé en France

Maquette : Service communication de la Ville de Frontignan la Peyrade

Impression : Soulié Imprimeur à Frontignan la Peyrade  
Avril 2009

Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2009





---

La Ville de Frontignan la Peyrade, à travers expositions et publications, s'attache à partager son patrimoine et son histoire.

Anatole-France, 1925-2005, une école dans la ville, a été écrit par Jean-Michel Le Gourrierc, docteur en histoire de l'université Paul-Valéry à Montpellier.

---

---

10 €

